

MÉCANISME DE REDEVABILITÉ MUTUELLE

RAPPORT MONDIAL 2021



MÉCANISME DE
REDEVABILITÉ
MUTUELLE



SANITATION
AND WATER
FOR ALL

LA REDEVABILITÉ

Le pont entre l'intention et l'action

L'INTENTION

L'ACTION

MÉCANISME DE REDEVABILITÉ MUTUELLE

RAPPORT MONDIAL 2021

Ce document a été publié en novembre 2021.

Sanitation and Water for All (SWA)
633 Third Avenue, New York, NY 10017, USA
info@sanitationandwaterforall.org
www.sanitationandwaterforall.org
#SWAinAction



MÉCANISME DE
REDEVABILITÉ
MUTUELLE



SANITATION
AND WATER
FOR ALL

TABLE DES MATIÈRES

Message d'introduction de la Présidente-directrice générale de SWA	4
Messages du conseil mondial du leadership de SWA	5
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	6
1. INTRODUCTION : L'IMPORTANCE DE LA REDEVABILITÉ MUTUELLE	8
2. CONTEXTE DU MÉCANISME DE REDEVABILITÉ MUTUELLE	10
3. HIER : LES TROIS PREMIÈRES ANNÉES DU MÉCANISME DE REDEVABILITÉ MUTUELLE	18
EXPÉRIENCES AU NIVEAU NATIONAL	19
Malawi	20
Bangladesh	22
Paraguay	24
État de Palestine	26
Mali	28
ENGAGEMENTS ET RAPPORTS D'AVANCEMENT	30
4. DEMAIN : LES AMBITIONS POUR LES TROIS PROCHAINES ANNÉES	38
CONCLUSION	42
ANNEXE : LISTE DES ENGAGEMENTS ET DES RAPPORTS D'AVANCEMENT REÇUS ENTRE NOVEMBRE 2018 ET OCTOBRE 2021	

Message d'introduction de la Présidente-directrice générale de SWA



Chers partenaires,

En tant qu'avocate spécialiste des droits humains et première Rapporteuse spéciale de l'ONU sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement, j'ai toujours défendu le pouvoir transformateur de la redevabilité. C'est donc un véritable honneur pour moi de suivre autant de partenaires d'Assainissement et eau pour tous dans leur engagement actif en faveur du mécanisme de redevabilité mutuelle, le seul mécanisme mondial de ce type consacré au secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

Le mécanisme de redevabilité mutuelle de SWA est unique, car il montre aux gouvernements la voie qu'ils doivent suivre pour satisfaire leurs obligations vis-à-vis des droits fondamentaux à l'eau et à l'assainissement tout en tenant compte du rôle et des contributions de tous les acteurs compétents dans ce domaine. Grâce à ce mécanisme, le secteur de l'eau et de l'assainissement dispose d'une base solide qui repose sur les obligations légales des gouvernements, mais aussi sur des engagements positifs qui se renforcent mutuellement de la part de toutes les parties prenantes. Tous les acteurs travaillent donc ensemble et rendent des comptes sur leur action, et leur inaction.

Ce premier Rapport mondial illustre le chemin parcouru depuis le lancement du mécanisme de redevabilité mutuelle, voilà seulement trois ans, en novembre 2018. Il célèbre nos nombreux accomplissements, examine les difficultés que nous devons affronter et analyse les possibilités offertes par une redevabilité mutuelle efficace, dont nous devons tirer parti au cours des années à venir.

Nous avons beaucoup appris. Ces trois prochaines années, nous espérons qu'un nombre encore plus grand de partenaires se tournera vers le mécanisme de redevabilité mutuelle, pour lui conférer un rôle clé dans les relations mutuelles des parties prenantes aux niveaux national et mondial. Quand le secteur saura clairement identifier ses priorités, tous les partenaires pourront mieux comprendre comment faire respecter les obligations des États, connaître les contributions de chacun des acteurs à ces efforts et rendre des comptes sur les progrès. Au bout du compte, c'est cette capacité – la capacité à collaborer efficacement pour atteindre des objectifs communs – qui nous aidera à satisfaire les ambitions des objectifs de développement durable et à réaliser les droits fondamentaux à l'eau et à l'assainissement.

La redevabilité explique comment nos promesses se traduisent en action et nos aspirations en réalité. Alors que l'obligation de veiller à la réalisation des droits fondamentaux à l'eau et à l'assainissement incombe en dernier ressort aux États, toutes les parties prenantes ont un rôle à jouer pour que nos sociétés progressent vers la vision décrite dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le but du mécanisme de redevabilité mutuelle est de nous aider à réaliser notre mission : l'accès universel à l'eau et à l'assainissement. J'invite toutes les parties prenantes à s'impliquer et à saisir cette occasion. Nous n'avons pas de temps à perdre.

Catarina de Albuquerque
PDG, SWA

“

La redevabilité explique comment nos promesses se traduisent en action et nos aspirations en réalité.

”

Messages du Conseil mondial du leadership de SWA

“

L'eau et l'assainissement sont des droits fondamentaux qui impliquent des responsabilités morales et légales. Leur réalisation réclamera une certaine volonté politique pour quadrupler les efforts en vue d'atteindre l'ODD 6 d'ici à 2030. Pour y parvenir, différentes parties prenantes doivent tenir leur rang afin de garantir la redevabilité aux niveaux local, national et mondial. Le mécanisme de redevabilité mutuelle occupe une fonction particulièrement stratégique pour la réalisation de l'ODD 6. En effet, sa dimension mondiale se manifeste dans la collaboration efficace au niveau des pays et la soutient.

”



Mme Aminata Touré
Dirigeante mondiale de SWA,
Ancienne Première ministre du Sénégal



Kumi Naidoo
Dirigeant mondial de SWA, Ambassadeur mondial,
Africans Rising for Justice, Peace and Dignity et
lauréat de la bourse Richard von Weizsäcker de la
Robert Bosch Academy

“

J'apprécie le concept de redevabilité mutuelle, car il porte clairement sur la redevabilité vis-à-vis des peuples, pas seulement des puissants. Le mécanisme de redevabilité mutuelle ne minimise pas le rôle clé que doivent jouer les gouvernements, qui sont les véritables porteurs de devoirs, dans la fourniture de l'assainissement et de l'eau pour tous. Il veille plutôt à garantir que d'autres parties prenantes concernées, comme la société civile, aient voix au chapitre et que davantage d'acteurs puissent faire entendre leur voix.

”

“

La redevabilité reste l'un des plus grands défis du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. C'est à nous, partenaires de SWA, avec les gouvernements nationaux à la tête, de redoubler d'efforts et de nous engager à renforcer et à financer les systèmes et les institutions nécessaires pour garantir l'assainissement et l'eau pour tous. Nous devons nous tenir et tenir les autres mutuellement redevables de cette démarche, et le mécanisme de redevabilité mutuelle est bien placé pour nous y aider.

”



Patrick Moriarty
Président du comité directeur de SWA,
Directeur général de l'IRC WASH.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le mécanisme de redevabilité mutuelle montre la voie pour atteindre les cibles de développement durable liées à l'eau et l'assainissement et réaliser les droits fondamentaux à l'eau et l'assainissement.

Le présent document est le premier Rapport mondial sur le mécanisme de redevabilité mutuelle. Il décrit les réussites et les difficultés enregistrées au cours des trois premières années de mise en œuvre, entre 2018 et 2021. Le rapport étudie ce que ces expériences peuvent nous apprendre sur le potentiel du mécanisme ainsi que l'évolution qu'il pourra connaître pour atteindre les cibles des objectifs de développement durable (ODD) liées à l'eau et l'assainissement d'ici à 2030.

Les ODD poussent les gouvernements à travailler avec tous les acteurs pertinents dans des processus participatifs multipartites. Ils encouragent également les gouvernements à rendre des comptes sur les décisions qu'ils prennent. Le mécanisme de redevabilité mutuelle de SWA est le seul processus de redevabilité du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dont l'objectif est la collaboration de toutes les parties prenantes en vue d'atteindre l'accès universel aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Le mécanisme contribue à définir des priorités et à partager une vision du secteur. Il permet également d'identifier les rôles et les responsabilités de chacun pour les atteindre. Il donne la possibilité de suivre les progrès et, grâce à lui, tous les acteurs peuvent rendre des comptes, ce qui favorise une culture de la redevabilité mutuelle.

Le rapport souligne l'importance fondamentale de la redevabilité pour appliquer le programme des ODD et les objectifs stratégiques du partenariat SWA. Il replace également le mécanisme de redevabilité mutuelle dans son contexte en décrivant son évolution et ses principes de fonctionnement : particulièrement flexible, il doit être

utilisé de façon à apporter de la valeur aux processus mondiaux et nationaux en cours.

De plus, il analyse comment les partenaires se sont jusqu'à présent servis du mécanisme. Cette analyse intègre également une sélection d'expériences nationales et porte sur l'ampleur des possibilités de coopération entre les parties prenantes dans le secteur. Ces exemples montrent, par exemple, comment le mécanisme a renforcé l'action multipartite, comment il peut favoriser des discussions à l'échelle du secteur pour contribuer à préciser son orientation et comment il peut augmenter l'engagement et le dialogue stratégiques afin d'améliorer la stabilité du secteur et contribuer à la promotion d'une vision commune pour atteindre des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement durables pour tous.

Le rapport identifie également une partie des difficultés qui ont freiné les efforts. De plateformes multipartites peu efficaces, la pandémie de COVID-19 et des changements dans les gouvernements et les institutions ont parfois pu limiter la dynamique nécessaire au leadership politique. Le rapport rappelle combien des contacts avec les bonnes personnes, au bon moment et avec le bon message, sont fondamentaux pour la réussite de tout effort destiné à renforcer la redevabilité mutuelle.

L'analyse se concentre ensuite sur l'évolution de différents éléments du mécanisme de redevabilité mutuelle au cours de ses trois premières années de mise en œuvre. Elle porte sur le nombre d'engagements formulés à ce jour et sur leurs thèmes. Elle montre, par

Nilendri Naik (au milieu), avec ses camarades de huitième année, est vue en train de se laver les mains après un exercice de lavage de masse à leur poste de lavage des mains dédié à l'école Ashram de Thutibar, dans le district de Rayagada.
© UNICEF / Zishaan Akhbar Latif

exemple, que les partenaires suivent souvent le cadre de SWA pour formuler leurs engagements, tout en intégrant aussi les priorités définies au niveau national. Ainsi, les engagements sont nettement axés sur la définition de plans et de stratégies nationaux, sur la coordination du secteur, sur la lutte contre les inégalités et sur l'amélioration du financement du secteur.

Le rapport cartographie également les engagements pris à travers le monde pour donner un aperçu de la mise en œuvre du mécanisme de redevabilité mutuelle dans chaque région. Cette carte montre que c'est en Afrique que le mécanisme est le plus utilisé, ce qui reflète clairement la composition du partenariat SWA. Les cartes illustrent le fait que, même si ce sont les gouvernements et les organisations de la société civile qui ont pris la majorité des engagements, d'autres groupes catégoriels (en particulier dans des pays d'Afrique) commencent à se mobiliser en faveur des engagements gouvernementaux.

Les progrès des partenaires vis-à-vis des engagements sont eux aussi examinés. Le rapport analyse le nombre d'engagements qui ont fait l'objet d'un examen et d'un rapport. Il indique que le nombre de rapports d'étape reçus n'est pas encore à la hauteur des fortes attentes qui existaient au lancement du mécanisme de redevabilité mutuelle, en 2018. Il en étudie ensuite les raisons afin d'y répondre pour renforcer le mécanisme de redevabilité mutuelle au cours des trois prochaines années.

Selon le rapport, les recherches sur la redevabilité mutuelle commandées par SWA et terminées en avril 2020 peuvent apporter des informations sur le

nombre de rapports d'étape inférieur aux attentes. Ces recherches suggèrent que, même si des plateformes multipartites sont effectivement en place dans la plupart des pays sous une forme ou une autre, leur fonctionnement est souvent peu efficace compte tenu des nombreuses contraintes auxquelles elles font face. Les expériences transmises par de nombreux partenaires de SWA le confirment. Les contraintes sont, par exemple, l'absence de participation de parties prenantes clés, le manque de financements et une coordination d'ensemble insuffisante. L'une des principales leçons à tirer de cette situation, et de l'expérience de ces trois premières années, est liée au fait que les partenaires de SWA doivent mettre davantage l'accent sur la construction et le renforcement de plateformes multipartites au niveau national.

Le rapport mondial conclut sur ce point et sur la définition de plusieurs autres objectifs pour le mécanisme de redevabilité mutuelle au cours des trois prochaines années, de 2021 à 2024. Ces objectifs sont :

- **Action 1 : renforcer les plateformes multipartites – la redevabilité mutuelle pour les actions menées en vue d'atteindre les ODD s'appuie sur des processus multipartites inclusifs.**
- **Action 2 : améliorer les engagements et l'implication à l'échelle mondiale – le potentiel offert par le mécanisme de redevabilité mutuelle pour réaliser les ODD peut être mieux exploité lorsque les engagements pris au niveau national sont amplifiés par des engagements associés pris par des organisations, des donateurs, des organismes de financement et des organisations multilatérales qui agissent aux niveaux international et régional.**
- **Action 3 : créer des « moments pour la redevabilité » – en organisant des séances pour discuter au sujet des engagements nationaux et mondiaux pris dans le cadre du mécanisme de redevabilité mutuelle lors de prochains événements de haut niveau.**

Ces trois actions constitueront la base du travail mené par SWA pour promouvoir une culture de la redevabilité mutuelle au sein du partenariat et dans l'ensemble du secteur de l'eau et de l'assainissement au cours des trois prochaines années. Les objectifs qu'elles représentent encourageront davantage de partenaires à se tourner vers le mécanisme de redevabilité mutuelle de SWA. Elles contribueront à intégrer la redevabilité, un principe inhérent des droits de la personne, aux interactions entre parties prenantes aux niveaux national et mondial alors que nous collaborons pour atteindre les ODD et parvenir à l'assainissement et l'eau pour tous, en tout temps et en tout lieu.

1. INTRODUCTION : L'IMPORTANCE DE LA REDEVABILITÉ MUTUELLE



NIGÉRIA

ENGAGEMENT : Application de la stratégie de communication pour mettre en œuvre la campagne nationale d'élimination de la défécation à l'air libre d'ici à 2020.

ORGANISME
CHEF DE FILE : Ministère des ressources en eau (gouvernement)

PROGRÈS : 75%

Partager une vision, des engagements et des actions collaboratives

Assainissement et eau pour tous est le partenariat mondial multipartite créé au sein de l'ONU en vue d'atteindre les cibles liées à l'eau et l'assainissement des objectifs de développement durable d'ici à 2030. Il a pour mission de mettre fin aux inégalités qui freinent la réalisation des droits fondamentaux à l'eau et l'assainissement. Il cherche pour cela à renforcer la volonté politique pour élever le niveau de priorité de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, améliorer la gouvernance et aider à optimiser le financement du secteur.

La redevabilité occupe une place centrale dans les efforts de SWA. Il s'agit de la capacité à accepter la responsabilité de ses actions et rendre des comptes à leur sujet. Elle est nécessaire pour progresser et fait partie des principes des droits de la personne. La redevabilité est ancrée dans les obligations formelles et légales des États. Selon la législation sur les droits de la personne, les États ont ratifié des traités qui les obligent à réaliser progressivement les droits à l'eau et l'assainissement. En plus des obligations qui incombent aux États, il existe de nombreuses occasions de promouvoir une définition plus large de la redevabilité. Les gouvernements peuvent coopérer avec des communautés, des organisations, des entreprises et des personnes pour créer une culture constructive de la redevabilité qui les associe pour atteindre des objectifs communs.

SWA se concentre sur une vision pratique de la redevabilité. Le partenariat encourage les gouvernements et toutes les parties prenantes à : exprimer une vision commune pour le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène d'un pays ; identifier les rôles et les responsabilités de chacun pour y parvenir ; s'engager à agir ; rendre des comptes. C'est cet accent sur une vision commune et sur la collaboration qui favorise la **redevabilité mutuelle**.

Élément essentiel au partenariat, la redevabilité mutuelle est considérée par SWA comme une méthode rigoureuse pour réaliser ensemble et plus rapidement les droits fondamentaux à l'eau et l'assainissement : une occasion de faire coïncider les plans et de lancer des actions collectives.

Les ODD poussent les gouvernements à travailler avec tous les acteurs pertinents dans des processus participatifs multipartites. Ils les encouragent également à rendre des comptes sur les décisions qu'ils prennent. Si les gouvernements sont les principaux porteurs

de devoirs pour réaliser les droits de la personne et atteindre les ODD, la grande diversité d'acteurs nécessaire pour parvenir à l'accès universel à l'eau, l'assainissement et l'hygiène signifie que tout cadre de redevabilité comportera des lacunes s'il se concentre uniquement sur l'action gouvernementale, sans tenir compte des responsabilités et des contributions de toutes les parties prenantes. C'est pour combler ces lacunes que SWA a conçu le mécanisme de redevabilité mutuelle.

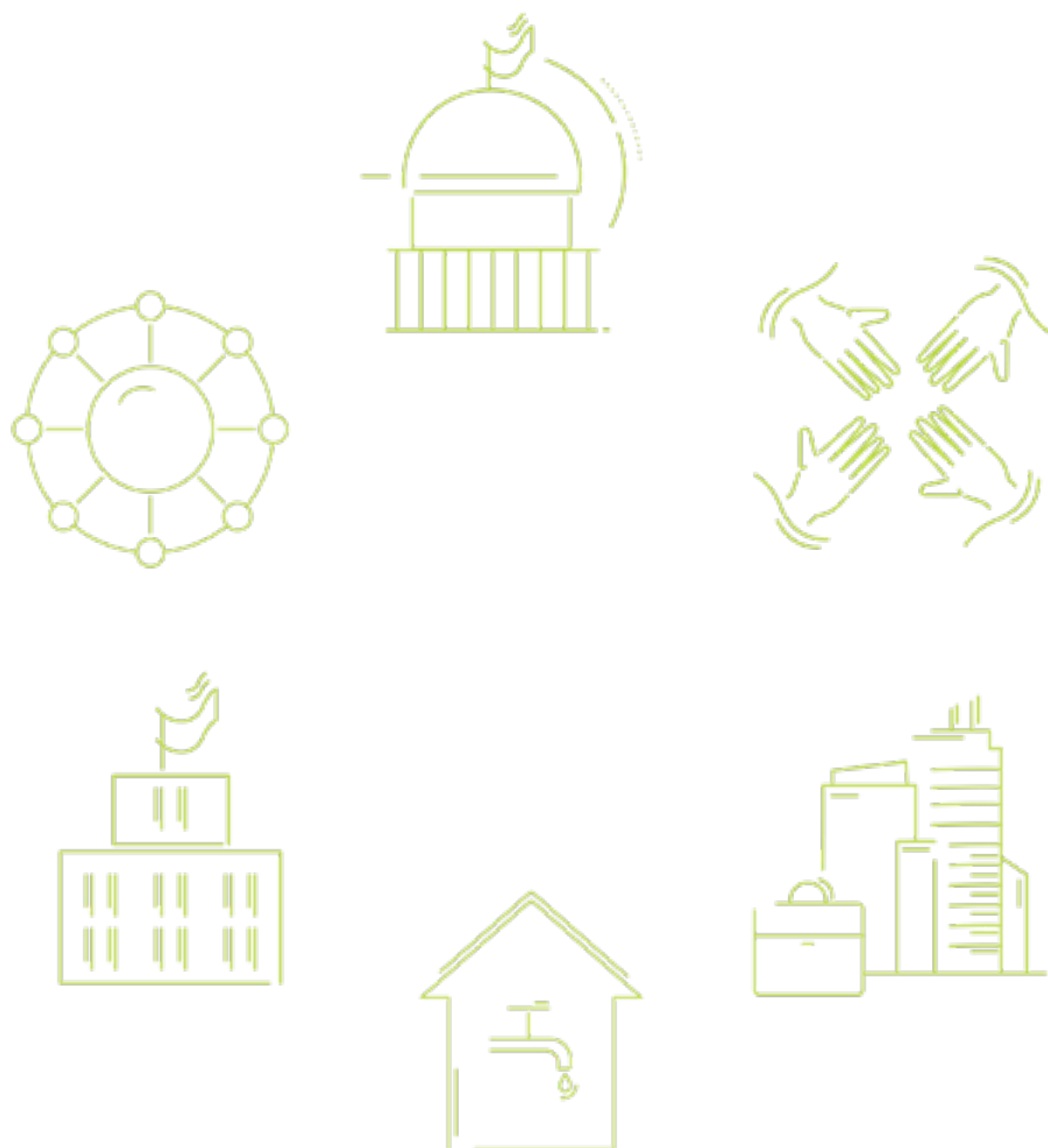
Le mécanisme de redevabilité mutuelle est un outil destiné à aider les partenaires à comprendre la contribution de chacun et à rendre des comptes au sujet des engagements qu'ils formulent. Il est pensé pour aider les parties prenantes à progresser ensemble vers les ODD, à collaborer et à partager leurs expériences aux niveaux national et mondial, en défendant une culture de la redevabilité mutuelle.

Le mécanisme de redevabilité mutuelle de SWA est le seul processus de redevabilité dédié au travail commun de toutes les parties prenantes du secteur dans le but d'améliorer les services et d'atteindre les cibles des ODD liées à l'eau et l'assainissement. Il ne pousse pas seulement les partenaires à rendre des comptes au partenariat à l'échelle mondiale, mais aussi à leurs partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux, au travers d'un exercice de redevabilité mutuel de pair à pair, qui contribue à construire l'environnement favorable au secteur eau, assainissement et hygiène en vue de véritablement progresser vers la réalisation de l'ODD 6 et des droits fondamentaux à l'eau et l'assainissement.

Le mécanisme de redevabilité mutuelle défend également l'ODD 17, qui appelle tous les États à revitaliser le partenariat mondial pour parvenir au développement durable. Cet objectif comprend des cibles qui correspondent bien au mécanisme de SWA, comme : renforcer la cohérence des politiques de développement durable ; respecter la marge de manœuvre de chaque pays ; encourager les dirigeants à élaborer et appliquer des politiques d'élimination de la pauvreté ; promouvoir les partenariats publics, les partenariats public-privé et les partenariats avec la société civile efficaces ; et travailler pour garantir l'efficacité des systèmes de suivi et de redevabilité.

2.

CONTEXTE DU MÉCANISME DE REDEVABILITÉ MUTUELLE



2.

CONTEXTE DU MÉCANISME DE REDEVABILITÉ MUTUELLE

MALDIVES

ENGAGEMENT : D'ici à 2030, diffuser largement les informations relatives à l'objectif de développement durable 6 (ODD 6) parmi les parties prenantes sectorielles et non sectorielles.

ORGANISME
CHEF DE FILE : Watercare (société civile)

PROGRÈS :

50%

Quel soutien le mécanisme de redevabilité mutuelle apporte à la Stratégie mondiale 2020-2030 de SWA

Le mécanisme de redevabilité mutuelle est un outil essentiel pour réaliser les trois objectifs de la Stratégie mondiale 2020-2030 de SWA :



1

Construire et entretenir la volonté politique pour mettre fin aux inégalités dans l'eau, l'assainissement et l'hygiène

Alors que SWA augmente sa coopération avec des acteurs de haut niveau, y compris des chefs d'État et de gouvernement, des ministres, des parlementaires et d'autres dirigeants mondiaux, le mécanisme de redevabilité mutuelle peut permettre de traduire les promesses politiques en engagements pour des actions concrètes, sur lesquelles les gouvernements et d'autres institutions devront rendre des comptes.



2

Défendre des approches multipartites pour atteindre l'accès universel aux services

Le renforcement des approches multipartites et l'augmentation de la coopération avec les groupes catégoriels actuellement sous-représentés dans les processus décisionnels liés aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement sont liés à la mise en œuvre du mécanisme de redevabilité mutuelle.



3

Rassembler des parties prenantes pour renforcer les performances des systèmes et attirer de nouveaux investissements

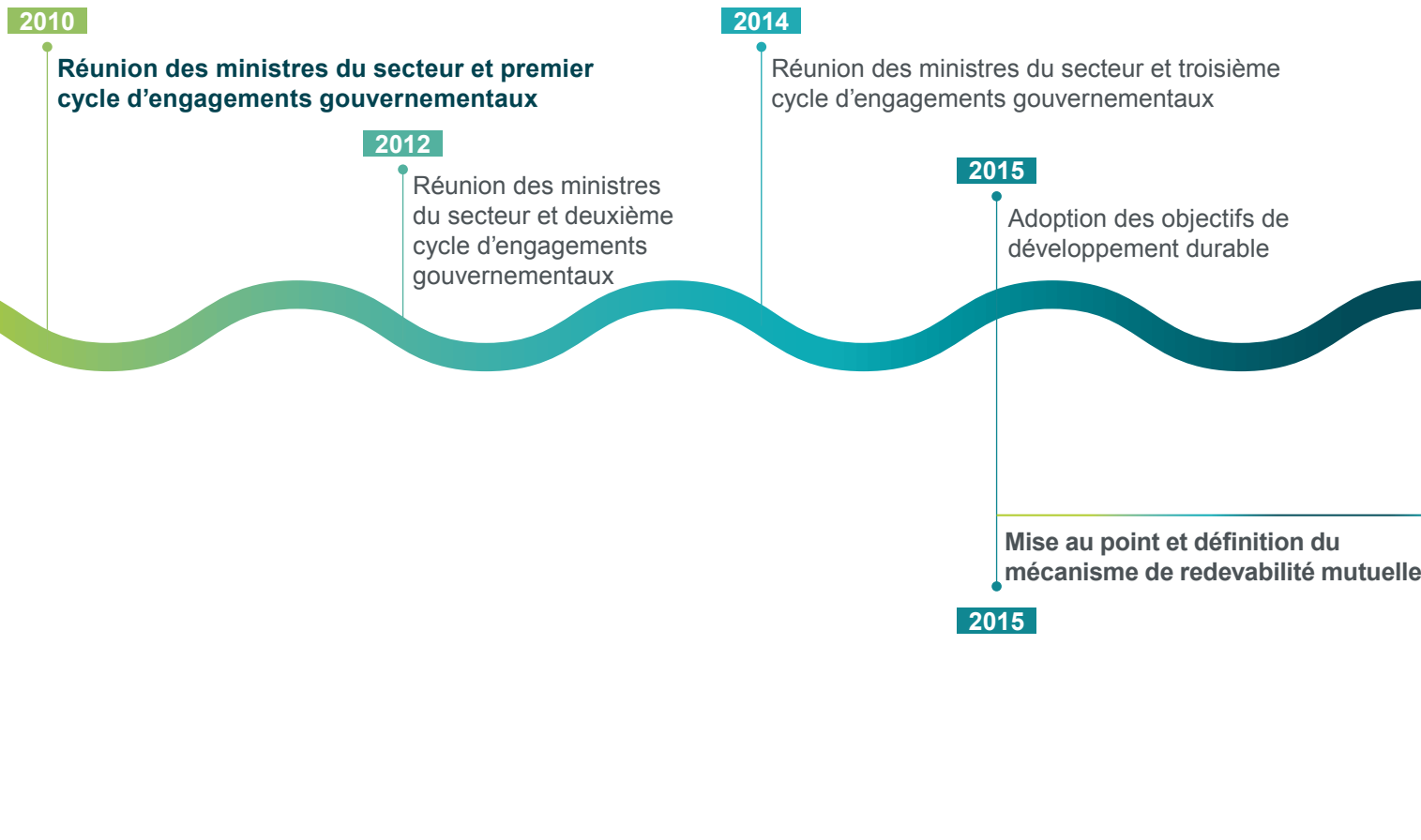
Avec le mécanisme de redevabilité mutuelle, les pays disposent d'un processus pour faire du renforcement des systèmes et des institutions une priorité et se concentrer sur des stratégies de financement de leurs engagements.

L'évolution du mécanisme de redevabilité mutuelle

Dès le lancement du partenariat en 2010, SWA avait identifié la nécessité de créer un processus pour institutionnaliser et favoriser la redevabilité dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Très vite, un processus flexible a été mis en place. Celui-ci encourageait les partenaires (principalement des gouvernements nationaux) à formuler des engagements au niveau national dans le but de les présenter lors des Réunions de haut niveau de SWA. Les organismes d'assistance extérieure et d'autres organisations plurinationales soumettaient également de façon occasionnelle des engagements mondiaux. Le processus de formulation des engagements et de communication des progrès était alors plus souple. Il n'était pas obligatoire et était principalement centré sur les Réunions de haut niveau. Peu de pays utilisaient un processus multipartite pour définir leurs engagements et, bien souvent, ceux-ci ne correspondaient pas aux plans et aux stratégies nationaux, car ils étaient principalement formulés dans le cadre de la préparation aux réunions mondiales de SWA ou en réponse à celles-ci.

Les expériences et les leçons tirées de ce processus d'engagement initial ont aidé SWA à affiner et à renforcer son approche de la redevabilité mutuelle. En 2015, le partenariat a commencé la mise au point d'un nouvel outil de redevabilité qui s'appuyait sur ces enseignements et venait également compléter et refléter le passage des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) au nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030. Par rapport aux OMD, les ODD établissent des cibles beaucoup plus ambitieuses, qui mettent davantage l'accent sur les interconnexions entre les actions des parties prenantes, et donc sur la redevabilité mutuelle.

De plus, 2010 a été l'année de la reconnaissance formelle des droits fondamentaux à l'eau et l'assainissement, ce qui a contribué aux ambitions définies dans l'ODD 6, « garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable ». En réponse à ces évolutions, le partenariat a travaillé avec ses partenaires pour concevoir un outil de redevabilité qui s'appuierait sur les obligations gouvernementales relatives aux droits de la personne et qui aiderait le secteur à



MONDE ENTIER

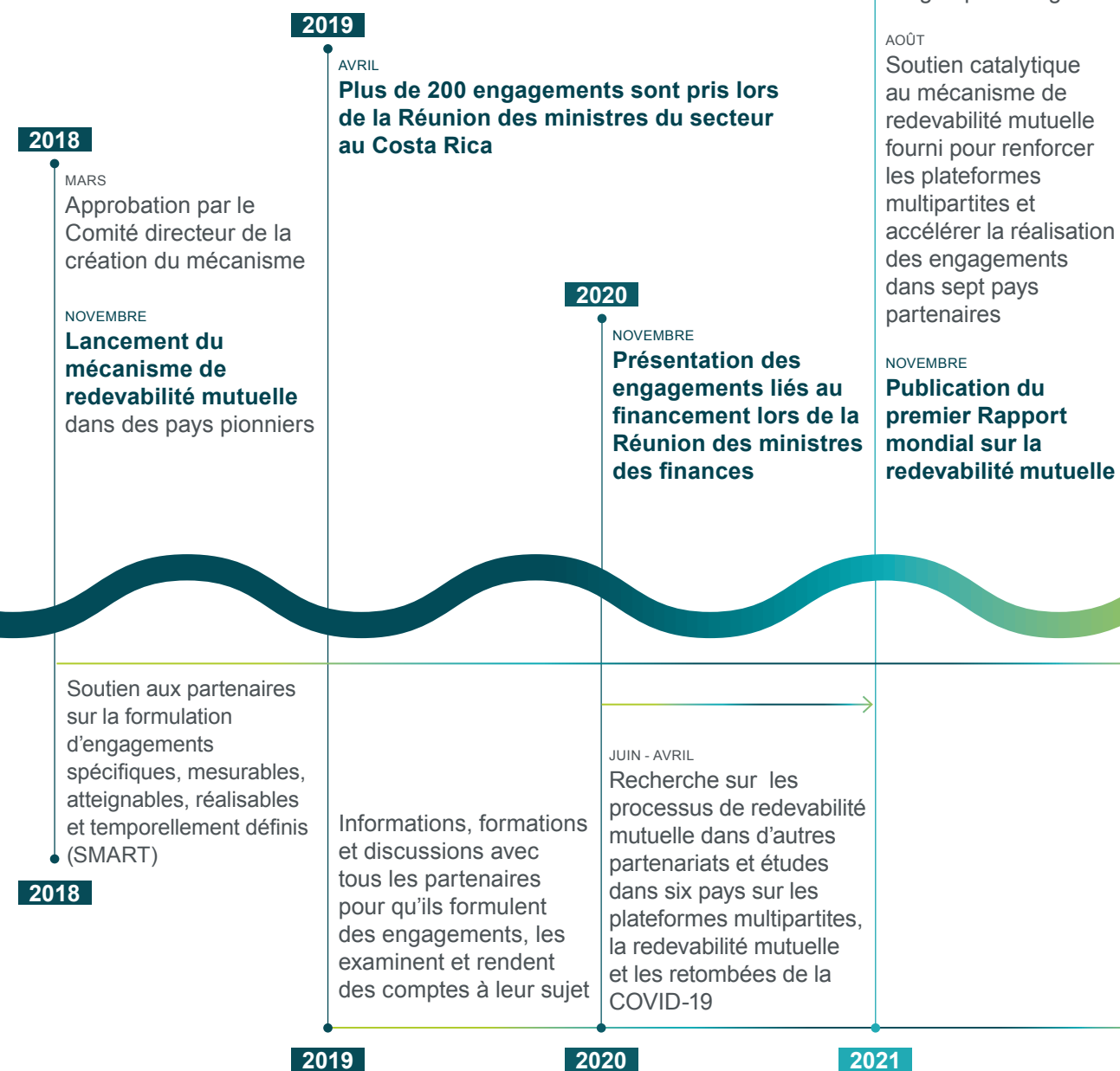
ENGAGEMENT : Contribuer à l'évaluation des dispositifs fondamentaux et les comportements collaboratifs dans les pays où nous travaillons, proposer des plans d'action pour améliorer la gouvernance.

ORGANISME CHEF DE FILE : INSTITUT INTERNATIONAL DE L'EAU DE STOCKHOLM (SIWI) :

PROGRÈS : 75%

collaborer pour réaliser les nouvelles ambitions fixées par le programme de développement durable.

En novembre 2018, le partenariat a lancé le mécanisme de redevabilité mutuelle. Les principes de base du mécanisme sont le fort accent qu'il place sur le rôle et la responsabilité de tous les acteurs : prendre des engagements qui respectent et soutiennent les cibles et les priorités des processus de planification et d'examen dirigés par les gouvernements. Le mécanisme est conçu pour fournir une plateforme commune aux acteurs du secteur afin de définir un plan d'action conjoint dans lequel chacun des acteurs un rôle reconnu à jouer.



TANZANIE

ENGAGEMENT : Participer au processus national d'examen de la Politique nationale de l'eau (NAWAPO) et de la Stratégie nationale de développement du secteur de l'eau (NWSDS) pour intégrer des stratégies visant à ne laisser personne de côté.

ORGANISME
CHEF DE FILE : TAWASANET (société civile)

PROGRÈS :

75%

Le mécanisme de redevabilité mutuelle en pratique

FONCTIONNEMENT DU MÉCANISME

Inspiré des lois sur les droits de la personne et des processus de redevabilité, le mécanisme de redevabilité mutuelle de SWA fournit à tous les partenaires une plateforme pour s'engager dans des actions spécifiques, mesurables, atteignables, réalisables et temporellement définies qui exposent leurs propres contributions à la réalisation des cibles des ODD liées à l'eau et l'assainissement.



¹ Les partenaires de SWA sont des gouvernements nationaux, des organisations de la société civile nationales et internationales, des organismes d'assistance extérieure (organismes de coopération, banques de développement, fondations, organismes de l'ONU et autres types d'organismes d'assistance), des sociétés de services publics et des régulateurs, le secteur privé et des instituts de recherche et d'enseignement.

Exemples d'engagements gouvernementaux et multipartites

KENYA

ENGAGEMENT DU PAYS :
D'ici à 2022, examiner la réactivité de l'environnement favorable à l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour la renforcer afin d'accélérer la réalisation des cibles 6.1 et 6.2 des ODD

ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT :

i. Finaliser la Politique publique nationale sur l'eau afin de fournir un cadre pour la réglementation et la gestion ; ii. Examiner la Stratégie nationale des services d'approvisionnement en eau et des égouts ; iii. Rédiger la Politique nationale de gestion de l'assainissement et définir la stratégie ; iv. Diffuser la Politique de gestion de l'hygiène menstruelle ; v. Lancer et diffuser des directives pour l'assainissement urbain à destination de l'ensemble des 47 comtés et des fournisseurs de services d'approvisionnement en eau réglementés.

ORGANISMES D'ASSISTANCE EXTÉRIEURE :

i. Contribuer à la finalisation de la Politique publique nationale sur l'eau et examiner le cadre, les stratégies et les lois préparés par le Gouvernement ; ii. Organiser des forums pour partager les enseignements et générer des synergies afin de soutenir les cadres des politiques et réglementations.

ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE :

i. Apporter une assistance technique pour l'examen et la définition des politiques, des stratégies et des directives du secteur ; ii. Suivre la définition et l'examen des politiques, des stratégies et des directives du secteur et évaluer les progrès vers leur finalisation ; iii. Soutenir la diffusion et la mise en œuvre des différents documents sur les politiques.

SECTEUR PRIVÉ :

i. Coopérer avec les principales parties prenantes gouvernementales sur les initiatives politiques à venir ; ii. Réaliser une analyse des politiques existantes liées à la réalisation de l'ODD 6.

INSTITUTS DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT :

i. Soutenir l'examen des cadres réglementaires et institutionnels du secteur.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO

GOUVERNEMENT :

D'ici à 2025, toute la population lao vivra dans un environnement sans défécation à l'air libre.

ORGANISMES D'ASSISTANCE EXTÉRIEURE :

Soutenir la création d'une feuille de route sur l'assainissement et faire coïncider les financements et les priorités en orientant les ressources vers les districts les plus défavorisés.

ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE :

Identifier et mettre en œuvre des approches ciblées en faveur des populations pauvres, qui améliorent l'assainissement dans les régions les plus défavorisées et difficiles d'accès.

SECTEUR PRIVÉ :

Coopérer avec les partenaires gouvernementaux et d'autres parties prenantes pour soutenir l'accès et le recours universels à l'assainissement à l'aide d'acteurs du secteur privé.

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT :

Concevoir des modules de formation sur la promotion de l'assainissement et de l'hygiène et dispenser une formation pour créer des cadres en matière d'assainissement.

Permettre une meilleure compréhension de la redevabilité mutuelle

En 2020, SWA a commandé deux études sur la redevabilité mutuelle, dirigées par l'Université technologique de Sydney (UTS), IRC-WASH, Avina Peru, le « Centre for Policy Regulation and Governance » en Indonésie et d'autres représentants du groupe catégoriel des instituts de recherche et d'enseignement. La première étude portait sur les mécanismes de redevabilité mutuelle qui existent dans d'autres partenariats multipartites et sur l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. La seconde était consacrée à la collaboration multipartite, la redevabilité, la mise en œuvre du mécanisme de redevabilité mutuelle et les répercussions de la COVID-19 sur le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans six pays partenaires de SWA.

Les résultats de ces recherches ont été importants pour éclairer l'évolution du mécanisme de redevabilité mutuelle afin de renforcer les processus nationaux et de faire avancer les principaux objectifs stratégiques de SWA.

La première partie des recherches a révélé cinq éléments clés qui sont présents dans les cycles efficaces de redevabilité mutuelle entre parties prenantes. Ces cycles peuvent servir de catalyseur pour favoriser des réformes et atteindre les objectifs des partenariats individuels. Les éléments de ces cycles sont les suivants :

- Les responsabilités, les obligations ou les engagements des parties prenantes sont précisés et communiqués ;
- Les parties prenantes partagent entre elles des informations sur leurs performances ;
- Les performances de chaque partie prenante sont expliquées et font l'objet de discussions et d'analyses au sein du groupe de parties prenantes ;
- Les performances ou contre-performances ont des effets sur la réputation ou les relations des parties prenantes participantes ;
- Les parties prenantes mènent des actions correctrices pour mieux atteindre les objectifs du partenariat et renforcer leurs effets.

Les recherches ont également mis en lumière l'importance de la promotion de « **moments pour la redevabilité** », étant donné que la dynamique générée autour de ces échanges se traduit souvent

par des actions et des réponses avant et après les événements, ce qui suscite des occasions de réforme et de changement. Elles ont découvert que d'autres partenariats sectoriels mondiaux se concentraient sur l'enseignement et sur la mise en valeur des succès. Ces méthodes favorisaient davantage le changement en matière de redevabilité mutuelle que les sanctions ou la mise à l'index.

Enfin, ces recherches ont montré que le succès de la redevabilité mutuelle passait par un ensemble de conditions communes. Celles-ci sont principalement liées à des processus efficaces au sein des partenariats, comme une vision, un but et des responsabilités partagés ainsi qu'une certaine légitimité au niveau national. Les études suggéraient que les processus de redevabilité mutuelle devaient tenir compte de la puissance et de l'influence de chacun pour promouvoir des relations horizontales et pour veiller à réunir les bons acteurs autour d'une même table, en particulier pour les gouvernements, y compris les institutions et les personnes appropriées qui disposent du mandat et de l'autorité nécessaires pour s'engager et obtenir des résultats.

Dans la deuxième partie des recherches, une brève étude portait sur les difficultés liées au renforcement de la redevabilité entre les acteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène au niveau national dans six pays : Bangladesh, Burkina Faso, Indonésie, Kenya, Pérou et Somalie. La principale conclusion de cette étude était que **des processus de redevabilité efficaces reposent sur des plateformes multipartites solides.**

Les recherches présentaient également des recommandations clés à court terme pour différents partenaires et organes de SWA :

- Tous les partenaires de SWA doivent activement promouvoir, soutenir et s'engager à renforcer la collaboration dans le secteur et la redevabilité dans les pays où ils sont présents ;
- Les gouvernements nationaux partenaires de SWA doivent défendre le travail sur des plateformes multipartites et investir dans la coordination ;
- Le Comité directeur de SWA doit soutenir le mécanisme de redevabilité mutuelle de façon plus active et stratégique et s'appuyer en cela sur les éléments nécessaires à une mise en œuvre efficace,

MONDE ENTIER

ENGAGEMENT : L'OMS encouragera les mesures visant à garantir que chaque établissement de santé dispose de services EAH fiables.

ORGANISME CHEF DE FILE : Organisation mondiale de la Santé (organisme d'assistance extérieure)

PROGRÈS : 75%

y compris l'obtention des ressources nécessaires à la poursuite des recherches et des enseignements ;

- Le secrétariat de SWA doit continuer la mise au point et la mise en œuvre du mécanisme en s'aidant des informations issues de l'étude, et en renforçant l'accent sur la responsabilité au niveau national, le suivi des processus nationaux et l'harmonisation et le renforcement des plateformes multipartites.

Les conclusions de ces recherches ont été essentielles pour définir et réaffirmer la stratégie du partenariat au regard du mécanisme de redevabilité mutuelle. Elles contribuent à éclairer le travail de SWA et influencent les plans de travail annuels, alors que le partenariat cherche à intégrer le mécanisme dans tous ses processus pertinents au cours des années à venir. Les conclusions des recherches ont été incluses dans le présent Rapport mondial.

Les cinq éléments d'un cycle de redevabilité mutuelle efficace (cercle intérieur) **et les quatre processus des partenariats** (cercle extérieur).

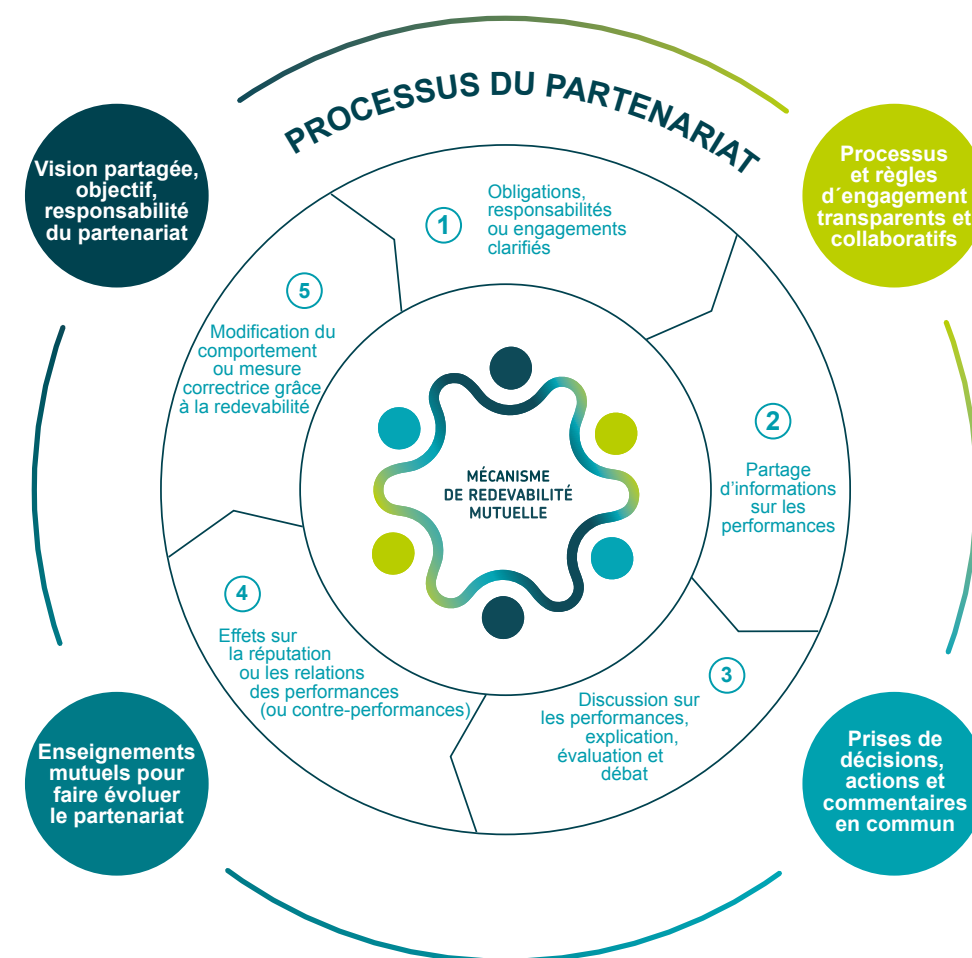


Illustration : Willetts, J., Winterford, K., Liera, C., and Dickin, S. (2020).

² Partie 1 : Willetts, J., Winterford, K., Liera, C. et Dickin, S. (2020). Strengthening mutual accountability in partnerships for WASH: Part 1: Literature review and learning from other sectors (Renforcer la redevabilité mutuelle au sein des partenariats du secteur EAH : Partie 1 - Analyse bibliographique et enseignements tirés des autres secteurs). Préparé par UTS Institute for Sustainable Futures, SEI, IRC et le groupe catégoriel des instituts de recherche et d'enseignement du partenariat Assainissement et eau pour tous.

³ Partie 2 : Butterworth, J., Uytewaal, E., Rozenburg, E., Adjagodo, A., Al Afghani, M.M., Chowdhury, S.N., Dickin, S., Gaddam, S.R., Iman, A.M.S., Jimale, L.H., Liera, C., Njoroge, G., Qowamuna, N., Sanchez, Z., Abu Syed, M., Willetts, J., Winterford, K. et Zongo, B. (2021). Strengthening mutual accountability in partnerships for WASH: A summary of six country case studies (Renforcer la redevabilité mutuelle au sein des partenariats du secteur EAH : résumé de six études de pays). Préparé par UTS Institute for Sustainable Futures et le groupe catégoriel des instituts de recherche et d'enseignement du partenariat Assainissement et eau pour tous.

HIER : LES TROIS PREMIÈRES ANNÉES DU MÉCANISME DE REDEVABILITÉ MUTUELLE



SOUDAN

ENGAGEMENT : Le Gouvernement s'engage à déployer et à financer la feuille de route nationale visant à éliminer la défécation à l'air libre au Soudan d'ici à 2022.

ORGANISME CHEF DE FILE : Ministère fédéral de la santé (gouvernement)

PROGRÈS : 50%

Expériences issues du niveau national

La présente section porte sur une sélection d'expériences nationales au cours des trois premières années de mise en œuvre du mécanisme de redevabilité mutuelle, entre 2018 et 2021. Elle commence par un examen des « pays pionniers », qui ont accepté de chercher comment utiliser le mécanisme et promouvoir une culture de la redevabilité mutuelle dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. La section présente ensuite une sélection d'exemples à suivre dans neuf pays du monde. Ces histoires mettent en lumière leurs expériences de l'utilisation du mécanisme de redevabilité mutuelle, y compris les possibilités qu'il offre pour contribuer aux progrès du secteur au cours des trois années à venir.

LES PAYS PIONNIERS

En novembre 2018, dix pays – le Costa Rica, le Kenya, le Malawi, le Mali, le Maroc, le Nigéria, le Pakistan, le Portugal, le Viet Nam et la Zambie – se sont portés volontaires pour lancer le mécanisme de redevabilité mutuelle. Dans le cadre de ce déploiement initial, ces « pionniers » ont pris les devants pour commencer à mettre en œuvre le mécanisme et à l'intégrer à leurs processus de planification et d'examen. SWA a apporté son soutien à ces pays, notamment au travers d'un atelier de présentation, afin d'évaluer chacune des étapes du mécanisme de redevabilité mutuelle, de la définition des priorités et du choix des engagements pertinents et mesurables à l'examen, à la communication et à la présentation lors de la Réunion des ministres du secteur de 2019. Le partenariat a également aidé les pays pionniers à identifier et à résoudre les principales difficultés.

Comme on pouvait s'y attendre avec un échantillon de pays et de situations aussi variés, les expériences des pays pionniers ont été très diverses et ce sont le Kenya, le Malawi, le Mali, le Nigéria et la Zambie qui ont affiché la plus grande efficacité. Les traits communs entre ces pays confirment la majeure partie des conclusions issues des recherches sur la redevabilité mutuelle, notamment le fait que la mise au point de mécanismes pour la promotion de la redevabilité mutuelle nécessite une vision et un objectif communs, des processus collaboratifs transparents, des prises de décisions participatives ainsi que des mesures et des moyens pour permettre l'enseignement mutuel des acteurs dans le cadre du processus. Dans ces pays, certaines pratiques et certains éléments spécifiques se sont avérés particulièrement positifs :

- Des processus de définition des priorités participatifs et dirigés par les gouvernements, dans lesquels les parties prenantes sont prêtes à se rallier aux engagements gouvernementaux ainsi qu'à débattre ouvertement des priorités ;
- Des personnes dynamiques et bien placées qui inspirent confiance pour pousser les autres acteurs à s'impliquer ;

- La création d'espaces pour des dialogues, des examens et des communications multipartites solides ;
- Des enseignements et des échanges aux niveaux national et mondial.

Certains pays pionniers ont connu des difficultés dans la mise en œuvre du mécanisme de redevabilité mutuelle. Les goulets d'étranglement observés étaient souvent liés à des changements dans les gouvernements, les institutions ou les coordonnateurs nationaux individuels de SWA, qui ont compliqué le lancement d'une dynamique favorable au leadership politique. Comme les recherches l'ont également observé, l'une des conditions de la promotion réussie de la redevabilité mutuelle est la capacité à réunir les bonnes personnes et institutions (y compris les ministères et les services compétents) autour d'une même table. Des crises politiques et autres, y compris la pandémie de COVID-19, ont inévitablement créé des obstacles supplémentaires à un engagement efficace. SWA continuera de lutter contre ces difficultés au cours des trois années à venir.



Une jeune fille utilise une latrine sanitaire à l'extérieur d'une école soutenue par l'UNICEF dans le village de Dafo, situé à 5 km de la ville de Tadjourah, dans le sud de Djibouti. © UNICEF / Shehzad Noorani

MALAWI

Le mécanisme de redevabilité mutuelle renforce l'action multipartite

Au Malawi, le processus du mécanisme de redevabilité mutuelle a aidé à renforcer l'implication des parties prenantes et à améliorer la responsabilité conjointe dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène et au-delà. Le Malawi a toujours cherché à identifier les possibilités d'amélioration de ses processus et le mécanisme de redevabilité mutuelle a contribué à trouver la réponse à cette ambition en permettant de modifier et d'améliorer les examens et les plateformes de coordination existants, pour qu'ils profitent davantage au secteur.

Le mécanisme de redevabilité mutuelle a renforcé la collaboration au sein du secteur et en dehors, ce qui a eu des effets significatifs sur sa résilience et son niveau de préparation.

Le Malawi a défini ses engagements du mécanisme de redevabilité mutuelle et les a sélectionnés dans le cadre d'un processus d'examen sectoriel conjoint (ESC). Bien qu'au Malawi, les ESC aient toujours été considérés comme importants, une étude réalisée par WaterAid en 2020⁴ avait révélé qu'ils n'étaient malgré tout pas suffisamment orientés vers l'action et les responsabilités pour pouvoir être davantage qu'un simple exercice annuel de communication. L'introduction du processus de définition des engagements dans le cadre du mécanisme de redevabilité mutuelle a aidé à faire évoluer les ESC. À présent, les priorités et les engagements du secteur sont définis lors des ESC. Ainsi, les parties prenantes restent concentrées sur ces objectifs tout au long de l'année. En s'appuyant sur les ESC du pays, le processus du mécanisme de redevabilité mutuelle a montré qu'il pouvait être un moyen efficace de faciliter l'action collective en servant de mécanisme de coordination.

Le processus du mécanisme de redevabilité mutuelle a également profité aux conversations menées au-delà du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. La collaboration et l'implication ont augmenté, ce qui a permis de réunir davantage d'acteurs pour définir un objectif commun plus clair. Par exemple, le Water Supply and Sanitation Collaborative Council a pu bénéficier d'un soutien spécifique pour coopérer avec des organisations de la société civile représentant d'autres groupes, des personnes atteintes de handicap

et des prisonniers et pour permettre aux secteurs de la santé, de l'éducation et de la justice de participer pour la première fois aux dialogues du secteur de l'eau et de l'assainissement. Ces efforts s'inscrivaient dans les engagements du groupe catégoriel de la société civile à « mobiliser ses membres pour concevoir et mettre en œuvre un plan d'action destiné à répondre aux besoins des populations laissées de côté par les mesures d'élimination de la défécation à l'air libre » et à identifier des approches pour « faciliter l'augmentation de l'accès à l'assainissement de base des régions les plus pauvres et difficiles d'accès et des groupes marginalisés ».

Ce renforcement de la collaboration dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, et au-delà, a eu des effets importants sur la résilience et le niveau de préparation et il a également contribué à la riposte du Malawi à la COVID-19, par exemple. Comme l'explique Kate Harawa, de Water for People, « lorsque la crise de la COVID-19 s'est déclenchée, la coopération et l'implication avaient déjà permis de nouer et de renforcer nos relations. » Ce processus permettra d'élever le niveau de préparation du Malawi aux futurs chocs que subira son secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, comme ceux que provoqueront les changements climatiques.



Des élèves de l'école primaire de Mchoka se lavent les mains à l'aide d'une nouvelle installation d'eau © UNICEF / Eldson Chagara

Le mécanisme de redevabilité mutuelle a également eu des effets grâce à la mise en place de structures claires pour la redevabilité dans l'ensemble du secteur. Les partenaires peuvent plus facilement comprendre le succès ou non de leurs homologues dans la réalisation des engagements convenus, la communication sur leurs propres progrès et les éléments qu'il faudrait éventuellement modifier. La structure offerte par le mécanisme de redevabilité mutuelle a également une incidence positive sur la continuité. Ainsi, lorsque la mise à jour du Plan national pour l'eau et l'assainissement du Malawi a été repoussée, ce qui risquait de briser sa dynamique, la sanctuarisation de ce processus dans un engagement du mécanisme de redevabilité mutuelle a permis de garantir qu'il restait une priorité.

Le mécanisme de redevabilité mutuelle a renforcé la coordination et la coopération et fait émerger un fort sens de la redevabilité dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène du Malawi. Comme l'a fait remarquer Mme Harawa, « il a permis de faire évoluer les conversations pour que nous ne nous contentions plus de nous interroger sur les problèmes et sur les solutions à mettre en œuvre, mais que nous posions des questions plus complexes et fondamentales comme "quelles sont nos priorités en tant que secteur, et que pouvons-nous tous faire pour qu'elles deviennent réalité ?". »

⁴ WaterAid (2020). Strengthening Joint Sector Reviews in the Water, Sanitation and Hygiene Sector – Learning Synthesis Note (Renforcer les examens sectoriels conjoints dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène – Note de synthèse des enseignements). Disponible ici.

“ *« Le mécanisme de redevabilité mutuelle nous a aidés à renforcer la légitimité des résultats des processus de planification nationale conjointe. Il a élargi les horizons du pays. Notre secteur à présent davantage coordonné et il profite d'une meilleure planification commune pour veiller à progresser vers des objectifs communs qui s'appuient sur des responsabilités partagées. »* ”

Emma Mbalame

Directrice adjointe des services d'approvisionnement en eau, Gouvernement du Malawi

KENYA

La redevabilité mutuelle, un outil pour la coordination

Le mécanisme de redevabilité mutuelle est conçu pour être flexible et adaptable, ce qui permet aux partenaires nationaux de promouvoir la redevabilité mutuelle de façon à apporter la plus grande contribution possible, indépendamment du contexte. À travers un processus coprésidé par le Ministère de la santé et le Ministère de l'eau et de l'assainissement, le Gouvernement du Kenya utilise le mécanisme comme un outil de coordination pour promouvoir l'action collaborative et la redevabilité mutuelle. Le Gouvernement a récemment établi des priorités nationales à l'issue d'une consultation multipartite, qui a permis de définir des « engagements du pays ». Une fois ces cinq engagements généraux définis, tous les groupes catégoriels ont été invités à se mobiliser en leur faveur et à proposer leurs propres arguments pour les soutenir. Tous ces engagements ont été simultanément présentés au partenariat en juillet 2021 et forment une liste de tâches claire et facile à suivre, composée de 57 engagements harmonisés qui aideront le Gouvernement et ses partenaires à travailler ensemble jusqu'à l'année cible, 2022. Ces engagements sont présentés à la page 15.

Selon les acteurs concernés, les enseignements à tirer de cette expérience sont qu'il faut réunir trois éléments pour garantir la réussite du processus : le leadership gouvernemental ; le soutien des responsables des groupes catégoriels qui sont prêts à faire avancer le processus de formulation et de suivi ultérieur des engagements ; et l'inclusivité. « Les processus de redevabilité doivent inclure un large éventail de parties prenantes pour garantir que les groupes marginalisés et exclus soient tout autant impliqués et puissent faire entendre leur voix », remarque Tobias Omufwoko de WASH Alliance Kenya.

L'approche kenyane a permis au pays de devenir l'un des rares pays partenaires de SWA où tous les groupes catégoriels ont formulé des engagements. L'objectif du Gouvernement et des autres parties prenantes est à présent de transférer ce processus national au niveau des comtés, afin de reproduire le mécanisme de redevabilité mutuelle à l'échelle locale.

BANGLADESH

Augmenter le niveau de priorité et les financements

Au Bangladesh, le mécanisme de redevabilité mutuelle inspire les conversations stratégiques du secteur ainsi que des plaidoyers en faveur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Ces échanges ont facilité la collaboration et l'action face à l'urgence des besoins en matière de développement et d'aide humanitaire et lorsque des efforts coordonnés sont essentiels pour garantir que les services profitent à tous.

Le processus de définition des engagements pour le mécanisme de redevabilité mutuelle implique d'identifier ensemble les priorités du secteur et de susciter un sens de la redevabilité pour les réaliser. Au Bangladesh, ce processus a fourni une base claire et commune pour les discussions sectorielles. Il a notamment donné aux organisations de la société civile une place dans les échanges avec les décideurs. Il a également apporté un cadre cohérent à ces conversations autour des priorités convenues, pour aller au-delà des questions générales sur l'augmentation des budgets et traiter des sujets plus stratégiques, comme les moyens d'améliorer les services fournis aux communautés difficiles d'accès et aux groupes exclus. Plus généralement, le mécanisme

de redevabilité mutuelle a également permis de renforcer l'esprit de continuité dans le secteur.

Le mécanisme de redevabilité mutuelle offre un cadre cohérent aux conversations sur les priorités convenues, qui leur permet de ne pas se limiter aux questions générales mais d'aborder des thèmes plus stratégiques et à long terme.

Hasin Jahan, de WaterAid Bangladesh, suggère que l'une des principales valeurs ajoutées du mécanisme de redevabilité mutuelle est liée à la « perception croissante du caractère nécessaire des concepts et des processus liés à la redevabilité ». En outre, Zobair Hasan, du « Réseau des réseaux », estime que le mécanisme a « aidé à opérationnaliser et démystifier la redevabilité », qui est ainsi passée du statut de concept abstrait, parfois considéré avec suspicion à celui d'outil pour les plaidoyers permettant d'améliorer leurs résultats. Le mécanisme, explique-t-il, a apporté « un axe de travail

et un support pour la redevabilité ». Le Gouvernement, par exemple, réserve à présent un moment et un espace pour aborder les responsabilités partagées et les ambitions, car il est conscient de l'intérêt de maintenir l'attention de toutes les parties prenantes sur des objectifs convenus à l'échelle de tout le secteur.

Au Bangladesh, le processus du mécanisme de redevabilité mutuelle a braqué les projecteurs sur les objectifs et les résultats collectifs. La meilleure coordination a profité à l'environnement incitatif, de sorte qu'il est possible de visualiser les progrès sous l'angle des ambitions collectives et non pas comme une somme de projets individuels. Une fois que les gouvernements prennent conscience du potentiel offert par une large coalition d'acteurs qui aident à atteindre l'eau et l'assainissement pour tous, le secteur peut susciter davantage d'intérêt politique.

Le mécanisme de redevabilité mutuelle a finalement joué un rôle significatif pour augmenter la pertinence du secteur au Bangladesh. Le Gouvernement a largement dépassé son engagement « d'augmenter le budget annuel du gouvernement de 250 millions de dollars US pour le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, en réduisant l'écart budgétaire de 50 % pour chaque année fiscale » : il a ainsi fait gagner 75 %, au budget, en le faisant passer d'approximativement 795 millions de dollars US en 2018-2019 à 1,4 milliard de dollars US en 2021-2022.

“

« Le mécanisme de redevabilité mutuelle a beaucoup apporté au secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène bangladais. Mais il nous a surtout aidés à changer notre regard sur le secteur pour ne plus seulement nous concentrer sur les chiffres mais sur les relations et les façons de travailler ensemble pour atteindre nos objectifs. »

”

Hasin Jahan

Directeur national, WaterAid Bangladesh

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO

Engagements harmonisés de tous les groupes catégoriels

En République démocratique populaire lao, les Réunions des ministres des finances de SWA organisées en 2020 ont donné un coup d'accélérateur aux discussions et donné l'occasion de renforcer le dialogue multipartite sur les priorités du secteur. Dans le cadre de ces échanges, le Gouvernement de République démocratique populaire lao, par l'intermédiaire du ministère de la santé et du ministère des travaux publics et des transports, a rédigé et soumis des engagements pour le mécanisme de redevabilité mutuelle. Ceux-ci se concentraient sur l'élimination de la défécation à l'air libre dans l'ensemble du pays ainsi que sur la mise en place d'un comité multipartite pour le secteur et d'un fonds national consacré au secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Les parties prenantes ont pu identifier les domaines dans lesquels ils pourraient aider le gouvernement de la RDP lao à respecter les engagements pris, dans le cadre du mécanisme. Il convient de noter que ces engagements s'appuyaient sur les propres domaines d'expertise et priorités organisationnelles des acteurs et qu'ils étaient conçus pour alimenter et soutenir les engagements gouvernementaux de base, qui constituent les priorités stratégiques convenues pour le secteur.



Un élève pose devant les toilettes flambant neuves d'une école soutenue par le programme eau, assainissement et hygiène des écoles de l'UNICEF. © UNICEF / Ayush Karki



Golapy Begum, 26 ans, animatrice de terrain de GUK, montre comment se laver correctement les mains pour se protéger du COVID-19. © UNICEF / Bashir Ahmed Sujon

PARAGUAY

Utiliser le mécanisme de redevabilité mutuelle pour renforcer la participation stratégique

Au Paraguay, le mécanisme de redevabilité mutuelle a permis de renforcer la coopération entre les parties prenantes et il a favorisé une meilleure compréhension des besoins du secteur de l'eau et de l'assainissement. Pour le Gouvernement, le mécanisme constitue un moyen de définir ses principales priorités pour le secteur et de fournir une base aux conversations avec d'autres acteurs du secteur. Le mécanisme de redevabilité mutuelle a également renforcé les structures au sein desquelles travailler, lancé une dynamique et augmenté la visibilité des ambitions du Paraguay : parvenir à augmenter de façon significative les niveaux de couverture de l'eau et de l'assainissement. Le Gouvernement et les principaux partenaires de la société civile considèrent que le mécanisme de redevabilité mutuelle donne l'occasion d'échanger et de réfléchir au niveau de l'ensemble du secteur et non plus seulement au niveau des organisations ou des institutions.

Le Gouvernement et les principaux partenaires de la société civile dans le secteur considèrent que le mécanisme de redevabilité mutuelle donne l'occasion d'échanger et de réfléchir au niveau de l'ensemble du secteur et non plus seulement au niveau des organisations ou des institutions

Depuis qu'il a commencé à coopérer avec des partenaires au travers du mécanisme de redevabilité mutuelle, en 2018, le Gouvernement a pu toucher un éventail plus large et de plus en plus diversifié de parties prenantes. En 2019, un examen initial des engagements pris dans le cadre du mécanisme de redevabilité mutuelle a permis de réunir davantage d'acteurs et d'informations et d'étendre les conversations pour inclure les points de vue et l'expertise des universités, du secteur privé et de la société civile. Bien que la COVID-19 ait perturbé ce processus, on observe une solide volonté de susciter la collaboration la plus large possible pour satisfaire les engagements. Le mécanisme de redevabilité mutuelle est donc de plus en plus considéré comme une plateforme qui permettra de définir la vision du Paraguay pour le secteur, et d'en débattre afin de la réaliser. Il a même aidé les parties prenantes à ne pas perdre de vue les priorités sectorielles pendant la pandémie.



Campagne de gestion de l'eau dans les écoles du Centre de recherche environnementale et sociale, Paraguay. © CEAMSO

Le processus du mécanisme de redevabilité mutuelle a contribué à créer une vision et une voix communes pour le secteur. Il a permis de renforcer la coopération entre le gouvernement et la société civile car, grâce à lui, la Direction gouvernementale de l'eau et de l'assainissement (DAPSAN), le Centre de recherches environnementales et sociales (CEAMSO), une organisation de la société civile, et d'autres parties prenantes ont pu nouer les vastes alliances nécessaires pour concrétiser la vision pour le secteur. Pour Claudia Zapattini, du CEAMSO, le mécanisme de redevabilité mutuelle a donné aux organisations de la société civile « un siège à la table » des discussions importantes du secteur. Le mécanisme a également aidé la DAPSAN à travailler avec le Ministère des finances pour ancrer une idée clé : le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ne constitue pas seulement une dépense, mais il est au contraire un investissement critique, qui aura des retombées socio-économiques positives à l'avenir.

HONDURAS

Des plans nationaux plus inclusifs

Au Honduras, le mécanisme de redevabilité mutuelle a joué un rôle clé pour que le secteur travaille ensemble à l'amélioration de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Ainsi, l'un des principaux objectifs du Gouvernement est d'actualiser son Plan national pour l'eau de boisson et l'assainissement (Plan Nacional de Agua y Saneamiento, ou PLANASA), afin d'augmenter ses chances de réaliser les ambitions des ODD. Le mécanisme de redevabilité mutuelle lui a donné l'occasion de renforcer les efforts conjoints consacrés à ce plan et d'y intégrer les points de vue d'un large éventail de parties prenantes. Les organisations de la société civile ont, par exemple, partagé leur expérience et leur expertise dans des domaines comme l'accès aux zones rurales et autres communautés vulnérables. De cette façon, le Gouvernement a pu profiter de données précieuses. Le mécanisme de redevabilité mutuelle a contribué à l'approfondissement du Plan national, mais aussi à la meilleure compréhension par les parties prenantes des priorités du secteur et de ce qu'elles peuvent apporter pour les réaliser.



“

« Le mécanisme de redevabilité mutuelle a, sans l'ombre d'un doute, contribué à la réalisation de la vision du Paraguay pour le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Il a réuni et valorisé d'autres acteurs et il nous aide à mesurer nos progrès tous ensemble. »

”

Hugo Ruiz

Directeur de l'eau et de l'assainissement, Ministère des travaux publics et de la communication (DAPSAN-MOPC)

La révision des Plans nationaux consacrés à l'eau de boisson et à l'assainissement est un exemple d'amélioration tangible que les dialogues multipartites ont pu apporter au secteur. « Grâce à la clarté offerte par le mécanisme de redevabilité mutuelle, il a été plus facile d'inclure et de consulter d'autres acteurs dans le cadre du processus », explique M. Ruiz, de la DAPSAN. Ces consultations ont renforcé la capacité du secteur à élaborer des stratégies nationales multidimensionnelles. Le plan national actualisé permettra ainsi de s'attaquer à des questions urgentes et interconnectées, comme les changements climatiques et l'inégalité entre les sexes, afin de fournir des services à des groupes vulnérables et à des communautés difficiles d'accès.

Au bout du compte, les engagements pris par le Paraguay dans le cadre du mécanisme de redevabilité mutuelle sont considérés comme un moyen évident de décrire les priorités pour atteindre l'ODD 6. Ces objectifs communs ont donné au secteur une orientation claire, une structure évidente et une visibilité politique renforcée. Avec la clarification des priorités et de la stratégie, la DAPSAN, le CEAMSO, l'UNICEF et d'autres acteurs ont pu construire ce que Claudia Zapattini, du CEAMSO, décrit comme une « synergie de travail » autour de laquelle s'unir. L'expérience paraguayenne montre comment le mécanisme de redevabilité mutuelle peut fournir une structure, améliorer la visibilité et, surtout, offrir un objectif partagé, une cohérence et un sens des responsabilités clair au secteur.

ÉTAT DE PALESTINE

Les possibilités liées à la planification et à l'action multipartites à long terme

L'un des points forts du mécanisme de redevabilité mutuelle réside dans la possibilité de l'adapter à tous les contextes, même les plus complexes. Si le mécanisme ne figure pas encore parmi les composantes bien établies du secteur dans l'État de Palestine, ses principes de base peuvent aider les parties prenantes à déterminer les progrès éventuels du secteur au-delà d'une intervention purement humanitaire. Ces principes, en particulier ceux qui portent sur la création de priorités claires pour le secteur et la définition des responsabilités des différentes parties prenantes, sont fondamentaux.

Comme dans de nombreux autres pays partenaires de SWA, la coordination du secteur palestinien de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène est assurée par le Groupe thématique (« Cluster ») consacré à l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Dirigé par l'UNICEF, le cluster eau, assainissement et hygiène se concentre sur les besoins humanitaires urgents des Palestiniens, ce qui le distingue du mécanisme de redevabilité mutuelle, qui met davantage l'accent sur le développement à plus long terme sous la direction du gouvernement. Néanmoins, le modèle du cluster eau, assainissement et hygiène partage certaines caractéristiques du mécanisme, comme la capacité à réunir un large éventail de parties prenantes pour identifier ensemble des défis, des plans et priorités. Le mécanisme de redevabilité mutuelle peut s'appuyer sur ces caractéristiques communes étant donné qu'il est conçu pour aider à mettre l'accent sur des objectifs de développement à long terme, ce qui peut contribuer à garantir la continuité des services au-delà des périodes d'intervention urgente.

Le mécanisme de redevabilité mutuelle peut aider à formellement mettre l'accent sur des objectifs de développement à long terme pour le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, afin de garantir la continuité des services au-delà des périodes d'intervention d'urgence.

Dans l'État de Palestine, les engagements gouvernementaux formulés dans le cadre du mécanisme de redevabilité mutuelle sont considérés comme un moyen potentiel d'encadrer un dialogue à plus long terme sur le développement du secteur.

Sous la direction du Gouvernement via l'Autorité palestinienne de l'eau, ces conversations pourraient s'appuyer sur les travaux existants et commencer à intégrer, par exemple, d'autres parties prenantes, comme des organisations non gouvernementales locales, ce qui pourrait aider le secteur à continuer à regarder au-delà de l'urgence humanitaire et, au bout du compte, à travailler à la réalisation de l'ODD 6. De ce point de vue, le mécanisme peut être perçu comme un outil efficace de promotion du lien entre les approches du développement et de l'aide humanitaire dans des contextes instables, sur fond de crise politique et de conflit de longue durée. L'Autorité palestinienne de l'eau estime également qu'un mécanisme efficace axé sur la redevabilité peut contribuer à satisfaire certains principes clés en matière d'efficacité et de coordination de l'aide. Il s'agit notamment de la responsabilité du pays sur



Israa, 13 ans (au centre), porte un seau près d'un point d'eau public à Khan Younis, dans la bande de Gaza, État de Palestine. © UNICEF / Eyad El Baba

les programmes ; de la correspondance entre les financements des donateurs et les priorités du pays ; de l'harmonisation des activités des donateurs afin d'éviter la duplication et la fragmentation des efforts ; de la transparence et de la redevabilité ; et de l'apport de fonds prévisibles et à long terme.

Indépendamment du contexte, les acteurs peuvent utiliser le mécanisme de redevabilité mutuelle pour donner un cap clair au secteur et pour aider à clarifier leur rôle afin de réaliser cette vision de façon plus efficace et en réduisant les chevauchements. Le mécanisme est un outil flexible ; dans les situations d'intervention humanitaire, il peut aider à veiller à l'équilibre entre les efforts pour répondre aux besoins vitaux immédiats des personnes et les réflexions à plus long terme pour trouver comment améliorer le système et renforcer sa résilience à ces chocs et ces crises.

“

« Pour nous, les principes du mécanisme de redevabilité mutuelle ont une grande valeur. Ils nous donnent la possibilité d'aider le secteur à se développer et à rester concentré sur ses priorités à long terme face à une conjoncture incroyablement difficile. »

”

Majeda Alawneh

Directrice nationale EAH, Autorité palestinienne de l'eau

MALI

Renforcer la stabilité du secteur en améliorant le dialogue stratégique

Le Mali est un pays partenaire de SWA très impliqué. En tant que « pays pionnier », il a pu aider SWA à « tester » le mécanisme de redevabilité mutuelle. Ce processus s'est déroulé alors que le pays connaissait un contexte politique difficile et une décennie marquée par de nombreux bouleversements. Malgré cela, le secteur a progressivement renforcé ses fondations et une grande partie de ce travail s'est appuyée sur le cadre de SWA et sur le processus du mécanisme de redevabilité mutuelle. Les acteurs du secteur ont ainsi pu créer des espaces et des structures stables pour le dialogue, même en pleine période d'incertitude.

Le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène malien applique un processus relativement solide pour ses examens sectoriels conjoints (ESC), même si ceux-ci sont principalement perçus et utilisés comme un forum destiné à communiquer les résultats. Les progrès y sont effectivement examinés, mais, comme dans bien des pays, les discussions menées lors des ESC sont souvent cantonnées à un haut niveau stratégique et peu de décisions sont prises sur des actions spécifiques. Au Mali, le secteur a réagi en créant un cadre de concertation eau, assainissement et hygiène annuel, qui parvient à combler cette lacune. L'activité du cadre repose depuis plusieurs années sur les principes de SWA et, depuis 2019, le mécanisme de redevabilité mutuelle en constitue l'axe central. La réunion annuelle se concentre sur une vision partagée pour le secteur et sur les façons pour les acteurs d'apporter leur contribution à sa réalisation. Des représentants de l'ensemble du secteur participent au cadre de concertation, y compris des acteurs de tous les groupes catégoriels de SWA, et il bénéficie d'un important soutien ministériel.

Les engagements formulés dans le cadre du mécanisme de redevabilité mutuelle occupent une place centrale dans la connaissance du secteur au Mali. De nombreux acteurs dans tout le secteur ont clairement adopté la culture de la redevabilité que le partenariat SWA et le mécanisme contribuent à entretenir.

Le Mali a également fondé un « Comité de SWA ». Composé d'acteurs clés du secteur, il garantit un travail constant sur les engagements du mécanisme de

redevabilité mutuelle. Il a également favorisé et soutenu d'autres dialogues stratégiques, notamment sur le financement du secteur et la crise climatique. Le comité a pu user de son influence pour stabiliser le secteur et l'aider à absorber les chocs et les incertitudes liés à la situation politique difficile dans le pays. Le secteur a ainsi pu rester concentré sur ses engagements. De nombreux acteurs dans tout le secteur ont volontiers adopté la culture de la redevabilité que ces espaces contribuent à entretenir.

L'engagement des différents groupes catégoriels du pays est l'un des plus marqués au sein du partenariat SWA : le Mali dispose de coordonnateurs nationaux pour tous les groupes catégoriels et chacun de ces groupes a pris ses propres engagements pour soutenir ceux que le Gouvernement a formulés à une échelle supérieure. Tous ces engagements ont permis d'identifier des priorités stratégiques et ont fourni aux



Fatoumata Barry avec Maimouna Barry, et un kit d'eau et d'hygiène qui comprend du savon, des seaux, des jerricans d'eau, des pastilles de purification d'eau, un pot de défécation pour les plus jeunes, une natte et une moustiquaire. © UNICEF / Seyba Keïta

acteurs un moyen de coopérer pour y répondre. Grâce au mécanisme, le secteur a pris conscience de l'urgence et a su concentrer ses efforts, par exemple sur la mise à jour des plans et stratégies à l'échelle nationale.

Le Ministère des finances malien a, par exemple, indiqué que toute augmentation éventuelle des financements réclamait au préalable une stratégie harmonisée pour le secteur. Le mécanisme de redevabilité mutuelle offrait un espace pour la définition de cette stratégie, en permettant de formaliser les engagements et l'attention des acteurs afin d'accélérer nettement l'élaboration des plans pour le secteur.

Les engagements de base du mécanisme de redevabilité mutuelle ont aujourd'hui permis de créer des plans et des programmes sectoriels issus de la coopération multipartite et de l'exposition d'une vision commune pour le secteur. Il convient surtout de noter qu'ils sont sanctuarisés dans le Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable, ou « CREDD ».

Même dans les situations où les structures sectorielles sont considérées comme solides, l'expérience malienne montre combien le mécanisme de redevabilité mutuelle peut favoriser leur évolution. Il sert de base pour élever le niveau des conversations stratégiques et les traduire en actions et en responsabilités partagées, afin de rendre le secteur plus fort et plus résilient aux troubles politiques, à l'incertitude financière et à d'autres chocs dans l'avenir.

“

« Le mécanisme de redevabilité mutuelle a joué un rôle clé dans l'amélioration du dialogue stratégique multipartite pour le secteur au Mali. Cette solide vision stratégique pour le secteur a contribué à garantir des augmentations de ressources budgétaires, afin de donner aux plus vulnérables un accès à des services vitaux. »

”

Djoouro Bocoum

Directeur national de l'hydraulique, Gouvernement du Mali

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Progrès dans le secteur sur fond d'instabilité

En République centrafricaine, le mécanisme de redevabilité mutuelle a aidé les parties prenantes à élever le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène au rang de priorité et à l'y maintenir pour mobiliser des ressources. En 2019, le Gouvernement a formulé ses engagements du mécanisme de redevabilité mutuelle afin qu'ils correspondent aux objectifs nationaux qui figuraient dans le Plan de relèvement et de consolidation de la paix. Il s'est ainsi engagé à : donner accès aux services à 500 000 personnes supplémentaires ; créer une ligne budgétaire consacrée à l'assainissement et l'hygiène ; et réviser les plans nationaux pour le secteur afin qu'ils s'alignent mieux sur les ODD. Grâce à des priorités aussi claires, l'UNICEF a, par exemple, pu offrir plus facilement un soutien spécifique au Gouvernement pour l'aider à atteindre ses ambitions et suivre les progrès vis-à-vis des engagements pris.

Des progrès significatifs ont été enregistrés pour ces engagements nationaux, ce qui est d'autant plus impressionnant compte tenu de l'instabilité liée à la situation politique. En octobre 2020, une nouvelle politique nationale de l'eau avait été rédigée et validée sur le plan technique ; 516 000 personnes supplémentaires avaient accès aux services (191 000 à l'eau de boisson et 325 000 à l'assainissement de base) ; et les caractéristiques des lignes budgétaires consacrées à l'assainissement et l'hygiène avaient été ébauchées.



Station d'eau au quartier Doloko/Cattin dans le 3ème arrondissement de Bangui. © UNICEF / Tchameni Zigoto Tchaya

Rapports sur les engagements et les progrès

LE MÉCANISME DE REDEVABILITÉ MUTUELLE EN CHIFFRES

Le nombre d'engagements pris dans le cadre du mécanisme de redevabilité mutuelle a connu une augmentation constante durant ses trois premières années. En juillet 2021, 346 engagements avaient été formulés par plus de 140 partenaires de tous les groupes catégoriels, de toutes les régions du monde, y compris par 50 gouvernements nationaux.

Nombre d'engagements formulés jusqu'en octobre 2021



Comme SWA encourage des processus dirigés par les gouvernements, le fait que des gouvernements soient à l'origine de la majorité des engagements est une bonne chose. Il s'agit d'un excellent point de départ pour pousser les autres groupes catégoriels à leur emboîter le pas et à prendre des engagements en vue de soutenir les priorités nationales.

Les organisations de la société civile ont pris 80 engagements. Elles montrent ainsi combien le mécanisme de redevabilité mutuelle est important pour elles, notamment sur les plans de la participation, des plaidoyers et de la visibilité liés à ce travail. Ces engagements illustrent également le fait que les organisations et les réseaux de la société civile sont bien représentés dans le partenariat.

Les organismes d'assistance extérieure ont formulé 53 engagements, qui concernent en majorité le niveau mondial. Comme le nombre de leurs engagements le laisse entendre, les instituts de recherche et d'enseignement et les organisations du secteur privé sont sous-représentés au sein de SWA, en particulier au niveau national. C'est pourquoi ces partenaires ont pris un nombre limité d'engagements.

Le mécanisme de redevabilité mutuelle est conçu pour être un processus multipartite. Idéalement, tous les groupes catégoriels présents dans un pays doivent donc prendre des engagements. Comme nous avons pu le voir dans les études de cas présentées, même si cette

dynamique commence à se matérialiser, dans la plupart des pays, seuls le gouvernement et les organisations de la société civile ont formulé des engagements. Seulement 13 % des pays partenaires de SWA comptent des engagements formulés par au moins trois groupes catégoriels.



LA GAMBIE

ENGAGEMENT : Augmenter la proportion de la population de la Gambie ayant accès à l'eau potable de 89,6% à 100% d'ici 2021.

ORGANISME CHEF DE FILE : Ministère de la pêche et de ressources en eau (gouvernement)

PROGRÈS :

75%

THÈMES COMMUNS DES ENGAGEMENTS

SWA n'impose pas les domaines où les problèmes auxquels les engagements pris dans le cadre du mécanisme de redevabilité mutuelle doivent s'attaquer. Néanmoins, des analyses montrent que les partenaires s'inspirent souvent de la stratégie de SWA lors de la mise en œuvre du mécanisme afin de refléter les priorités définies au niveau national. Dans l'ensemble, 83 % des engagements sont liés à la coordination du secteur, y compris l'élaboration de nouveaux plans et de nouvelles stratégies au niveau national, le suivi et l'évaluation et des cibles en matière de financement. Les 17 % d'engagements restants pris au cours des trois premières années du mécanisme de redevabilité mutuelle sont axés sur les résultats (par exemple, augmenter l'accès à l'eau et à l'assainissement de certains groupes).

Le graphique ci-dessous montre les domaines thématiques sur lesquels les engagements du mécanisme de redevabilité mutuelle se sont principalement concentrés.

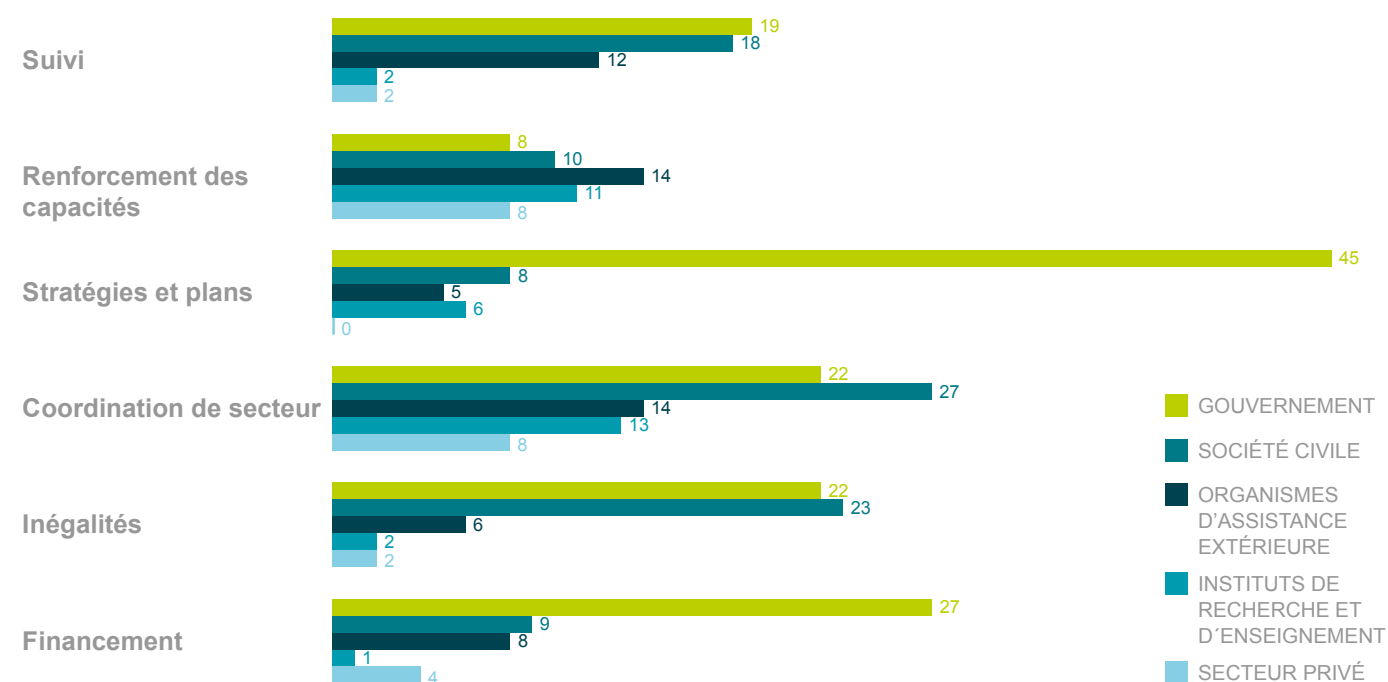
Les thèmes les plus fréquemment associés aux engagements correspondaient de près aux différents aspects du cadre de SWA, comme la coordination du secteur, le renforcement des capacités, l'accent sur les inégalités et le financement du secteur. Ces éléments clés pour un secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène qui fonctionne correctement sont décrits dans les principes directeurs, les dispositifs fondamentaux et les

comportements collaboratifs du cadre de SWA.

D'autres objectifs très présents dans les engagements sont liés à la stratégie, à la vision et à la mission de SWA : améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement et, en particulier, éliminer la défécation à l'air libre. Ils s'inscrivent le plus souvent dans des plans destinés à réduire les inégalités et à améliorer l'accès aux services pour les groupes vulnérables et marginalisés. Ces thèmes illustrent la valeur que les discussions de haut niveau permises par SWA peuvent apporter pour contribuer à élever le niveau de priorité de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène et pour intégrer l'objectif de « ne laisser personne de côté » aux programmes nationaux.

Les différents groupes catégoriels ont des priorités différentes, mais l'amélioration de la coordination du secteur est indubitablement une priorité pour tous. Les gouvernements ont formulé davantage d'engagements relatifs aux stratégies et aux plans ainsi qu'aux financements et les OSC ont pris plus d'engagements en matière de coordination, de suivi et de lutte contre les inégalités. Le secteur privé et les instituts de recherche et d'enseignement comptaient quant à eux une majorité d'engagements liés à la coordination du secteur et au renforcement des capacités, tandis que les engagements des organismes d'assistance extérieure se concentraient sur le suivi et la coordination.

Thèmes les plus fréquents des engagements, par groupe catégoriel



Améliorer le financement du secteur grâce à la redevabilité

De nombreux partenaires de SWA indiquent que l'inadéquation des financements constitue un frein majeur à la réalisation de l'ODD 6 et à l'élimination des inégalités. Ce thème est analysé dans la publication de SWA intitulée Comment faire fonctionner l'investissement public : Manuel à destination des ministres des finances, qui étudie également les difficultés associées qui sont liées à la dépendance exagérée envers l'aide de donateurs extérieurs. Dans un grand nombre de pays, le manque de redevabilité pour les investissements est pointé du doigt comme un obstacle majeur. Plusieurs autres problèmes liés à l'utilisation des financements existants et au suivi de l'utilisation correcte des ressources sont également à noter.

Au cours des trois premières années du mécanisme de redevabilité mutuelle, 24 gouvernements, 9 organisations de la société civile, 8 organismes d'assistance extérieure, 1 institut de recherche et d'enseignement et 1 organisation du secteur privé ont formulé 49 engagements liés au financement. Sur ce total, 28 % portent sur la défense des budgets, y compris des engagements axés sur des plaidoyers pour des augmentations budgétaires, pour un renforcement de la redevabilité et de la transparence budgétaires et pour la participation d'organisations de la société civile, de femmes et de groupes exclus aux processus budgétaires. Par ailleurs, 19 % des engagements proviennent des gouvernements eux-mêmes, qui promettent d'augmenter les budgets du secteur. La plupart de ces engagements ne précisent pas exactement quel sous-secteur (eau, assainissement ou hygiène) nécessiterait des budgets supplémentaires. Près d'un tiers des engagements liés aux financements (28 %) se concentrent sur les stratégies et les modalités de financement, et mentionnent la « diversification des modalités de financement » ou la « recherche de mécanismes de récupération des coûts ». Enfin, 9 % des engagements portent sur la création d'une ligne budgétaire nationale consacrée à l'eau et l'assainissement

ZIMBABWE

ENGAGEMENT :
« Renforcer le financement durable du secteur à partir des finances publiques au cours des deux prochains cycles de la stratégie nationale de développement. »

ORGANISME CHEF DE FILE :
Ministères du secteur, partenaires de développement, société civile et autorités locales.

PROGRÈS :

50%

et 7 % sur la mise en œuvre d'outils et de plans de calcul des coûts.

MALAWI :

Mise en œuvre d'un engagement de financement

ENGAGEMENT :

« Concevoir des mécanismes de financement et une stratégie pour ne laisser personne de côté d'ici à novembre 2019. »

ORGANISME CHEF DE FILE :

Ministère de l'exploitation forestière et des ressources naturelles

PROGRÈS :

75%

Pour satisfaire cet engagement, trois organisations non gouvernementales (ONG) – Water for People, Hygiene Village Project et Participatory Development Initiative – ont collaboré avec l'UNICEF pour élaborer un modèle flexible de financement de l'assainissement pour les résidents des zones périurbaines et rurales à faible revenu afin de les aider à accéder à des financements destinés à construire de meilleures installations d'assainissement.

L'UNICEF a fourni des fonds aux ONG en vue de créer un système de crédits renouvelables dans le but d'utiliser les financements comme capital de départ pour des prêts. Des réunions ont ensuite été organisées avec les autorités des districts et des communautés avant de cartographier les possibilités d'assainissement dans les zones ciblées et d'organiser des formations pour les quincailleries et les maçons.

À ce jour, plus de 8 548 latrines ont été construites. Afin de tenir l'engagement d'ici à 2022, les partenaires doivent à présent promouvoir cette approche dans d'autres districts.

TANZANIE

ENGAGEMENT :
« Surveiller les priorités en matière de financement, identifier les disparités existantes et partager les résultats avec le gouvernement pour permettre une amélioration. »

ORGANISME CHEF DE FILE :
TAWASNET (Société civile)

PROGRÈS :

75%

Engagements pris à travers le monde

La carte ci-dessous présente les engagements pris dans le monde. Elle montre les pays qui ont formulé des engagements ainsi que les groupes catégoriels qui en ont eux aussi pris dans ces pays. Cette carte donne une bonne vue d'ensemble et reflète bien la composition de tout le partenariat. En Afrique subsaharienne et en Asie, le partenariat SWA est bien implanté et un pourcentage élevé de gouvernements nationaux sont devenus partenaires, tout comme des dizaines d'organisations multilatérales, bilatérales et de la société civile. Dans la région Amérique latine et Caraïbe, ainsi qu'au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans les îles du Pacifique, la présence du partenariat est plus récente : elle se limite à un groupe réduit de pays et à très peu de partenaires non étatiques.

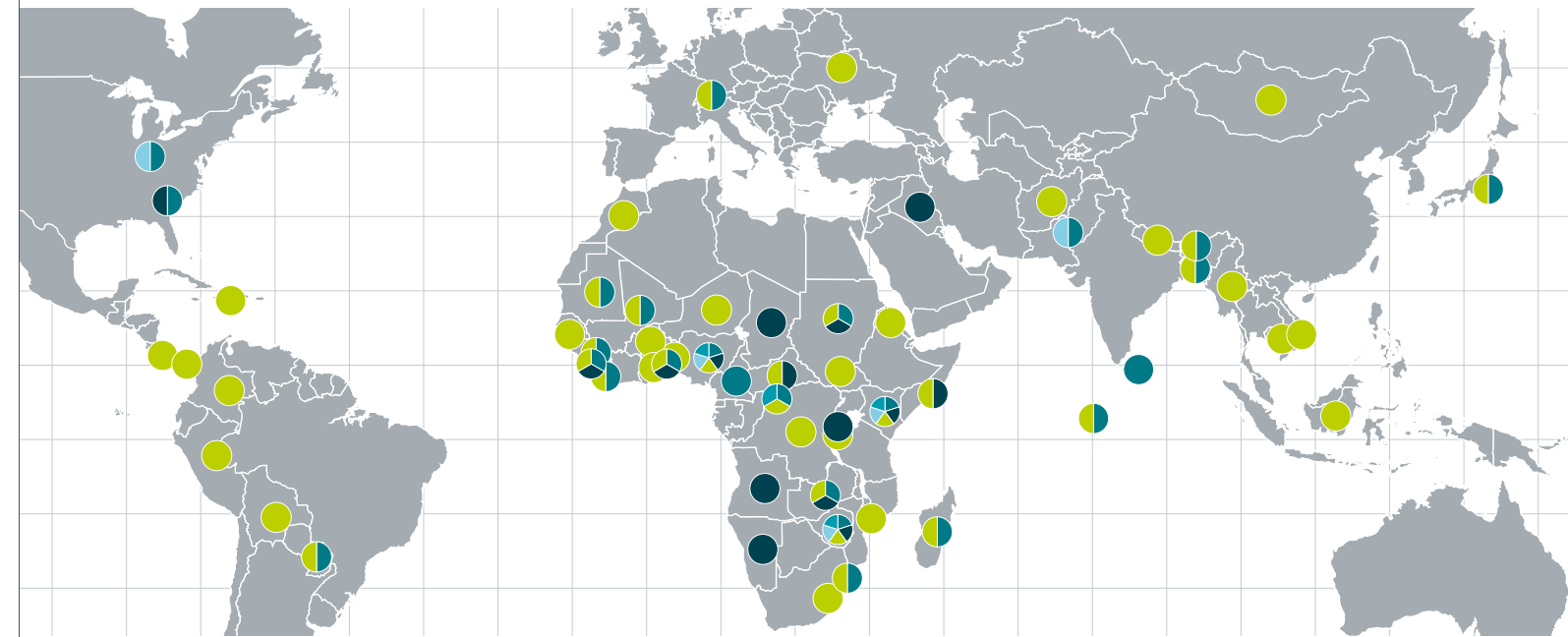
Comme la majorité des partenaires de SWA sont situés en Afrique, il n'est pas étonnant que le mécanisme de redevabilité mutuelle soit le plus actif sur ce continent

et qu'on y retrouve la majeure partie des engagements pris par des gouvernements et des organisations de la société civile. Cette caractéristique est peut-être le résultat de la longue histoire de collaboration entre les gouvernements africains et des organisations non gouvernementales internationales et nationales, une collaboration qui a souvent servi à mettre en œuvre des projets et à fournir des services dans les zones que les États ont du mal à atteindre.

Dans la Région Asie et Pacifique, la présence de SWA et le recours au mécanisme augmentent. Dans certains pays, le groupe catégoriel de la société civile a pris les rênes du mécanisme de redevabilité mutuelle et s'en sert comme outil pour les plaidoyers. C'est par exemple le cas au Bangladesh et aux Maldives, où des organisations non gouvernementales font pression pour obtenir davantage d'engagements gouvernementaux en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène et de redevabilité mutuelle.

Carte des engagements : engagements par groupe catégoriel dans le monde entier

● SOCIÉTÉ CIVILE ● ORGANISMES D'ASSISTANCE EXTÉRIEURE ● GOUVERNEMENT ● SECTEUR PRIVÉ ● RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT



Naturellement, le mécanisme de redevabilité mutuelle fonctionne mieux dans les pays où le partenariat SWA est bien implanté et, plus généralement où le travail autour du mécanisme est étroitement lié au niveau d'activité du partenariat. En Amérique latine, le Paraguay est l'un des exemples de pays où le mécanisme de redevabilité mutuelle constitue un vecteur important pour la collaboration entre le

Gouvernement et les groupes catégoriels de la société civile et des instituts de recherche et d'enseignement. Dans des contextes différents, des dialogues comparables prennent corps en Colombie, au Honduras, au Nicaragua et au Pérou. Dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, la présence de SWA se limite à seulement cinq pays dans la région, et le partenariat coopère presque exclusivement avec des acteurs gouvernementaux.

BHOUTAN

ENGAGEMENT : *Élaborer une feuille de route nationale inclusive en matière d'assainissement et d'hygiène.*

**ORGANISME
CHEF DE FILE :** Ministère du travail et des établissements humains (gouvernement)

PROGRÈS :  25%

Le rôle des partenaires mondiaux et des engagements mondiaux

L'un des points forts du mécanisme de redevabilité mutuelle réside dans la possibilité qu'il offre d'associer des discussions et des processus nationaux et mondiaux. Cela dit, alors même que 80 % des pays partenaires de SWA ont formulé des engagements nationaux, seulement 20 % des partenaires internationaux de SWA ont jusqu'à présent pris des engagements à l'échelle mondiale. Ils sont, en outre, encore moins nombreux à coopérer avec des plateformes multipartites existantes pour soumettre des engagements au niveau national au travers de leur groupe catégoriel dans les pays où ils sont présents.

Plus de la moitié des 53 engagements mondiaux actuels sont axés sur des missions et des cibles préexistantes de l'organisation, comme réaliser progressivement les droits fondamentaux à l'eau et l'assainissement ou aider « x » de personnes à avoir accès à l'eau et l'assainissement. À l'avenir, en plus de progresser sur ces engagements, les partenaires mondiaux doivent chercher comment ils peuvent les intégrer au cadre de SWA de façon à apporter de la valeur au partenariat, par exemple, en soutenant des plateformes multipartites.

Au cours de ces trois premières années, les gouvernements et les organisations de la société

civile partenaires au niveau national étaient à l'origine de la majeure partie des actions menées autour du mécanisme de redevabilité mutuelle. Ils ont ainsi pu mieux comprendre le processus et le soutien qu'il pouvait apporter au travail mené à l'échelle des pays pour atteindre les ODD. Aux niveaux mondial et régional, cependant, il est essentiel de renforcer le rôle que peuvent jouer les organisations de la société civile, les donateurs, les organismes de financement et les organismes multilatéraux internationaux et régionaux dans la promotion de la redevabilité mutuelle. En outre, des stratégies destinées à augmenter la participation du secteur privé et d'organisations de recherche et d'enseignement internationales pourraient permettre un rapprochement crucial avec la base de données probantes nécessaire pour atteindre les cibles des ODD et favoriser l'intégration des droits fondamentaux à l'eau et l'assainissement dans la fourniture de services.

Au cours des trois prochaines années, SWA collaborera étroitement avec des organismes d'assistance extérieure et d'autres organisations mondiales pour chercher comment renforcer la participation au mécanisme de redevabilité mutuelle à l'échelle mondiale et nationale.

Contribution à la redevabilité mutuelle au travers d'un engagement mondial

En novembre 2018, le Water Supply and Sanitation Collaborative Council (WSSCC) a formulé le tout premier engagement mondial : « Soutenir les activités de renforcement des systèmes d'assainissement et d'hygiène et élaborer des plans de coopération à l'aide du cadre de SWA, d'ici à la fin de 2020 ».

Avec cette initiative, le WSSCC s'est engagé et est parvenu à fournir une assistance financière et technique à quatre réseaux d'OSC nationaux (au Kenya, au Malawi, en Tanzanie et au Nigéria) et à deux réseaux régionaux (ANEW, en Afrique, et FANSA, en Asie) pour renforcer les processus multipartites au niveau national et appliquer les engagements pris par ces organisations dans le cadre du mécanisme de redevabilité mutuelle. Le Pakistan, le Cambodge et le Népal ont également bénéficié d'un soutien.

MONDE ENTIER

ENGAGEMENT :
'Soutenir les activités de renforcement des systèmes d'assainissement et d'hygiène et élaborer des plans d'engagement nationaux en utilisant le cadre de l'approche sectorielle d'ici à la fin de 2020.'

ORGANISME CHEF DE FILE :
Water Supply and Sanitation Collaborative Council (WSSCC) ;

PROGRÈS :

 100%

Examiner les engagements et communiquer les progrès

Environ un an après leurs premiers engagements, des partenaires du Soudan, de Zambie, du Mali, du Libéria, de Madagascar et des Maldives les avaient déjà examinés et avaient soumis leurs premiers rapports sur les progrès au partenariat. D'autres partenaires ont examiné leurs progrès dans le cadre du processus préparatoire aux Réunions des ministres des finances 2020. Ensuite, au deuxième trimestre 2021, de nouveaux rapports sur les progrès ont été envoyés à l'approche de la publication du présent Rapport mondial.

En octobre 2021, 88 engagements avaient fait l'objet d'un rapport. Le groupe catégoriel de la société civile est en avance sur les autres dans cette étape du mécanisme de redevabilité mutuelle. Il a en effet soumis 43 rapports, ce qui confirme l'intérêt du mécanisme

de redevabilité mutuelle comme outil de pression et de plaidoyers. Les gouvernements du Bhoutan, de République démocratique du Congo, de Gambie, du Malawi, du Mali, du Nigéria, du Paraguay, du Soudan, de Zambie et du Zimbabwe ont communiqué leurs progrès sur 31 engagements. Au niveau mondial, deux organisations de la société civile (Simavi et Freshwater Action Network Asie du Sud) ; deux organismes d'assistance extérieure (l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé) ; trois instituts de recherche et d'enseignement (l'Institut international de l'eau de Stockholm, l'Université de Caroline du Nord et WaterAid-Malawi) ; et le secteur privé (Aquafed ainsi que des engagements de l'ensemble du groupe catégoriel) ont communiqué les progrès accomplis sur 20 engagements.



Kimberly marche à l'aide de béquilles vers des latrines portables dont sa mère, Rosemonde, tient la porte ouverte, dans un campement de secours pour les personnes déplacées par le tremblement de terre, sur la place du Champs-de-Mars à Port-au-Prince, la capitale.
© UNICEF / Shehzad Noorani

Un défi à surmonter : augmenter la participation dans les examens et les rapports

Le nombre de rapports sur les progrès reçus n'est pas à la hauteur des grands espoirs placés dans le mécanisme de redevabilité mutuelle à son lancement, en 2018 : en septembre 2021, seulement un quart de tous les engagements pris avaient fait l'objet d'un rapport. Il faut en analyser et comprendre les raisons afin de faire émerger une dynamique plus forte au cours des années à venir.

Les recherches commandées sur la redevabilité mutuelle peuvent aider à comprendre certaines des raisons potentielles qui expliquent ce nombre de rapports inférieur aux attentes. Les six études de cas présentées dans ces recherches ont révélé que, même si des plateformes multipartites étaient présentes dans chaque pays sous une forme ou une autre, elles fonctionnaient bien souvent mal et étaient soumises à de nombreuses contraintes. Des données empiriques montrent c'est une réalité dans de nombreux pays partenaires de SWA. Les contraintes sont, par exemple, l'absence de participation de parties prenantes clés (gouvernementales comme non gouvernementales), le manque de financements et une coordination d'ensemble insuffisante. Par ailleurs, les plateformes existantes sont généralement destinées à échanger des informations plutôt qu'à favoriser les efforts collaboratifs ou la redevabilité.

Sur ce sujet, la principale recommandation issue des recherches est que les partenaires de SWA doivent mettre l'accent sur la construction et le renforcement des travaux menés sur des plateformes multipartites consacrées à l'eau, l'assainissement et l'hygiène au niveau national. Pour répondre à cette conclusion essentielle et en s'appuyant sur d'autres efforts déjà en cours, le secrétariat de SWA a lancé un appel à propositions en août 2021 pour fournir un soutien

catalytique à sept pays. Des propositions conjointes ont été soumises par des organisations de la société civile et des instituts de recherche et d'enseignement de niveau national. Ces propositions s'appuyaient sur des mesures spécifiques pour renforcer les plateformes multipartites et, par conséquent, leur participation au mécanisme de redevabilité mutuelle. Elles avaient également pour objectif de rechercher les facteurs favorables nécessaires à la collaboration dans le secteur.

Outre la nécessité de renforcer les plateformes multipartites, les partenaires ont également indiqué qu'en raison de la riposte qu'ils avaient dû opposer à la pandémie de COVID-19, leurs priorités et l'allocation des ressources avaient changé, ce qui a eu une incidence sur leur capacité à organiser des réunions physiques afin d'examiner les engagements en 2020 et 2021, les deuxième et troisième années du mécanisme.

La pandémie a également perturbé le cycle des Réunions de haut niveau de SWA. La Réunion des ministres des finances, qui devait avoir lieu physiquement en avril 2020, et la Réunion des ministres du secteur prévue en octobre 2021, ont ainsi été reportées. Ces événements de haut niveau auraient constitué des étapes clés pour rythmer les trois premières années du calendrier du mécanisme de redevabilité mutuelle. Ils ont en outre un objectif pratique important, car les échéances qu'ils imposent au travers des processus préparatoires mondiaux et nationaux enclenchent une dynamique et donnent des occasions de lancer le dialogue multipartite nécessaire pour formuler des engagements, les examiner et communiquer au sujet de leurs progrès. L'absence de ces réunions très appréciées a considérablement compliqué la mobilisation des partenaires.

Bien que des raisons évidentes expliquent que l'examen et la communication des progrès ont été plus lents qu'attendu, en particulier ces deux dernières années, SWA est déterminé à faire en sorte qu'elles ne provoquent pas l'arrêt du mécanisme de redevabilité mutuelle. Au cours des trois années à venir, le partenariat cherchera à renforcer la visibilité du processus d'examen et de communication des progrès au cours des trois années à venir. Il rappellera aussi à tous que ces étapes sont tout aussi importantes que la formulation des engagements dans le cadre du cycle de redevabilité. Plus concrètement, ces efforts consisteront par exemple à veiller à créer des « moments pour la redevabilité » spécifiques pendant les Réunions de haut niveau de SWA et d'autres types d'événements de haut niveau.



Des femmes et des enfants vont chercher de l'eau dans un puits à écoulement par gravité à Mirambi, dans le district de Bundibugyo. © UNICEF / Jimmy Aariko

Réaliser des progrès

Les engagements au niveau national qui ont été entièrement satisfaits sont notamment :

MALI

GOVERNEMENT

(Ministère des mines de l'énergie et de l'eau & Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable)

« Tenir un dialogue sur le financement du secteur lors du Cadre de concertation de 2020 » ;

« Accélérer le taux d'accès à l'eau potable des populations de 2 points en pourcentage par an, soit 800 000 personnes par an ».

SOCIÉTÉ CIVILE

(Coalition nationale de la campagne internationale pour l'eau potable et l'assainissement Mali – CN-CIEPA/WASH)

« Plaidoyer à l'endroit du gouvernement afin que l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement soit une priorité dans le document de référence nationale, (Cadre de relance économique et développement durable 2019-2023) ».

ORGANISMES D'ASSISTANCE

EXTÉRIEURE:
(Enabel)

« Aligner l'intervention des PTF sur les priorités du Gouvernement, sur la base d'une feuille de route issue du Cadre de concertation des acteurs du secteur à partir de l'édition de 2019 ».

TANZANIE

SOCIÉTÉ CIVILE (TAWASNET) :

« Recenser les initiatives qui permettront d'améliorer l'accès à l'eau salubre dans les zones urbaines et les zones rurales mal desservies et isolées d'ici à 2020 ».

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

GOVERNEMENT

Ministère du Plan:

« Élaborer une feuille de route pour le secteur de l'eau d'ici à août 2020 ».

ENGAGEMENTS MONDIAUX

THE WATER INSTITUTE

de l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill (UNC) :

« Engagements liés au travail en coopération avec d'autres membres du groupe catégoriel des instituts de recherche et d'enseignement ».

INSTITUT INTERNATIONAL DE L'EAU DE STOCKHOLM (SIWI) :

« SIWI soutiendra les mécanismes de gouvernance relatifs à des services d'eau et d'assainissement universels et durables dans les pays où l'organisation travaille, que ce soit par une intervention directe ou avec le concours d'autres partenaires. Cet appui pourra prendre la forme, entre autres, d'un renforcement des capacités, de l'élaboration de nouvelles lignes directrices ou de nouveaux outils, d'un soutien apporté au renouvellement des politiques, de plans nationaux ou locaux, de mécanismes de coordination et d'activités de réglementation et de redevabilité ».

FRESHWATER ACTION NETWORK ASIE DU SUD (FANSA) :

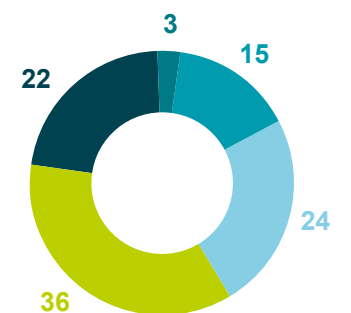
« Collaborer activement avec les membres de FANSA afin de développer la nouvelle stratégie de SWA et de la mettre en oeuvre durant les années à venir ».

Les rapports sur les progrès soumis jusqu'à présent montrent également que 25 % d'engagements supplémentaires sont sur le point d'être totalement accomplis et que 37 % ont au moins enregistré certains progrès.

Sur les 88 rapports sur les progrès reçus, seulement trois indiquent une absence totale de progrès vis-à-vis des engagements. Les raisons invoquées sont liées aux retombées de la pandémie de COVID-19 et à la difficulté dans la collecte de fonds.

Progrès réalisés

- 100%
- 75-99%
- 50-74%
- 25-49%
- 0%



4. DEMAIN : LES AMBITIONS POUR LES TROIS PROCHAINES ANNÉES

ZAMBIE

ENGAGEMENT : D'ici à 2025, atteindre la couverture universelle en expérimentant des interventions EAH ciblées et spécialement adaptées aux groupes difficiles à atteindre et vulnérables.

ORGANISME CHEF DE FILE : ONG Zambienne EAH Forum (société civile)

PROGRÈS :  50%

Depuis qu'il a été lancé voilà trois ans, le mécanisme de redevabilité mutuelle a fait entrer SWA dans une nouvelle dimension. La création et la mise en œuvre d'un mécanisme innovant ont impliqué un processus d'apprentissage significatif et les bases sont à présent en place pour permettre son expansion à de nouveaux pays, groupes catégoriels et domaines de travail pour les trois années à venir. La réponse des partenaires a été dès le départ extrêmement positive et le mécanisme de redevabilité mutuelle compte déjà près de 350 engagements, qui sont de plus en plus issus de processus multipartites collaboratifs.

Ces trois prochaines années, avec l'adoption du mécanisme par davantage de partenaires, la promotion

de la redevabilité mutuelle devrait devenir naturelle et s'intégrer de plus en plus aux méthodes d'interactions entre les partenaires aux niveaux national et mondial. S'il est reçu comme un cadre commun qui permet aux parties prenantes de prendre part aux discussions, le mécanisme de redevabilité mutuelle pourra être un outil qui favorise une culture de la redevabilité et de l'action collective en vue d'atteindre les cibles liées à l'eau et l'assainissement des ODD.

Pour surmonter les difficultés identifiées dans ce rapport et aider les partenaires à profiter de tout le potentiel offert par le mécanisme de redevabilité mutuelle, le partenariat devra, pendant les trois prochaines années, utiliser ces propositions d'action pour orienter son travail :

ACTION 1 : Renforcer les plateformes multipartites

La redevabilité pour les actions menées dans le but d'atteindre les ODD repose sur des plateformes multipartites inclusives. C'est une condition qui n'a pas encore été satisfaite dans tous les pays partenaires. Plusieurs éléments sont nécessaires à la mise en place et/ou au renforcement de plateformes multipartites : la volonté politique, les ressources financières et l'influence afin d'impliquer les groupes catégoriels qui ne sont pas présents aux discussions, ainsi que l'engagement de partenaires nationaux et mondiaux.

Ces trois prochaines années, le partenariat mettra davantage l'accent sur l'aide à la mise en place et/ou au renforcement de plateformes multipartites dans les pays partenaires. Nous encouragerons les gouvernements à s'assurer : que les participants et les institutions corrects soient représentés ; que les plateformes se réunissent de façon périodique ; qu'elles disposent de ressources suffisantes ; et qu'elles bénéficient d'un mandat qui leur permette d'aborder la législation, les plans et les budgets nationaux ainsi que de l'autorité suffisante pour traduire ces discussions en actions. Tous les partenaires auront un rôle à jouer dans ce processus dirigé par les gouvernements. Il sera uniquement possible de satisfaire le caractère « mutuel » du mécanisme de redevabilité mutuelle si tous les acteurs pertinents y participent.

SWA souhaite que toutes les parties prenantes rejoignent cette ambition pour les guider vers la réalisation des ODD d'ici à 2030. Pour cela :

- Les partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux devront défendre des processus multipartites et investir dès que possible dans la coordination ainsi dans les ressources humaines et financières nécessaires ;
- Les organismes d'assistance extérieure et les autres partenaires internationaux joueront un rôle fondamental en utilisant et en soutenant les plateformes multipartites à l'échelle mondiale ainsi que dans les pays où ils sont présents ;
- Tous les partenaires inviteront activement de nouvelles organisations issues de groupes catégoriels actuellement sous-représentés dans le partenariat (par ex., des instituts de recherche et d'enseignement, du secteur privé et des services publics et des régulateurs) à rejoindre SWA et les processus multipartites ;
- Les gouvernements et les partenaires internationaux feront la promotion d'initiatives supplémentaires, comme l'initiative de soutien catalytique proposée par SWA en 2021 pour soutenir financièrement les pays dans le renforcement de leurs plateformes multipartites et, par conséquent, leur participation au mécanisme de redevabilité mutuelle ;
- Tous les partenaires défendront la collaboration et la redevabilité mutuelle, y compris, si nécessaire, en travaillant à l'activation du mécanisme de redevabilité mutuelle dans les pays où ils sont présents.

ACTION 2 : Améliorer les engagements mondiaux et la participation

Les partenaires utilisent de plus en plus le mécanisme pour promouvoir la redevabilité mutuelle et favoriser l'action : ces trois dernières années, 80 % des pays partenaires ont déjà formulé des engagements. Ce chiffre tombe cependant à 20 % quand il s'agit des engagements formulés par des partenaires mondiaux de SWA (comme les donateurs, les organismes de développement et les organisations internationales). Ils sont encore moins nombreux à avoir pris des engagements au niveau national au travers des groupes catégoriels dans les pays où ils sont présents.

Le potentiel offert par le mécanisme de redevabilité mutuelle pour réaliser les ODD peut être mieux exploité lorsque les engagements pris au niveau national sont amplifiés par des engagements associés pris par des organisations, des donateurs, des organismes de financement et des organisations multilatérales qui agissent aux niveaux international et régional. Au cours des trois premières années du mécanisme de redevabilité mutuelle, la majeure partie du travail était concentrée sur l'aide apportée aux partenaires nationaux pour formuler des engagements, les examiner et communiquer sur leurs progrès. Pour les trois années à venir, il faudra de plus en plus mettre l'accent sur la participation des partenaires mondiaux et régionaux afin de débloquent les possibilités de transformation offertes par la mise en commun des engagements de toutes les parties prenantes, à tous les niveaux.

Pour réaliser cette ambition, les partenaires mondiaux devront étudier les occasions uniques que leur offre une plus grande

redevabilité. La redevabilité peut augmenter la transparence, aider à désamorcer les conflits d'autorité, susciter la confiance et renforcer la collaboration et l'efficacité. Elle fait partie du travail essentiel et difficile mené par les partenaires internationaux dans le monde entier.

Les actions recommandées comprennent le soutien aux partenaires pour garantir que :

- Tous les partenaires mondiaux et régionaux qui n'ont pas encore pris d'engagements mondiaux dans le cadre du mécanisme de redevabilité mutuelle le fassent ;
- Les partenaires mondiaux qui ont déjà formulé des engagements les revisitent et veillent à ce qu'ils soient spécifiques, mesurables, atteignables, réalisables et temporellement définis (SMART) afin qu'ils apportent de la valeur au partenariat ;
- Les engagements existants fassent l'objet d'examen et de rapports réguliers. Pour les engagements mondiaux, SWA recommandera l'évaluation par les pairs et des échanges lors des futures réunions de haut niveau ;
- Les partenaires mondiaux et régionaux présents au niveau national participent aux processus nationaux en cours et soutiennent activement leurs bureaux de pays pour qu'ils s'impliquent dans la formulation des engagements – ou qu'ils la dirigent si nécessaire – au travers de leur groupe catégoriel dans les pays où ils sont actifs.

ACTION 3 : Créer des « moments pour la redevabilité »

Il est primordial de maintenir l'accent national sur la redevabilité mutuelle. La participation aux discussions sur la redevabilité à l'échelle mondiale peut renforcer les processus menés au niveau national et leur offrir davantage de légitimité. Dans cette optique, des séances consacrées à des discussions sur les engagements nationaux et mondiaux pris dans le cadre du mécanisme de redevabilité mutuelle seront organisées pendant les prochains événements de haut niveau, y compris les Réunions des ministres du secteur et des ministres des finances.

L'objectif est que la dynamique suscitée par ces événements et leurs processus préparatoire et de suivi donne à tous les partenaires des occasions de se rencontrer et de rendre des comptes. SWA soutiendra ce processus en défendant activement les échanges entre pairs afin de partager les difficultés et les progrès à l'échelle mondiale pour en tirer des leçons.

Ces « moments propices à la redevabilité » favoriseront la culture de la redevabilité :

- Si les gouvernements et les autres parties prenantes se réunissent au niveau national pour prendre des engagements, les examiner et communiquer sur leurs progrès et s'ils définissent des plans d'action conjoints pour modifier leur trajectoire à l'approche de ces réunions, ainsi qu'après ;

- Si les organismes d'assistance extérieure reconnaissent leur importance critique et sont disposés, par exemple, à soutenir financièrement les réunions organisées au niveau national, si nécessaire ;
- Si tous les partenaires mondiaux, régionaux et nationaux participent aux discussions sur la redevabilité et rendent des comptes – aussi bien au niveau national que mondial ;
- S'ils sont organisés régulièrement dans des contextes nationaux et régionaux, idéalement en les intégrant à des processus existants, comme les réunions des examens sectoriels conjoints, des groupes thématiques eau, assainissement et hygiène, des conseils nationaux ou des groupes de travail, ou les conférences régionales sur l'eau et l'assainissement, comme la Semaine africaine de l'eau, la SacoSan, l'AfricaSan et la LatinoSan.

Alors que les cycles de redevabilité sont plus réguliers, la formulation des engagements, leur mise en œuvre et la communication à leur sujet doivent devenir naturelles, car elles constituent des éléments concrets qui apportent de la valeur aux discussions multipartites. SWA continuera de soutenir ces processus dans la mesure du possible et mettra en valeur des exemples de collaboration et de redevabilité afin d'inspirer d'autres partenaires.

Interaction avec d'autres mécanismes de redevabilité

SWA a lancé des interactions avec des partenariats multipartites dans d'autres secteurs, l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme de l'ONU et les réunions annuelles du Forum politique de haut niveau de l'ONU, dans le but de collaborer avec leurs processus de redevabilité.

La première étape de cette interaction a consisté à tirer des enseignements précieux de l'utilisation de la redevabilité dans d'autres partenariats, notamment ceux sur lesquels se sont penchées les recherches consacrées à la redevabilité mutuelle, par exemple, le Partenariat pour le gouvernement ouvert (PGO), le Mouvement SUN (Scaling Up Nutrition), le Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant et l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Au cours des trois prochaines années, les interactions du partenariat SWA avec ces mécanismes et d'autres organisations feront l'objet d'une attention accrue. L'objectif sera de donner une impulsion supplémentaire aux engagements qui se renforcent mutuellement afin de comprendre et d'approfondir les liens essentiels qui existent entre l'eau, l'assainissement et l'hygiène et les autres ODD.

SWA et le mécanisme de redevabilité mutuelle sont en outre idéalement positionnés pour soutenir d'autres processus de redevabilité et y apporter leur contribution, notamment l'Examen périodique universel (EPU) du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, la Déclaration d'eThekweni du Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW), ainsi que les Contributions déterminées au niveau national (CDN) et les Plans nationaux d'adaptation (PNA) élaborés dans le cadre de l'Accord de Paris sur l'action climatique.

SWA continuera de rechercher des occasions de travailler avec d'autres organisations et réseaux mondiaux et régionaux sur la redevabilité pour veiller à l'harmonisation et à la complémentarité des mécanismes de redevabilité. La capacité à apprendre sur la redevabilité mutuelle à travers différents secteurs facilitera l'évolution du mécanisme de redevabilité mutuelle de SWA.

Faire correspondre les CDN, les PNA et les engagements de SWA

L'action climatique est un des thèmes sur lesquels SWA mettra l'accent en 2021 et 2022, y compris lors de la Réunion des ministres du secteur. Le mécanisme de redevabilité mutuelle peut servir à faire correspondre les stratégies climatiques avec les priorités en matière d'adaptation et d'atténuation pour l'eau et l'assainissement ainsi qu'avec les financements climatiques grâce à la formulation d'engagements liés au climat dans le cadre du mécanisme. Les gouvernements du Malawi et d'Éthiopie, ainsi que WaterAid Éthiopie et le groupe catégoriel des instituts de recherche et d'enseignement au Mali ont déjà pris des engagements liés au climat. Les efforts actuels menés par SWA sur les politiques et le renforcement des capacités, ainsi que les nombreux partenaires qui travaillent sur ces questions critiques devraient générer des engagements supplémentaires.

À l'occasion de la 26e Conférence des parties (COP26) de la

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et de la Réunion des ministres du secteur 2022, des pays comme le Burundi, le Congo, l'Eswatini, les Fidji, le Honduras, le Nigéria, le Tchad, le Togo et le Zimbabwe ont réalisé des progrès significatifs en matière d'inclusion de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans les versions révisées de leurs contributions déterminées au niveau national (CDN). Les engagements politiques présentés pour la COP26, ainsi que les priorités qui figurent dans les plans nationaux d'adaptation (PNA), pourront tout à fait servir à définir des engagements du mécanisme de redevabilité mutuelle dans un futur proche, ce qui facilitera la collaboration et le suivi multipartites entre les secteurs. Ce serait une formidable réussite pour l'action climatique et le développement durable, ainsi que pour la réalisation des cibles liées à l'eau et l'assainissement des ODD, et la mission, la vision ainsi que les objectifs stratégiques de SWA y gagneraient beaucoup.

CONCLUSION

Ce rapport mondial montre que de nombreux partenaires adoptent le mécanisme de redevabilité mutuelle. Il présente également des informations utiles sur la valeur pratique que le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène peut en tirer.

Le mécanisme n'en est encore qu'au début de sa mise en œuvre. Ses premiers jours ont été marqués, pendant deux années sur trois, par les besoins urgents liés à la riposte contre la pandémie de COVID-19 dans le monde entier. Pourtant, jusqu'à présent, les expériences du partenariat ont largement montré que, par bien des aspects, le mécanisme peut constituer un outil stratégique. Les exemples qui figurent dans ce rapport doivent ainsi servir d'inspiration pour réaliser son plein potentiel dans les années à venir.

Pour parvenir à une véritable redevabilité mutuelle, la prochaine étape de l'évolution du mécanisme sera cruciale. Il faudra augmenter son adoption, inclure davantage de parties prenantes, formuler des engagements pertinents et systématiser davantage les processus d'examen et de communication des progrès. Dans l'ensemble, il faudra également intégrer la redevabilité mutuelle dans les interactions des parties prenantes aux niveaux national, régional et mondial.

Les leçons tirées de ces trois premières années de mise en œuvre placent le partenariat dans une position idéale pour exploiter pleinement tout le potentiel du mécanisme de redevabilité mutuelle. Pour cela, cependant, les partenaires de SWA devront travailler ensemble pour progresser sur les trois actions identifiées dans ce rapport : renforcer les plateformes multipartites, augmenter et améliorer la participation mondiale et créer une dynamique grâce à la création de « moments pour la redevabilité » spécifiques.

Le prochain rapport mondial sera publié en 2024, six ans avant la fin du Programme de développement durable à l'horizon 2030. D'ici là, le partenariat devra avoir démontré une implication plus forte dans le mécanisme de redevabilité mutuelle. Il devra aussi avoir profité de ses retombées : augmentation de la participation multipartite, meilleure coordination, sens accru des responsabilités partagées, redevabilité et progrès notables et durables vers la réalisation des ODD.



Une jeune fille déplacée recueille de l'eau à un trou de sonde soutenu par l'UNICEF dans le camp de déplacés de Doonyaale, à Galkayo, Puntland, Somalie.
© UNICEF / Mackenzie Knowles-Coursin

REMERCIEMENTS

SWA tient à remercier les contributeurs suivants :

Boureima Tabalaba,
CN-CIEPA/WASH, Mali

Claudia Zapattini,
Centre de recherches environnementales et sociales (CEAMSO), Paraguay

Djoouro Bocoum,
Direction nationale de l'hydraulique, Mali

Emma Mbalame,
Direction des services d'approvisionnement en eau, Malawi

Hasin Jahan,
WaterAid, Bangladesh

Juliet Willets,
Université technologique de Sydney, Australie

Kate Harawa,
Water for People, Malawi

Kimanthi Kyengo,
Ministère de l'eau, de l'assainissement et de l'irrigation, Kenya

Majeda Alawneh,
Autorité palestinienne de l'eau, Palestine

Mohammad Zobair Hasan,
Organisation pour le développement des populations rurales pauvres, Bangladesh

Paul Deverill,
Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement, Royaume-Uni

Perry Rivera,
Service des eaux de Manille, Philippines

Hugo Ruiz,
Direction de l'eau et de l'assainissement, Paraguay

Tobias Omufwoko,
WASH Alliance, Kenya

Willies Chanozga Mwandira,
WESNET, Malawi

À PROPOS

DU RAPPORT MONDIAL SUR LE MÉCANISME DE REDEVABILITÉ MUTUELLE

Tous les trois ans, le partenariat Assainissement et eau pour tous publie un rapport mondial pour analyser le travail des partenaires et discuter sur leurs efforts en vue d'instaurer une culture de la redevabilité mutuelle dans le but de garantir l'accès universel à l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour tous, en tout temps et en tout lieu. Dans cette première édition du rapport, qui porte sur les trois années initiales du mécanisme de redevabilité mutuelle de SWA – le cycle multipartite qui consiste à définir des priorités, formuler des engagements, suivre les progrès et renouveler l'action collaborative – le mécanisme est présenté comme une voie à suivre pour parvenir aux objectifs stratégiques de SWA et, au bout du compte, atteindre les cibles liées à l'eau et l'assainissement des objectifs de développement durable et réaliser les droits fondamentaux à l'eau et l'assainissement.

De plus amples informations sont disponibles sur le site :
www.sanitationandwaterforall.org



MÉCANISME DE
REDEVABILITÉ
MUTUELLE



SANITATION
AND WATER
FOR ALL

ANNEXE:

LISTE DES ENGAGEMENTS ET DES RAPPORTS D'AVANCEMENT REÇUS ENTRE NOVEMBRE 2018 ET OCTOBRE 2021



PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Angola	UNICEF Angola Country Office (ACO)	Plateforme nationale de coordination du secteur de l'EAH (Foro Nacional das Aguas, FONAS) nommée, validée parmi les parties prenantes, approuvée par le Gouvernement de l'Angola et opérationnelle.	2020	Progrès en cours de révision
Angola	UNICEF Angola Country Office (ACO)	Stratégie nationale sur l'assainissement total piloté par la collectivité pour l'Angola approuvée en tant que politique publique nationale, afin d'éliminer la défécation à l'air libre dans le pays d'ici à 2030.	2020	Progrès en cours de révision
Bangladesh	Network of Networks	L'OSC, en collaboration avec le Réseau de Réseaux, fera pression sur le Gouvernement pour que ce dernier augmente la part du budget allouée à l'EAH de 250 millions de dollars des États-Unis par an, de manière à réduire de moitié les déficits de financement et à octroyer davantage de fonds aux zones et aux populations difficiles à atteindre, notamment les bidonvilles, les communautés à faible revenu et les régions exposées à l'arsenic (notamment les jardins à thé, les zones côtières et les hauts plateaux) d'ici à 2021.	2025	Progrès en cours de révision
Bangladesh	Network of Networks	L'OSC, en collaboration avec le réseau de réseaux, mènera, avant et après l'élaboration du budget national, des plaidoyers auprès du Gouvernement pour la création d'un environnement favorable à la fourniture de services EAH par le secteur privé et les entrepreneurs locaux. Par ailleurs, les institutions de microfinancement augmenteront de 10 % leurs crédits dédiés à l'EAH d'ici à 2021.	2021	Progrès en cours de révision
Bangladesh	Network of Networks	L'OSC, en collaboration avec le réseau de réseaux, fera pression sur le Gouvernement pour que ce dernier augmente la part du budget allouée à l'EAH de 250 millions de dollars des États-Unis par an, de manière à réduire de moitié les déficits de financement et à octroyer davantage de fonds aux zones et aux populations difficiles à atteindre, notamment les bidonvilles, les communautés à faible revenu et les régions exposées à l'arsenic (notamment les jardins à thé, les zones côtières et les hauts plateaux) d'ici à 2021.	2021	Progrès en cours de révision
Bangladesh	Network of Networks	L'OSC, en collaboration avec le réseau de réseaux, organisera à l'échelle nationale des ateliers et des réunions avec la Division des collectivités locales pour accroître d'ici à 2022 la participation concrète des femmes et des groupes victimes d'exclusion aux réunions des instances des collectivités locales, de sorte que leur voix et leurs réclamations soient prises en compte dans le budget local alloué à l'EAH.	2022	Progrès en cours de révision
Bangladesh	Network of Networks	L'OSC poursuivra ses efforts auprès du Gouvernement pour que ce dernier consente à augmenter d'au moins 10 % d'ici à 2021 le nombre de membres issus des OSC dans les comités relatifs à l'EAH et garantisse la participation des OSC au suivi et à la mise en œuvre des progrès accomplis à l'échelle nationale en vue d'atteindre les ODD.	2021	Progrès en cours de révision
Bangladesh	Local Government Division, Ministry of Local Government, Rural Development & Cooperatives	Plaider auprès du ministère des Finances pour qu'il approuve des lignes budgétaires distinctes pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène d'ici 2021, afin de soutenir le suivi du financement du secteur pour atteindre les cibles de l'ODD 6.	2021	Progrès en cours de révision
Bangladesh	Local Government Division, Ministry of Local Government, Rural Development & Cooperatives	Augmenter au moins 5% du budget national EAH alloué à la promotion de l'hygiène pour tous, y compris le lavage des mains et la gestion de l'hygiène menstruelle.	2022	Progrès en cours de révision
Bangladesh	Local Government Division, Ministry of Local Government, Rural Development & Cooperatives	Accroître l'accès à un assainissement géré en toute sécurité de 5 %, ce qui porte l'assainissement de base à 75 % de la population.	2022	Progrès en cours de révision

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Bangladesh	Local Government Division, Ministry of Local Government, Rural Development & Cooperatives	Veiller à ce qu'au moins 2 millions de personnes supplémentaires dans les zones contaminées par l'arsenic aient accès à de l'eau salubre et exempte d'arsenic.	2022	Progrès en cours de révision
Bangladesh	Local Government Division, Ministry of Local Government, Rural Development & Cooperatives	Augmenter le budget annuel du gouvernement de 250 millions USD pour le secteur EAH, réduisant ainsi l'écart budgétaire de 50 % pour chaque exercice budgétaire.	2019	Progrès en cours de révision
Bénin	Ministère de la Santé	Faire adopter avant fin premier semestre 2019, en conseil des ministres, les Stratégies Nationales de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base en milieux rural, urbain et péri urbain et la Stratégie Nationale d'Approvisionnement en Eau potable en Milieu Rural 2017-2030 en Conseil des Ministres.	2019	Progrès en cours de révision
Bénin	Ministère de la Santé	Mettre en place avant fin second semestre 2019 une agence pour le contrôle de la qualité de l'eau.	2021	Progrès en cours de révision
Bénin	Ministère de la Santé	Soumettre avant fin second semestre 2019 des requêtes aux Partenaires Technique et Financier pour des études en vue de mieux renseigner sur les preuves des inégalités dans le secteur de l'Approvisionnement en eau potable, de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base et élaborer un plan d'actions pour adresser ces problèmes identifiés.	2019	Progrès en cours de révision
Bhoutan	Ministère de Santé	Établir une situation de référence au regard de l'ODD 6.2.	2019	
Bhoutan	Ministère de Santé	Réaliser 100 % de la couverture sanitaire de base dans plus de la moitié du pays.	2020	
Bhoutan	MoWSH	Élaborer une feuille de route nationale inclusive en matière d'assainissement et d'hygiène.	2020	
Bhoutan	MoWSH	Étudier la mise en place d'un mécanisme approprié de recouvrement des coûts pour les infrastructures EAH en milieu urbain.	2021	
Bhoutan	Bhutan Toilet Organization	Demander au Gouvernement d'adopter la Politique nationale sur l'assainissement et de devenir un partenaire de mise en œuvre de cette politique.	2020	
Bhoutan	Bhutan Toilet Org	Moderniser toutes les anciennes installations sanitaires afin de mettre à disposition des toilettes améliorées avec chasse d'eau équipées de la technologie SATO (stratégie Zéro latrines à fosse dans les écoles) et promouvoir l'emploi de technologies aussi résilientes dans les toilettes des nouvelles écoles en partenariat avec le Ministère de l'éducation et UNICEF Bhoutan.	2020	
Bhoutan	Bhutan Toilet Org	Établir un partenariat avec le Ministère de la santé pour atteindre les populations les plus vulnérables qui ont été laissées pour compte et leur fournir un accès à des installations sanitaires adéquates.	2021	
Bolivie	Ministerio de Planificación del Desarrollo	Accès de l'ensemble des Boliviennes et Boliviens à l'eau potable et à des systèmes d'évacuation des eaux usées d'ici à 2025.	2025	Progrès en cours de révision
Bolivie	Ministerio de Planificación del Desarrollo	Promotion et élaboration de mesures efficaces visant à garantir la pureté de l'air, à faire disparaître toute pollution des rivières et des décharges et à établir dans chaque ville des systèmes de traitement des déchets liquides et solides.	2025	Progrès en cours de révision

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Bolivie	Ministerio de Medio Ambiente y Agua	Amélioration de la gestion des services d'eau potable et d'assainissement chez les prestataires de services (appelés EPSA), en insistant sur la gestion efficace des ressources en eau disponibles (offre et demande), afin de garantir la viabilité de ces services. – EPSA. Élaboration de plans de gestion de la sécheresse. – EPSA. Réduction des volumes d'eau non facturés.	2030	Progrès en cours de révision
Burkina Faso	Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	Renforcement de la collaboration.	2019	Progrès en cours de révision
Burkina Faso	Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	Au moins 50% des nouveaux blocs de latrines communautaires sont conformes à l'arrêté portant normes et critères d'assainissement.	2020	Progrès en cours de révision
Burundi	Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	Eradiquer la pratique de la défécation à l'air libre d'ici 2025, arriver à l'accès universel à un approvisionnement en eau potable d'ici à 2030 et à un assainissement de base de 90% en milieu urbain et 805 en milieu rural.	2030	Progrès en cours de révision
Burundi	Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	Faire le secteur l'une des priorités du pays, accroître son budget de 0.5 % à 10% du PIB d'ici 2027, et élaborer un système adéquat pour le recouvrement des couts liés à l'approvisionnement à l'eau et à l'amélioration des conditions d'Hygiène et assainissement socialement abordable.	2027	Progrès en cours de révision
Burundi	Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	Actualiser les documents de base (les politiques, stratégies, le cadre légal et les données statistiques du secteur) et re dynamiser le système de suivi-coordination.	2025	Progrès en cours de révision
Cambodge	Ministry of Rural Development (MRD)	Éliminer la défécation à l'air libre dans quatre provinces au moins d'ici à 2023.	2023	Progrès en cours de révision
Cambodge	Ministry of Rural Development (MRD)	Améliorer les services durables destinés aux populations pauvres, lutter contre les inégalités sociales et de genre et favoriser l'inclusion de certains groupes défavorisés et négligés.		Progrès en cours de révision
Cambodge	Ministry of Rural Development (MRD)	Poursuivre le renforcement des capacités du personnel clé chargé d'améliorer l'exercice du droit à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, aux niveaux national et infranational.		Progrès en cours de révision
Cambodge	Ministry of Rural Development (MRD)	Consolider les mécanismes de coordination sectoriels et intersectoriels.		Progrès en cours de révision
Cameroun	Dynamique Citoyenne	Les OSC s'engagent à la mise en place des comités régionaux de l'eau et l'assainissement dans les 10 régions du Cameroun d'ici 2022.	2022	Progrès en cours de révision
Cameroun	Dynamique Citoyenne	Mener un plaidoyer pour l'inscription du droit à l'eau et à l'assainissement dans la constitution du Cameroun d'ici 2025.	2025	Progrès en cours de révision
Cameroun	Dynamique Citoyenne	Les OSC s'engagent à mener un plaidoyer pour une mobilisation plus accrue de ressources et l'implication des OSC dans le processus de programmation, planification, budgétisation et suivi-évaluation dans le secteur eau et assainissement d'ici 2030.	2030	Progrès en cours de révision
Colombie	Ministerio de Vivienda, Ciudad y Territorio	Élaborer et mettre en œuvre le Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement de base dans les zones rurales pour promouvoir des modèles différenciés et des solutions intégrales de mise en œuvre de ces services sur le territoire, qui impliquent les secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'énergie et de l'inclusion sociale.	2022	Progrès en cours de révision
Colombie	Ministerio de Vivienda, Ciudad y Territorio	Renforcer le rôle des institutions publiques en matière de planification, de hiérarchisation et de développement des projets concernant l'eau potable et l'assainissement de base.	2022	Progrès en cours de révision
Costa Rica	Ministerio de Ambiente y Energía	Créer officiellement, par un décret exécutif, une plateforme de dialogue et d'échange qui favorise la gestion intégrée des ressources hydriques, en permettant la participation de tous les acteurs impliqués.	2019	Progrès en cours de révision
Costa Rica	Ministerio de Ambiente y Energía	Mettre sur pied le Forum régional de l'eau en tant qu'organe intersectoriel et régional de dialogue pour chacune des cinq unités hydrologiques. Il se réunira au moins une fois par an à l'invitation du ministère de l'Environnement et de l'énergie.	2019	Progrès en cours de révision

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Costa Rica	Ministerio de Ambiente y Energía	Mettre sur pied le Forum national de l'eau en tant qu'organe intersectoriel et national de dialogue et de suivi de la politique publique sur les ressources hydriques. Il se réunira au moins une fois par an à l'invitation du Ministre de l'Environnement et de l'énergie.	2019	Progrès en cours de révision
Côte d'Ivoire	Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité	Faire baisser de 4% le taux de Défécation à l'Air Libre en milieu rural de 39% à 35% d'ici 2020.	2020	Progrès en cours de révision
Côte d'Ivoire	Ministère des Eaux et Forêts	Mettre en œuvre la gestion intégrée des ressources en eau en mettant l'accent sur l'évaluation régulière de la ressource et création d'une agence de bassin d'ici 2022.	2022	Progrès en cours de révision
Côte d'Ivoire	Ministère de l'hydraulique	Garantir l'accès à l'eau potable à travers le programme eau pour tous à 95% en 2022 et à 100% en 2030 dans le milieu urbain et rural.	2022	Progrès en cours de révision
Érythrée	Ministère de Santé	Éliminer la défécation à l'air libre d'ici à 2022.	2022	Progrès en cours de révision
Érythrée	i] Ministry of Land, Water and, Environment, ii] Ministry of Health, and iii] Ministry of Education	Élaborer et déployer une stratégie et un plan d'investissement EAH fondés sur le Cadre SWA d'ici à décembre 2019.	2019	Progrès en cours de révision
Érythrée	Ministère de Santé	Appuyer le Gouvernement afin d'éliminer la défécation à l'air libre en Érythrée d'ici à 2022.	2022	Progrès en cours de révision
Eswatini	Ministry of Natural Resource and Energy	Le Gouvernement s'engage à améliorer l'accès à l'eau potable de 2 % par an.	2022	Progrès en cours de révision
Eswatini	Ministry of Natural Resource and Energy	Réduire la défécation à l'air libre de 11 % à 5 % d'ici à 2022.	2022	Progrès en cours de révision
Eswatini	National WASH Forum	Accroître l'accès à l'eau potable de 1 % par an.	2022	Progrès en cours de révision
Eswatini	Ministry of Natural Resource and Energy	Accroître la couverture des services d'assainissement de 53 % à 85 % d'ici à 2022.	2022	Progrès en cours de révision
Eswatini	Ministry of Natural Resource and Energy	Élaborer un plan directeur d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement d'ici à fin 2020.	2022	Progrès en cours de révision
Éthiopie	WaterAid	D'ici à 2021, repérer les lacunes en matière de connaissances sur la résilience face au changement climatique et proposer au secteur des méthodes de planification et de mise en œuvre.	2021	Progrès en cours de révision
Éthiopie	Ministry of Water Irrigation and Electricity	Augmenter les financements pour atteindre les objectifs du deuxième Plan de croissance et de transformation (GTP II) et des ODD et diversifier les modalités de financement.	2020	Progrès en cours de révision
Éthiopie	WaterAid	D'ici à 2021, adopter une démarche holistique d'élaboration de systèmes en matière de renforcement des capacités afin d'opérer une transformation des systèmes gouvernementaux.	2021	Progrès en cours de révision
Éthiopie	WaterAid	D'ici à 2021, soutenir et renforcer les plateformes contribuant à l'inclusion des groupes marginalisés et vulnérables à tous les niveaux de la programmation en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH).	2021	Progrès en cours de révision
Éthiopie	Ministry of Water Irrigation and Electricity	Déployer des stratégies nationales en vue d'éliminer la défécation à l'air libre.	2020	Progrès en cours de révision
Éthiopie	Ministry of Water Irrigation and Electricity	Étendre la planification de la gestion de la sécurité sanitaire de l'eau et des services EAH résilients aux changements climatiques.	2020	Progrès en cours de révision
Éthiopie	Ministry of Water Irrigation and Electricity	Améliorer le cadre favorable au secteur privé et renforcer ses capacités pour fournir des solutions techniques de haut niveau.	2020	Progrès en cours de révision

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Éthiopie	Ministry of Water Irrigation and Electricity	Définir des étapes stratégiques claires et concrètes en vue de la création de l'Agence réglementaire.	2020	Progrès en cours de révision
Éthiopie	Ministry of Water Irrigation and Electricity	Établir des dispositifs de mise en œuvre nationaux, coordonnés, inclusifs, dûment gérés, uniformisés et suivis pour les services EAH dans les établissements de santé et les écoles.	2020	Progrès en cours de révision
Gambie	Ministère de Santé	Accroître la proportion de la population gambienne ayant accès à l'eau potable de 89,6 % à 100 % d'ici à 2021.	2021	
Gambie	Ministère de Santé	Accroître la proportion de la population gambienne ayant accès à des installations d'assainissement améliorées de 64,9 % à 75 % d'ici à 2021.	2021	
Gambie	Ministry of Sanitation and Water Resources	Accroître la proportion des ménages gambiens disposant d'un endroit pour se laver les mains à l'eau et au savon de 30,3 % à 60 % (régions urbaines) et de 26 % à 50 % (régions rurales) d'ici à décembre 2021.	2021	Progrès en cours de révision
Ghana	Ministry of Sanitation and Water Resources	Nous ferons appliquer les lois existantes qui protègent les plans d'eau douce, et nous veillerons à ce que la planification et les plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau soient intégrés dans tous les aspects de la fourniture d'une eau salubre aux citoyens.	2030	Progrès en cours de révision
Ghana	Ministry of Sanitation and Water Resources	Nous augmenterons les financements publics afin d'améliorer l'accès à un approvisionnement fiable en eau salubre, d'éliminer la défécation à l'air libre, de développer des infrastructures de gestion des déchets solides et liquides et d'améliorer l'accès aux toilettes à domicile (notamment en faisant appliquer les règlements sur l'assainissement).	2030	Progrès en cours de révision
Ghana	Ministry of Sanitation and Water Resources	Nous relancerons le groupe de travail sectoriel en veillant à ce que le secteur privé, les partenaires au développement, les ONG et le monde universitaire offrent des ressources financières et techniques y siègent ensemble.	2030	Progrès en cours de révision
Guinée	Carbone Guinée	Mise en place d'une plateforme nationale de redevabilité d'acteurs de la société civile pour la mise en œuvre et le suivi de l'ODD6 d'ici 2020 en Guinée.	2019	
Guinée	Ministère de l'Environnement/ Direction Nationale de l'Assainissement et du Cadre de Vie	D'ici 2025, développer et mettre en oeuvre un plan national d'élimination de la défécation à l'air libre.	2025	Progrès en cours de révision
Guinée	Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique	D'ici 2020, mettre en place un mécanisme de coordination opérationnel intersectoriel du secteur Eau, Assainissement et Hygiène.	2020	Progrès en cours de révision
Guinée	Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique/ SNAPE	D'ici 2022, développer et mettre en oeuvre un programme d'appui aux communes pour la maîtrise d'ouvrages des services d'eau et d'assainissement.	2022	Progrès en cours de révision
Haiti	National Directorate of Drinking Water and Sanitation	Publication du cadre de régulation du Secteur et mettre en œuvre le mécanisme de suivi pour assurer le rapportage régulier de 100% des Régions.		Progrès en cours de révision
Haiti	National Directorate of Drinking Water and Sanitation	Assurer la prise en charge effective des fonctions opérationnels.		Progrès en cours de révision
Haiti	National Directorate of Drinking Water and Sanitation	Mise en place du service public d'EPA dans les communes à travers un protocole établi et signé entre le régulateur et la tutelle des municipalités.		Progrès en cours de révision
Haiti	National Directorate of Drinking Water and Sanitation	Mettre en place les conditions favorables pour: a) une augmentation annuelle de 3% de l'accès à un service public d'Eau Potable.		Progrès en cours de révision

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Honduras	Dirección Ejecutiva de AHJASA (ASOCIACIÓN HONDUREÑA DE JUNTAS ADMINISTRADORAS DE SISTEMAS DE AGUA	Promouvoir les processus de Développement des Capacités Locales pour l'administration efficace, la durabilité et la qualité et l'expansion des services d'Eau et d'Assainissement, avec l'engagement des différents acteurs gouvernementaux, notamment municipaux, la société civile, la coopération privée et externe.	2022	Progrès en cours de révision
Honduras	Consejo Nacional de Agua Potable y Saneamiento (CONASA)	Veiller à ce que le cadre institutionnel de l'eau et de l'assainissement prévale pour une coordination sectorielle et intersectorielle efficace entre les parties prenantes à tous les niveaux pour contribuer directement à l'atteinte des cibles de l'ODD 6, sans laisser personne de côté, en termes d'accès aux services d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène.	2022	Progrès en cours de révision
Honduras	Consejo Nacional de Agua Potable y Saneamiento (CONASA)	Faire des progrès pour atteindre les cibles de l'ODD 6 et réduire les écarts en renforçant le système de suivi national, en incorporant les systèmes stratégiques existants d'information, de réglementation et de contrôle, y compris le Système d'information sur l'eau en milieu rural (SIASAR) et le Système d'information réglementaire (SIRAP).	2022	Progrès en cours de révision
Honduras	Consejo Nacional de Agua Potable y Saneamiento (CONASA)	Promouvoir des mécanismes de financement pour répondre aux actions prioritaires du Plan national pour l'eau potable et l'assainissement d'ici 2022, en créant le Fonds national pour l'eau et l'assainissement (FONASAN) afin de garantir des ressources suffisantes pour atteindre les cibles de l'ODD 6 et réduire les inégalités.	2022	Progrès en cours de révision
Honduras	Dirección Ejecutiva de AHJASA (ASOCIACIÓN HONDUREÑA DE JUNTAS ADMINISTRADORAS DE SISTEMAS DE AGUA	Signer 100 contrats pour embaucher 100 professionnels techniques chargés de faciliter les processus de développement communautaire dans le domaine de l'eau et de l'assainissement dans les 500 premières communautés.	2022	Progrès en cours de révision
Inde	FANSA India Chapter	D'ici à la fin 2019, créer un mécanisme efficace de société civile (Groupe de travail national) qui évaluera régulièrement les avancées en matière d'EAH et la réalisation des ODD 6.1 et 6.2 en Inde et offrira des retours constructifs sur les politiques et les pratiques, notamment sur les mécanismes de suivi et d'évaluation des progrès.	2020	Progrès en cours de révision
Inde	FANSA India	D'ici à la fin de 2020, fournir à 200 OSC (au minimum) issues de 11 États de l'Inde des informations et des analyses sur l'état des services EAH et la mise en œuvre des ODD 6.1 et 6.2. Faciliter, en outre, le développement de stratégies de participation des OSC dans ces États et leur mise en œuvre en mettant l'accent sur des activités de plaidoyer fondées sur des preuves visant à ne laisser personne de côté et axées sur l'hygiène menstruelle.	2021	Progrès en cours de révision
Inde	FANSA India Chapter	Avant la fin de l'année 2019, renforcer les capacités des autorités locales au niveau du district et des fonctionnaires des OSC dans un district choisi de quatre États de l'Inde afin d'appuyer et de renforcer l'intégration de l'objectif visant à ne laisser personne de côté dans la mise en œuvre des programmes d'EAH et produire un rapport annuel dans ce domaine.	2020	Progrès en cours de révision
Inde	FANSA India Chapter	D'ici à la fin de l'année 2019, établir des initiatives de partenariat entre les OSC et les autorités locales dans quatre États de l'Inde et identifier des solutions pouvant être mises à l'échelle afin d'assurer l'accès à des toilettes pour les personnes handicapées et les personnes âgées et tirer annuellement des enseignements sur ce sujet.	2020	Progrès en cours de révision

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Inde	Banka BioLoo	Banka BioLoo fournira – en partenariat avec de grandes entreprises via leurs programmes de RSE – des installations d’assainissement durables sous forme de toilettes écologiques, ou « bioloos », à 250 000 étudiants issus principalement de familles à faible revenu.	2022	Progrès en cours de révision
Indonésie	National Development Planning Ministry	Accélérer la réalisation du Plan national d’élimination de la défécation à l’air libre ainsi que l’adoption de services d’assainissement gérés en toute sécurité.	2024	Progrès en cours de révision
Indonésie	National Development Planning Ministry	Offrir des sources de financement durables et novatrices pour pérenniser les services EAH, garantir l’accès des personnes pauvres à des services EAH durables et gérés en toute sécurité, et renforcer le partenariat avec divers acteurs, notamment dans le secteur privé, pour la prestation des services et la mobilisation des ressources.	2024	Progrès en cours de révision
Indonésie	National Development Planning Ministry	Renforcer l’apprentissage par les pairs dans le cadre des programmes de plaidoyer et de renforcement des capacités.	2024	Progrès en cours de révision
Iraq	UNICEF	En Iraq, davantage d’enfants et de familles bénéficient d’un accès amélioré à des services d’approvisionnement en eau, d’assainissement et d’hygiène gérés durablement, équitablement et en toute sécurité, y compris dans les communautés les plus vulnérables.	2021	Progrès en cours de révision
Kenya	Ministry of Water, Sanitation and Irrigation + WASH Alliance Kenya (CSO), WATSAN DPG (ESA), SEI, Amref, APHRC (R&L); Sanergy (PS)	Examiner la réactivité de l’environnement favorable en vue de le renforcer pour accélérer la réalisation des cibles des ODD 6.1 et 6.2.	2022	Progrès en cours de révision
Kenya	Ministry of Water, Sanitation and Irrigation + WASH Alliance Kenya (CSO), WATSAN DPG (ESA), SEI, Amref, APHRC (R&L); Sanergy (PS)	Renforcer le cadre de suivi et d’établissement de rapports sectoriels pour une responsabilisation accrue d’ici juin 2024.	2024	Progrès en cours de révision
Kenya	Ministry of Water, Sanitation and Irrigation + WASH Alliance Kenya (CSO), WATSAN DPG (ESA), SEI, Amref, APHRC (R&L); Sanergy (PS)	Développer une stratégie de financement de l’eau, de l’assainissement et de l’hygiène pour soutenir les plans d’investissement.	2023	Progrès en cours de révision
Kenya	Ministry of Water, Sanitation and Irrigation + WASH Alliance Kenya (CSO), WATSAN DPG (ESA), SEI, Amref, APHRC (R&L); Sanergy (PS)	Soutenir l’intensification des services d’eau, d’assainissement et d’hygiène à l’échelle nationale sans laisser personne de côté.	2022	Progrès en cours de révision
Kenya	Ministry of Water, Sanitation and Irrigation + WASH Alliance Kenya (CSO), WATSAN DPG (ESA), SEI, Amref, APHRC (R&L); Sanergy (PS)	Renforcer la coordination sectorielle pour une meilleure gouvernance d’ici décembre 2024.	2022	Progrès en cours de révision

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Lesotho	Ministry of Water	Poursuivre les actions de plaidoyer visant à augmenter l’enveloppe budgétaire dévolue au secteur de l’eau pour la période 2019-2020 par rapport à 2018-2019.	2019	Progrès en cours de révision
Lesotho	Ministry of Water	Accroître le budget national du secteur EAH de 5 % (ou d’un montant donné en dollars US) d’ici à 2023 afin d’accélérer la réalisation des ODD liés aux services EAH.	2023	Progrès en cours de révision
Lesotho	Ministry of Water and its affiliation authorities/projects, Ministry of Education, Ministry of Health, Ministry of Planning, Ministry of Finance and NGOs	Mettre fin à la pratique courante de la défécation à l’air libre d’ici à 2030 et améliorer les pratiques en matière d’hygiène dans les écoles, les établissements de santé et certaines communautés rurales.	2023	Progrès en cours de révision
Lesotho	Ministry of Water and its affiliation authorities/projects, Ministry of Education, Ministry of Health, Ministry of Planning, Ministry of Finance and NGOs	Améliorer l’accès aux services EAH de base dans les écoles.	2023	Progrès en cours de révision
Libéria	Liberia CSOs WASH Network	Nous travaillerons avec la Commission eau, hygiène et assainissement (EAH) et les autres parties prenantes pour mettre en place un Bureau des droits de l’homme au sein de la Commission EAH du Libéria, en vue de surveiller la situation des droits de l’homme dans le secteur EAH.	2020	
Libéria	Liberia CSOs WASH Network	Réseau d’OSC dans le secteur EAH : d’ici à juillet 2021, collaborer avec le Gouvernement du Libéria pour garantir que toutes les lois et politiques protègent les droits des personnes handicapées et des groupes marginalisés.	2021	
Libéria	Liberia CSOs WASH Network	Réseau d’OSC dans le secteur EAH : de juin 2019 à juillet 2021, encourager la redevabilité et la transparence grâce au plaidoyer budgétaire.	2021	
Libéria	National Water, Sanitation and Hygiene Commission of Liberia (NWSHCL)	Les engagements EAH de haut niveau pris dans le cadre du Programme du Libéria pour la prospérité et le développement en faveur des pauvres (PAPD) consistent à atteindre, d’ici à 2023 : un taux couverture de la population de 85 % pour les services d’alimentation en eau de base ; de 15 % pour les points d’eau gérés en toute sécurité ; de 25 % pour les services d’assainissement de base et de 5 % pour les services d’assainissement gérés en toute sécurité ; une suppression de la défécation à l’air libre dans 100 % des communautés ; l’approbation de 100 % des programmes des districts en faveur de l’EAH et un renforcement de 50 % des capacités humaines dans le secteur de l’EAH.	2023	Progrès en cours de révision
Libéria	National Water, Sanitation and Hygiene Commission of Liberia (NWSHCL)	Développer un système national de gestion des données et de l’information EAH avec une base de référence crédible sur EAH, y compris les déchets solides.	2023	Progrès en cours de révision
Libéria	National Water, Sanitation and Hygiene Commission of Liberia (NWSHCL)	Développer et mettre en œuvre la feuille de route de l’ATPC pour atteindre le statut FDAL.	2023	Progrès en cours de révision
Madagascar	Ministère de l’Energie, de l’Eau et des Hydrocarbures (MEEH)	Allouer environ 180 Millions USD pour les 3 années à venir (2019-2021), pour le secteur EAH (dont environ 40 Millions USD pour l’assainissement et l’Hygiène). Le Ministère en charge de l’EAH va continuer de plaider pour que cet engagement augmente de 25% dès cette année 2019.	2021	Progrès en cours de révision

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Madagascar	Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Hydrocarbures (MEEH)	Augmenter de 70% le taux d'accès à l'eau potable avant fin 2023 Atteindre 90% de personnes "Open Defecation Free" avant fin 2023.	2023	Progrès en cours de révision
Madagascar	Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Hydrocarbures (MEEH)	Finaliser avant la fin de cette année 2019 les documents cadres régissant les objectifs, les engagements et les cadres logiques (Sans être exhaustif, au moins les suivants : Politique et Plan Sectoriel EAH, la partie EAH du Plan d'Émergence de Madagascar, Le plan National d'investissement et la stratégie de pérennisation des interventions en EAH, le code de l'Eau), qui feront office de feuille de route pour atteindre les ODD.	2019	Progrès en cours de révision
Madagascar	OSCEAH (organisation de la Société Civile Eau Assainissement Hygiène)	Identifier d'ici 8 mois les 3 bonnes pratiques pour améliorer l'accès à l'EAH des zones les plus pauvres et les plus inaccessibles et les remettre au gouvernement pour être mis en œuvre.	2020	
Madagascar	OSCEAH (organisation de la Société Civile Eau Assainissement Hygiène)	Tous les 6 mois après le HLM, la société civile va suivre la mise en œuvre des engagements du pays avec le gouvernement et les autres acteurs.	2020	Progrès en cours de révision
Madagascar	OSCEAH (organisation de la Société Civile Eau Assainissement Hygiène)	A partir de cette année 2019, Participation de la Société Civile au plaidoyer avec le ministère pour augmenter le financement du secteur pour assurer l'ODD en 2030.	2030	Progrès en cours de révision
Malawi	Ministry of Agriculture, Irrigation and Water Development	Revoir la politique nationale en matière d'assainissement afin de prendre en compte les problématiques des plus démunis, mais aussi d'examiner l'ensemble de la chaîne de valeur de l'assainissement d'ici à décembre 2019.	2019	
Malawi	WES NETWORK	WESNET s'engage à recenser les technologies sanitaires et les stratégies de financement qui favoriseront un meilleur accès à l'assainissement élémentaire parmi les groupes marginalisés et les plus pauvres d'ici décembre 2019.	2020	
Malawi	WES NETWORK	Initier et appuyer tous les efforts visant à mettre en pratique les résultats des études, notamment de l'étude Last Mile, d'ici à décembre 2020.	2020	
Malawi	WaterAid	Soutien à l'innovation et à la recherche sur la thématique EAH dans les institutions publiques, y compris dans le cadre du développement de la petite enfance (en vue de l'élimination des inégalités) d'ici à juillet 2020.	2020	
Malawi	WES NETWORK	WESNET s'engage à recenser les technologies sanitaires et les stratégies de financement qui favoriseront un meilleur accès à l'assainissement élémentaire parmi les groupes marginalisés et les plus pauvres d'ici décembre 2024.	2024	
Malawi	WES NETWORK	WESNET s'engage également à mobiliser ses membres pour élaborer et mettre en œuvre son plan d'action visant à éliminer la défécation à l'air libre jusqu'au dernier kilomètre, et pour appuyer tous les efforts destinés à mettre en application la recherche d'ici décembre 2020.	2020	
Malawi	National Sanitation and Hygiene Technical Committee	Éliminer la défécation à l'air libre d'ici à 2024.	2024	
Malawi	Ministry of Agriculture, Irrigation and Water Development	Élaborer des mécanismes et une stratégie de financement visant à ne laisser personne de côté (en se fondant sur les résultats de l'étude Last Mile menée par le groupe de travail national dans le cadre du financement public du développement en novembre 2019).	2019	

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Malawi	Ministry of Forestry and Natural Resources	Développer une stratégie de financement du secteur EAH résilient au changement climatique d'ici septembre 2022.	2022	
Maldives	WATERCARE	WATERCARE D'ici à 2030, diffuser largement les informations relatives à l'objectif de développement durable 6 (ODD 6) parmi les parties prenantes sectorielles et non sectorielles.	2020	
Maldives	Ministry of Environment	L'engagement du Gouvernement en matière d'eau et d'assainissement consiste à fournir de l'eau potable et des installations d'assainissement adéquates sur les îles avant la fin du mandat de cinq ans.	2023	
Maldives	WATERCARE	En 2019, collaborer avec d'autres OSC pour adopter la stratégie de mise en œuvre de l'ODD 6 des OSC développée en 2018 et dirigée par WATERCARE.	2020	
Maldives	WATERCARE	Œuvrer à la mise en place d'un service d'appui pour améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement aux Maldives. Instaurer des Fiches d'appréciation citoyenne sur l'accès à l'eau et l'assainissement, la sécurité sanitaire de l'eau et la sécurité hydrique.	2020	
Maldives	WATERCARE	Développer un programme de sensibilisation pour promouvoir un meilleur suivi de l'ODD 6 et la participation des OSC au rapport du GLAAS (analyse et évaluation mondiales sur l'assainissement et l'eau potable) et du JMP (Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement).	2020	Progrès en cours de révision
Maldives	WATERCARE	Obtenir l'engagement de dix OSC et aider les partenaires au développement à rendre compte de la mise en œuvre de l'ODD 6 et des progrès accomplis.	2020	
Mali	CN-CIEPA/WASH	Plaidoyer à l'endroit du gouvernement afin que l'accès à l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement soit une priorité dans le document de référence nationale, (Cadre de Relance Economique et Développement Durable 2019-2023).	2019	
Mali	CN-CIEPA/WASH	Conduire un plaidoyer pour que l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement soit un droit constitutionnel dans le cadre de la révision constitutionnelle en cours.	2019	
Mali	CN-CIEPA/WASH	Interpeller annuellement le gouvernement sur l'état de mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de l'ODD 6.	2023	
Mali	Ministry of Energy and Water	Adopter par décret les nouveaux documents de politiques nationales de l'eau, de l'assainissement avec leurs programmes de mise en œuvre d'ici fin 2020.	2020	
Mali	Ministry of Energy and Water	D'ici 2022, élaborer une nouvelle Stratégie Nationale de Développement de l'AEP.	2022	
Mali	Ministry of Energy and Water	D'ici 2022, élaboration de nouvelles stratégies nationales d'assainissement.	2022	
Mali	Ministry of Energy and Water	Tenir un dialogue sur le financement du secteur lors du Cadre de concertation de 2020.	2020	
Mali	Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau (MMEE) & Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (MEADD)	Accélérer le taux d'accès à l'eau potable des populations de 2 points en pourcentage par an, soit 800 000 personnes par an.	2023	
Mali	Enabel	Aligner l'intervention des PTF sur les priorités du Gouvernement, sur la base d'une feuille de route issue du Cadre de concertation des acteurs du secteur à partir de l'édition de 2019.	2022	
Mali	Uduma Mali	Contribuer à la réduction des disparités d'accès à l'eau potable à travers des investissements dans le milieu rural.	2023	

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Mali	Uduma Mali	Renforcer le PPP pour la gestion de la délégation de service public.	2023	
Mali	Ecole Nationale d'Ingénieurs ABT	Conduire de recherches sur la disponibilité quantitative et qualitative des ressources en eau, et production d'informations scientifiques en rapport avec les changements climatiques et la demande sociale.	2023	
Mauritanie	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Programme visant à construire 230 réseaux d'alimentation en eau potable dans les zones rurales de Mauritanie d'ici fin 2021.	2021	Progrès en cours de révision
Mauritanie	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Programme visant à réaliser l'assainissement familial dans 2000 nouvelles localités d'ici fin 2021.	2021	Progrès en cours de révision
Mauritanie	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Révision de la stratégie nationale de développement du secteur eau et assainissement d'ici 2030.	2020	Progrès en cours de révision
Maroc	Ministère de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau	Améliorer le taux d'accès durable à l'eau potable dans le milieu rural, en vue de sa généralisation.	2030	Progrès en cours de révision
Mongolie	Ministry of Construction and Urban Development	Garantir la réalisation des objectifs EAH nationaux définis par la Vision du développement durable de la Mongolie à l'horizon 2030, en s'attachant en priorité aux objectifs relatifs à l'eau potable gérée en toute sécurité (80 %) et aux installations sanitaires gérées en toute sécurité (40 %) d'ici à 2020.	2020	Progrès en cours de révision
Mozambique	Ministry of Public Works, Housing and Water Resources	Eradicate open defecation by 2025 and guarantee universal access to safe sanitation by 2030.	2025	Progrès en cours de révision
Mozambique	Ministry of Finance and Ministry of Public Works, Housing and Water Resources	Le Ministère des Finances, avec l'appui du Ministère des Travaux Publics, du Logement et des Ressources en Eau et du Ministère de l'Administration de l'Etat et des Services Publics, veillera à ce que le budget annuel d'investissement interne dédié à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement soit augmenté de 0,5% par rapport au Total Budget interne d'ici 2026 et que 40 % du budget de l'assainissement soit consacré à l'assainissement rural et périurbain.	2026	Progrès en cours de révision
Mozambique	Ministry of Public Works, Housing and Water Resources	Veiller à ce que le système national d'information sur le secteur de l'eau et de l'assainissement (SINAS) soit doté de ressources et de personnel suffisants et qu'il soit pleinement opérationnel dans 10 provinces et dans les 154 districts d'ici 2019.	2019	Progrès en cours de révision
Myanmar	DRD, Ministry of Agriculture, Livestock and Irrigation; DPHE, Ministry of Health and Sport; DBE, Ministry of Education	D'ici à 2020, faire en sorte que 70 % des personnes vivant en zone rurale aient accès à une source d'eau améliorée.	2020	Progrès en cours de révision
Myanmar	DRD, Ministry of Agriculture, Livestock and Irrigation; DPHE, Ministry of Health and Sport; DBE, Ministry of Education	D'ici à 2020, relier 1 million de personnes vivant en zone rurale au réseau d'approvisionnement en eau.	2020	Progrès en cours de révision
Myanmar	DRD, Ministry of Agriculture, Livestock and Irrigation; DPHE, Ministry of Health and Sport; DBE, Ministry of Education	D'ici à 2020, 50 % du territoire déclaré sans défécation à l'air libre et 80 % d'accès à des services d'assainissement sûrs.	2020	Progrès en cours de révision

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Myanmar	DRD, Ministry of Agriculture, Livestock and Irrigation; DPHE, Ministry of Health and Sport; DBE, Ministry of Education	D'ici à 2025, faire en sorte que 85 % des personnes vivant en zone rurale aient accès à une source d'eau améliorée.	2025	Progrès en cours de révision
Myanmar	DRD, Ministry of Agriculture, Livestock and Irrigation; DPHE, Ministry of Health and Sport; DBE, Ministry of Education	D'ici à 2025, relier 4 millions de personnes vivant en zone rurale au réseau d'approvisionnement en eau.	2025	Progrès en cours de révision
Myanmar	DRD, Ministry of Agriculture, Livestock and Irrigation; DPHE, Ministry of Health and Sport; DBE, Ministry of Education	D'ici à 2025, 75 % du territoire déclaré sans défécation à l'air libre et 90 % d'accès à des services d'assainissement sûrs.	2025	Progrès en cours de révision
Namibie	UNICEF	L'UNICEF appuiera le développement du système d'information sur l'approvisionnement en eau afin d'assurer la disponibilité et l'utilisation de données ventilées d'ici à 2021.	2021	Progrès en cours de révision
Namibie	UNICEF	L'UNICEF renforcera les capacités des ministères compétents afin d'intensifier l'élimination de la défécation à l'air libre dans les zones rurales et les établissements informels grâce à la participation des communautés à l'ATPC d'ici à 2020.	2021	Progrès en cours de révision
Namibie	UNICEF	L'UNICEF plaide en faveur de la création d'un environnement propice auprès des ministères du secteur afin d'éliminer la défécation à l'air libre d'ici à 2021.	2021	Progrès en cours de révision
Népal	Ministry of Water Supply	D'ici à 2020, adopter les lois et réglementations sur les services EAH, y compris le cadre institutionnel, pour améliorer la gouvernance dans le secteur.	2020	Progrès en cours de révision
Népal	Ministry of Water Supply	D'ici à 2020, révision et adoption du plan de développement du secteur EAH, y compris de la stratégie de financement du secteur, en tant que programme commun pour tous les échelons du Gouvernement et les partenaires de développement, avec des engagements en faveur d'accords de financement à long terme s'assurant premièrement de ne laisser personne de côté.	2020	Progrès en cours de révision
Népal	Ministry of Water Supply	D'ici à 2020, le Ministère de l'approvisionnement en eau lancera une approche EAH à l'échelle sectorielle avec un diagnostic précis des engagements/de la redevabilité mutuelle des autorités et des donateurs, ainsi que des mécanismes d'examen, afin d'évaluer les progrès de manière régulière et de veiller à la bonne prise en compte des résultats.	2020	Progrès en cours de révision
Népal	Ministry of Water Supply	D'ici à 2020, établir et mettre en œuvre le cadre de suivi du secteur et le système de gestion de l'information avec des données ventilées conformément au plan de développement du secteur et au contexte fédéral, avec des critères de réglementation définis.	2020	Progrès en cours de révision
Népal	Ministry of Water Supply	D'ici à 2019, lancer l'élaboration de 75 plans EAH chiffrés pour les autorités locales, garantissant l'accès aux services EAH pour les secteurs prioritaires dans le domaine social et celui des infrastructures, conformément au plan de développement du secteur et aux ODD.	2019	Progrès en cours de révision
Népal	Ministry of Water Supply	D'ici à 2020, élaborer et mettre en œuvre le Plan directeur de renforcement des capacités dans le secteur EAH aux trois échelons des pouvoirs publics.	2020	Progrès en cours de révision
Népal	Ministry of Water Supply	D'ici à 2020, établir des références et normes à l'échelle nationale pour les services EAH et des échelles de services, notamment en matière de qualité de l'eau, d'assainissement et de gestion des eaux usées.	2020	Progrès en cours de révision

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Niger	Ministry of Water and Sanitation	Atteindre un taux d'accès basique à l'eau potable en milieu rural à 50%.		Progrès en cours de révision
Niger	Ministry of Water and Sanitation	Atteindre un taux d'accès basique à l'assainissement à 40%.		Progrès en cours de révision
Niger	Ministry of Water and Sanitation	L'élaboration et mise en œuvre d'une stratégie pour la mobilisation de financement.		Progrès en cours de révision
Niger	Ministry of Water and Sanitation	L'élaboration de la politique nationale de l'eau et d'hygiène et d'assainissement sur la base des enjeux de l'ODD6.		Progrès en cours de révision
Nigéria	WSSCC	Soutien à l'État nigérian de Cross River pour qu'il devienne le premier État à éliminer la défécation à l'air libre.	2020	
Nigéria	SOCIETY FOR WATER AND SANITATION -(NEWSAN)	NEWSAN s'engage à consolider les messages et les activités de plaidoyer et à intervenir auprès des décideurs pour qu'ils rendent compte du respect des engagements pris par le Nigéria en faveur de l'EAH en 2014 et 2019 dans le cadre du partenariat SWA et de la déclaration de Ngor, d'ici à 2025.	2025	
Nigéria	Zenith Water Projects Ltd	Création et renforcement de trois catégories d'organisations du secteur privé en matière d'EAH au sein des autorités locales et des États du Nigéria et nomination de différents points focaux au sein de ces mêmes États et autorités locales afin de fournir des innovations, des technologies et des financements privés dans le secteur de l'assainissement et de l'eau.	2019	Progrès en cours de révision
Nigéria	Zenith water Projects Ltd	S'appuyer sur les points focaux dans les différents États afin de recueillir des données vérifiables sur la disponibilité des programmes d'assainissement ruraux et les besoins en matière d'assainissement, en particulier dans les communautés les plus vulnérables qui ont besoin d'aide, avec l'objectif final de veiller à ce que personne ne soit laissé de côté.	2019	Progrès en cours de révision
Nigéria	Zenith water Projects Ltd	Développement de modèles financiers et technologiques à moindre coût pour mettre en place des systèmes complets d'assainissement dans les zones rurales et mobilisation des investisseurs privés au sein de la chaîne de valeur de l'assainissement avec l'appui du Gouvernement et d'autres circonscriptions.	2021	Progrès en cours de révision
Nigéria	FEDERAL MINISTRY OF WATER RESOURCES	L'internalisation du plan d'action national EAH par le gouvernement infranational et le développement d'un plan d'action WASH spécifique à l'État et l'opérationnalisation du programme PEWASH d'ici la fin de 2019.	2019	
Nigéria	FEDERAL MINISTRY OF WATER RESOURCES	Application de la stratégie de communication pour mettre en œuvre la campagne nationale d'élimination de la défécation à l'air libre d'ici à 2020.	2020	
Nigéria	FEDERAL MINISTRY OF WATER RESOURCES	Réviser les indicateurs du système de gestion de l'information (SGI) EAH pour intégrer des données ventilées sur les inégalités d'accès aux services EAH d'ici à la fin 2019, déployer le SGI des services EAH dans 14 États supplémentaires d'ici à 2021 et réaliser chaque année l'enquête WASH-NORM.	2021	
Nigéria	SOCIETY FOR WATER AND SANITATION -(NEWSAN)	NEWSAN intensifiera sa collaboration avec les gouverneurs des États sur une base individuelle par l'intermédiaire du Forum des gouverneurs du Nigéria (NGF) et recueillera l'appui et les préoccupations des législateurs aux échelons national et fédéral afin de favoriser et d'améliorer la fourniture des services EAH, dans l'objectif d'éliminer la défécation à l'air libre à l'échelle nationale d'ici à 2025.	2025	
Nigéria	SOCIETY FOR WATER AND SANITATION -(NEWSAN)	NEWSAN s'engage à collaborer avec le Gouvernement et à plaider pour l'instauration d'un mécanisme adapté et d'un environnement propice qui orienteront la participation du secteur privé au soutien et à la fourniture des services et installations EAH et accéléreront la réalisation des objectifs visant à éliminer la défécation à l'air libre, d'ici à 2025.	2025	

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Nigéria	WSSCC	Le WSSCC s'engage à fournir un appui jusqu'en 2020, une première étape conforme au cadre national du Nigéria jusqu'en 2025.	2020	
Ouganda	Ministère de Santé, UNICEF	Réduire la défécation à air libre de 7% de la population à 0%.	2030	Progrès en cours de révision
Ouganda	Ministère de Santé	Mettre en place un système de gestion des données en temps réel.	2022	Progrès en cours de révision
Ouganda	UWASNET, Ministère de Santé	Évaluation et compilation des inégalités en Ouganda, dirigée par le réseau de la société civile UWASNET.	2022	Progrès en cours de révision
Pakistan	Punjab Urban Resource Centre/ FANSA	D'ici décembre 2020, créer des plateformes nationales et provinciales destinées à centraliser l'action des OSC autour de l'ODD 6 : représentation, renforcement des capacités, planification conjointe, plaidoyer, gestion des connaissances.	2020	Progrès en cours de révision
Pakistan	AWF Pvt Ltd	Soutenir au moins 10 organisations du secteur privé/des entreprises dans la mise en place d'un Pakistan propre et vert.	2019	Progrès en cours de révision
Pakistan	AWF Pvt Ltd	Travailler avec le gouvernement et les organisations du secteur privé à l'élaboration de lignes directrices/processus de participation des organisations du secteur privé à la promotion d'un environnement favorable à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène.	2020	Progrès en cours de révision
Pakistan	Punjab Urban Resource Centre/ FANSA	D'ici à décembre 2020, favoriser les collaborations formelles axées sur l'actualisation des ODD dans le cadre de forums officiels réunissant les ministères et les départements concernés, le secteur privé, des universitaires et des agences de soutien extérieures (gros plan sur l'initiative Clean Green Pakistan), et consolider le mécanisme de redevabilité mutuelle (y compris les engagements pris par le Gouvernement et les autres groupes constitutifs).	2020	Progrès en cours de révision
Pakistan	The Able Plus Research Center (ApRec)	ApRec effectuera une analyse multipartite dans WASH au Pakistan pour identifier les goulots d'étranglement sur la base du cadre SWA.	2022	Progrès en cours de révision
Palestine	Palestinian Water Authority	Institutionnaliser l'exploitation et l'entretien des infrastructures d'eau et d'assainissement défaillantes.	2022	Progrès en cours de révision
Palestine	Palestinian Water Authority	Nécessité d'investir dans des solutions utilisant des énergies renouvelables pour lutter contre les coupures de courant chroniques.	2022	Progrès en cours de révision
Palestine	Palestinian Water Authority	Renforcer le contrôle qualité et la réglementation de l'alimentation en eau.	2022	Progrès en cours de révision
Palestine	Palestinian Water Authority	Explorer les options de financement novatrices pour le développement des infrastructures.	2022	Progrès en cours de révision
Palestine	Palestinian Water Authority	Poursuivre les efforts de réforme du secteur conformément à la Loi sur l'eau de 2014.	2022	Progrès en cours de révision
Panama	Ente Rector MINSAs como Presidente del CIAPAS	Suivi et contrôle de la Politique nationale sur l'eau potable et l'assainissement.	2019	Progrès en cours de révision
Panama	Consejo Nacional del Agua (CONAGUA)	Diffusion, suivi et contrôle du Plan national pour la sécurité hydrique 2015-2050 : De l'eau pour tous.	2050	Progrès en cours de révision
Panama	MINSAs-DISAPAS	Renforcement de la gestion communautaire de l'eau grâce aux Conseils des administrateurs des aqueducs en zone rurale (JAAR).	2030	Progrès en cours de révision
Paraguay	Centro de Estudios Ambientales y Sociales	Promouvoir la participation active des parties prenantes grâce à la création de forums de réflexion et d'idéation (société civile, universitaires et entreprises) afin de générer des apports significatifs et innovants au processus de reformulation et de promotion du Plan national d'accès à l'eau potable et l'assainissement au cours de l'année 2020.	2020	

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Paraguay	Centro de Estudios Ambientales y Sociales - CEAMSO	Accompagner le processus de production et d'harmonisation des informations du secteur de l'eau potable et de l'assainissement durant l'année 2020, en offrant des espaces pour la validation des concepts et en élaborant des méthodes pour adapter progressivement les concepts au cadre institutionnel à partir de l'année 2021.	2021	
Paraguay	Centro de Estudios Ambientales y Sociales - CEAMSO	Encourager l'inclusion des questions de genre au sein du Plan national d'accès à l'eau potable de manière globale et plus particulièrement, au sein de la gestion communautaire de l'eau, en élaborant des manuels et des méthodologies à suivre dans chaque organisation communautaire du pays d'ici à 2022.	2022	
Paraguay	Ministerio de Obras Públicas y Comunicaciones (MOPC)	Poursuivre et achever le programme actuel d'infrastructures pour l'assainissement intitulé « MEJORAMIENTO DEL SISTEMA INTEGRADO AGUA » (Amélioration du système intégral pour l'eau).	2025	
Paraguay	Dirección de Agua Potable y Saneamiento- Ministerio de Obras Públicas y Comunicaciones	Disseminate, structure and update the National Plan for Drinking Water and Sanitation (PNAPS).	2023	
Paraguay	Dirección de Agua Potable y Saneamiento- Ministerio de Obras Públicas y Comunicaciones	Organiser et définir des nomenclatures et des classifications normalisées pour le secteur de l'eau et de l'assainissement et établir de nouveaux dispositifs institutionnels.	2022	
Pérou	Ministerio de Vivienda Construcción y Saneamiento	Développer la planification à l'échelle régionale visant à mettre en place de services d'assainissement durables et de qualité, dans l'optique de combler les écarts existants en matière d'infrastructures. Veiller à ce que les acteurs du secteur agissent de manière synchronisée et coordonnée avec les prestataires de services œuvrant dans les zones urbaines et rurales.	2021	Progrès en cours de révision
Pérou	Ministerio de Vivienda Construcción y Saneamiento	Planifier les investissements à court et à moyen terme destinés aux services d'approvisionnement en eau potable, au réseau d'assainissement et au traitement des eaux usées aux échelles nationale, régionale et locale et par type de prestataire.	2021	Progrès en cours de révision
Pérou	Ministerio de Vivienda Construcción y Saneamiento	La politique nationale d'assainissement vise à garantir l'accès aux services d'assainissement à toute personne vivant en zone urbaine d'ici 2021 et à réaliser un assainissement universel durable d'ici 2030.	2021	Progrès en cours de révision
RDP Lao	Ministry of Health, Ministry of Public Works and Transport	D'ici à 2025, toute la population lao vivra dans un environnement où la défécation à l'air libre aura disparu. Personne ne sera laissé de côté.	2025	Progrès en cours de révision
RDP Lao	Ministère de Santé	D'ici à 2019, un Comité national pour l'EAH aura été créé pour orienter la mise en œuvre des politiques publiques relatives aux services EAH.	2019	Progrès en cours de révision
RDP Lao	Ministry of Public Works and Transport	D'ici à 2020, la création d'un fonds national d'affectation spéciale pour le secteur EAH sera actée en vue de la prestation de services durables.	2020	Progrès en cours de révision
République centrafricaine	Direction Generale Des Ressources Hydrauliques	Fournir l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour 500,000 personnes additionnelles en particulier les personnes les plus vulnérables d'ici fin 2021.	2021	Progrès en cours de révision

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
République centrafricaine	Ministère du Developpement de l'Energie et des Ressources Hydrauliques/ Direction generale des Ressources Hydrauliques	Réviser la Politique et les stratégies nationales en matiere d'hygiene, d'eau et d'assainissement (EHA) selon les ODD en mettant l'accent sur la réduction des inégalités et l'équité d'ici decembre 2019.	2019	Progrès en cours de révision
République centrafricaine	Ministère du developpement de l'Energie et des Ressources Hydrauliques/ Direction Generale des Ressources Hydrauliques	Rendre opérationnel le Fonds National de l'Eau et de l'Assainissement avec une ligne budgétaire spécifique pour l'assainissement et l'Hygiène d'ici decembre 2020.	2020	Progrès en cours de révision
République centrafricaine	Ministère du Developpement de l'Energie et des Ressources Hydrauliques	Réduire la proportion de personnes pratiquant la défécation à l'air libre et garantir l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour 500,000 personnes additionnelles en particulier les personnes les plus vulnérables d'ici fin 2021.	2021	Progrès en cours de révision
République centrafricaine	UNICEF	Appuyer le Gouvernement pour rendre opérationnel le Fonds National de l'Eau et de l'Assainissement avec une ligne budgétaire spécifique pour l'assainissement et l'Hygiène d'ici decembre 2020.	2020	Progrès en cours de révision
République centrafricaine	UNICEF CENTRAFRIQUE	Appuyer le Gouvernement dans la révision de la Politique et de la Stratégie nationales pour l'EAH conformément aux ODD.	2019	Progrès en cours de révision
République centrafricaine	UNICEF CENTRAFRIQUE	Fournir un appui technique au Gouvernement pour la mise en service du Fonds national pour l'eau et l'assainissement d'ici à 2020.	2020	Progrès en cours de révision
République centrafricaine	UNICEF CENTRAFRIQUE	Appuyer le Gouvernement en vue d'éliminer la défécation à l'air libre et d'améliorer l'accès à l'eau potable et à des services élémentaires d'assainissement.	2021	Progrès en cours de révision
République démocratique du Congo	Ministère du Plan	Réduire de moitié la population, rurale et semi urbaine, n'ayant pas accès à l'eau potable et à l'assainissement.	2021	Progrès en cours de révision
République démocratique du Congo	Ministère du Plan	Elaborer les mesures d'application de la loi relative à l'eau.	2021	Progrès en cours de révision
République démocratique du Congo	Ministère du Plan	Elaborer la feuille de route du secteur de l'eau.	2020	
Rwanda	UNICEF Rwanda CO	Apporter un appui technique et participer aux dialogues nationaux multipartites de l'exercice 2019-2020 (examen sectoriel conjoint rétrospectif, examen sectoriel conjoint prospectif, examen sectoriel annuel).	2020	Progrès en cours de révision
Rwanda	UNICEF Rwanda CO	Apporter un appui technique et financier au développement et à la mise en œuvre de la Sous-stratégie nationale sur le lavage des mains menée par le Ministère de la santé pour l'exercice 2019-2020.	2020	Progrès en cours de révision
Rwanda	UNICEF Rwanda CO	Apporter un appui technique et financier à la ville de Kigali et à d'autres parties prenantes en vue de cartographier les parties prenantes et les services, d'identifier les composantes d'un environnement propice et de développer une feuille de route pour la gestion des boues fécales à Kigali durant l'exercice 2019-2020.	2020	Progrès en cours de révision

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Rwanda	UNICEF Rwanda CO	Apporter un appui technique et financier à l'examen de la gamme tarifaire rurale de l'eau, notamment par le biais d'une étude représentative à l'échelle nationale sur l'accès à l'eau dans les zones rurales, et proposer un système tarifaire et une méthodologie de fixation des prix pour l'Autorité de régulation des services publics du Rwanda (RURA) pour l'exercice 2019-2020.	2020	Progrès en cours de révision
Rwanda	UNICEF Rwanda CO	Appuyer le Ministère des infrastructures, le Ministère de la santé et le Ministère des finances et de la planification économique dans la mise en œuvre de Track Fin en 2020.	2020	Progrès en cours de révision
Sierra Leone	Ministry of Finance	Augmenter les dotations budgétaires publiques aux services EAH de 3 % à 10 % du PIB d'ici à 2023 et intensifier la mobilisation des ressources nationales en faveur des services EAH.	2023	Progrès en cours de révision
Sierra Leone	Ministry of Water Resources	Repandre le Plan d'action pour les ODD relatifs aux services EAH en fixant des échéances réalistes.	2023	Progrès en cours de révision
Sierra Leone	Ministry of Water Resources	Réduire la défécation à l'air libre de 17 % à 11 % d'ici à 2023 et mettre en œuvre un assainissement à grande échelle pour que personne ne soit laissé de côté.	2023	Progrès en cours de révision
Sierra Leone	UNICEF	Appuyer les efforts du Gouvernement en matière de suivi et d'évaluation de ses performances pour la réalisation des ODD, notamment en matière de génération de données pour favoriser la mise en œuvre.	2019	Progrès en cours de révision
Sierra Leone	UNICEF	Appuyer les efforts du Gouvernement pour éliminer la défécation à l'air libre et améliorer l'accès à des services élémentaires d'assainissement, et en particulier développer une feuille de route nationale pour l'élimination de la défécation à l'air libre et mettre en place des systèmes d'assainissement à une échelle suffisante (tout en s'assurant de ne laisser personne de côté).	2019	Progrès en cours de révision
Sierra Leone	WASH-Net Sierra Leone	En tant qu'OSC sierra-léonaises, nous nous engageons à suivre les progrès accomplis par rapport aux engagements.	2022	Progrès en cours de révision
Sierra Leone	WASH-Net Sierra Leone	En tant qu'OSC sierra-léonaises, nous nous engageons à prendre en compte la volonté politique manifestée par le gouvernement et à soutenir la mise en œuvre des engagements de SWA, le cas échéant.	2022	Progrès en cours de révision
Sierra Leone	WASH-Net Sierra Leone	En tant qu'OSC sierra-léonaises, nous nous engageons à améliorer la coordination et l'engagement dans le partenariat SWA et le secteur EAH.	2022	Progrès en cours de révision
Somalie	UNICEF	L'UNICEF appuiera la finalisation de la Politique nationale pour l'EAH afin qu'elle soit approuvée par le Cabinet fédéral.	2020	Progrès en cours de révision
Somalie	Ministère de Santé	Développer un plan national d'EAH et le finaliser, puis le faire approuver au niveau du Cabinet d'ici à 2019.	2019	Progrès en cours de révision
Somalie	Ministère de Santé	Traduire le protocole d'ATPC dans la langue locale et le faire adopter à l'échelle nationale d'ici à 2019.	2019	Progrès en cours de révision
Somalie	Ministère de Santé	Développer et finaliser le plan stratégique du secteur EAH pour la Somalie avec un cadre de suivi et d'évaluation d'ici à 2019.	2019	Progrès en cours de révision
Somalie	UNICEF	L'UNICEF appuiera la finalisation du Plan stratégique national du secteur EAH et du cadre de suivi et d'évaluation.	2020	Progrès en cours de révision
Somalie	UNICEF	L'UNICEF fournira un appui au Ministère de la santé en matière de développement des nouvelles directives et des nouveaux protocoles et supports de formation dans le domaine de l'ATPC ainsi que d'un réseau de maîtres formateurs afin d'élargir la mise en place de l'ATPC à l'échelle du pays.	2020	Progrès en cours de révision
Soudan	Ministry of Water Resources and Irrigation	Adopter une approche interministérielle coordonnée afin d'obtenir et de garantir une mobilisation pleine et entière, tout en démontrant un fort leadership gouvernemental en vue de réaliser l'ODD 6.2 relatif à la couverture sanitaire.		Progrès en cours de révision

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Soudan	Ministry of Water Resources and Irrigation	Mettre en pratique une approche collaborative avec l'ensemble des acteurs étatiques et non étatiques, prévoyant notamment la participation des communautés à la planification et à la mise en œuvre des interventions relatives à l'assainissement.		Progrès en cours de révision
Soudan	Ministry of Water Resources and Irrigation	Renforcer le suivi et l'évaluation dans le secteur EAH.		Progrès en cours de révision
Soudan	Ministry of Water Resources and Irrigation	Élaborer la « feuille de route » relative à l'assainissement et à l'hygiène.		Progrès en cours de révision
Soudan	Ministry of Water Resources and Irrigation	Consolider le système de gestion des informations relatives au secteur EAH.		Progrès en cours de révision
Sri Lanka	Centre for Environmental Justice/FANSA Sri Lanka	D'ici à décembre 2019, encourager la reformation du Comité WATSAN ; en vue de cet objectif, apporter une assistance au Ministère chargé de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.	2019	Progrès en cours de révision
Sri Lanka	Centre for Environmental Justice / FANSA Sri Lanka	Encourager le Gouvernement du Sri Lanka à atteindre les cibles 6.1 et 6.2 dans le domaine de l'assainissement d'ici à 2025 et continuer de mener la campagne « Ne laisser personne de côté » pour réaliser 50 % de cet objectif d'ici à 2022.	2022	Progrès en cours de révision
Sri Lanka	Centre for Environmental Justice / FANSA Sri Lanka	Réorganiser FANSA Sri Lanka et rassembler au moins 20 organisations sur la plateforme d'ici à 2020 pour encourager la réalisation des engagements relatifs aux ODD.	2020	Progrès en cours de révision
Soudan	Environmental Initiative for Sustainable Development (Envl)	Le Gouvernement identifie et reconnaît le rôle joué ou à jouer par le secteur privé.	2019	
Soudan	Ministry of Water Resources,Irrigation &Electricity	Le Gouvernement lance le Plan national pour l'ODD 6 et commence sa mise en œuvre pour parvenir d'ici à 2030 à un accès universel et durable de la population à des services EAH de base, dans des conditions équitables.	2020	Progrès en cours de révision
Soudan	Federal Ministry of Health	Le Gouvernement s'engage à déployer et à financer la feuille de route nationale visant à éliminer la défécation à l'air libre au Soudan d'ici à 2022.	2022	
Soudan	Ministry of Water Resources,Irrigation &Electricity	Le Ministère des Ressources en eau, de l'Irrigation et de l'Électricité étant la principale institution responsable du secteur, il créera, en concertation avec les parties prenantes, un forum de coordination générale du secteur national de l'EAH qui aura pour tâche de guider et d'harmoniser la planification sectorielle, la mise en œuvre, le suivi et la mobilisation des ressources dans les contextes du développement et de l'action humanitaire.	2020	Progrès en cours de révision
Soudan	Environmental Initiative for Sustainable Development (Envl)	Les OSC, y compris les ONGI, les ONGN, veillent au respect de leurs engagements en matière de promotion et de fourniture de services, de sensibilisation, de suivi et d'évaluation, de plaidoyer et de reddition des comptes.	2019	
Soudan	Environmental Initiative for Sustainable Development (Envl)	Renforcer le rôle des OSC grâce à un appui technique et financier.	2019	
Soudan	UNICEF	Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de plans globaux, à l'échelle des pays et des 18 États, dédiés à la réalisation de l'ODD 6 afin d'atteindre un accès universel et équitable aux services EAH de base d'ici à 2030.	2021	Progrès en cours de révision

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Soudan	UNICEF	Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de plans globaux, à l'échelle des pays et des 18 États, dédiés à la réalisation de l'ODD 6 afin d'atteindre un accès universel et équitable aux services EAH de base d'ici à 2030.	2021	Progrès en cours de révision
Soudan	UNICEF	Contribuer à ces feuilles de route en obtenant chaque année une certification « sans défécation à l'air libre » pour 500 communautés.	2021	Progrès en cours de révision
Soudan	UNICEF	Appuyer la conception de stratégies, de lignes directrices et de guides ainsi que d'enquêtes et d'évaluations pour la promotion de l'assainissement, ainsi que les initiatives axées sur la création d'un marché de l'assainissement et le financement.	2021	Progrès en cours de révision
Soudan	UNICEF	Concevoir des programmes exhaustifs de renforcement des capacités et de formation pour les professionnels du secteur de l'assainissement du pays.	2021	Progrès en cours de révision
Soudan	UNICEF	Soutenir/codiriger la mise en place d'un forum de coordination globale du secteur national de l'EAH couvrant à la fois les activités humanitaires et de développement.	2021	Progrès en cours de révision
Soudan	UNICEF	Appuyer le déploiement d'un service de gestion des infrastructures EAH dans 13 États du Soudan et renforcer les mécanismes de redevabilité au moyen d'initiatives de suivi en temps réel (telles que Rapid Pro).	2021	Progrès en cours de révision
Tanzanie	Ministry of Health, Community Development, Gender, Elderly and Children	Mettre à jour le système national de gestion de l'information sur l'assainissement afin de tenir compte des questions d'équité, développer une stratégie nationale pour l'élimination de la défécation à l'air libre et accélérer la transition sur l'échelle de l'assainissement dans les 12 mois afin de faciliter l'accélération de la réalisation des ODD.	2020	Progrès en cours de révision
Tanzanie	Ministry of Finance and Planning	Finaliser une feuille de route visant à incorporer les ODD relatifs à l'EAH au sein de la phase II du Plan national de développement quinquennal (FYDP-II) 2022-2027.	2020	Progrès en cours de révision
Tanzanie	TAWASANET	Effectuer un suivi des approches qui accélèrent la couverture de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement afin d'atteindre les objectifs nationaux d'ici à 2025.	2025	
Tanzanie	TAWASANET	Recenser les initiatives qui permettront d'améliorer l'accès à l'eau salubre dans les zones urbaines et les zones rurales mal desservies et isolées d'ici à 2020.	2020	
Tanzanie	TAWASANET	Participer au processus national d'examen de la Politique nationale de l'eau (NAWAPo) et de la Stratégie nationale de développement du secteur de l'eau (NWSDS) pour intégrer des stratégies visant à ne laisser personne de côté.	2019	
Tanzanie	TAWASANET	Effectuer un suivi des priorités de financement, identifier les disparités existantes et partager les résultats avec le Gouvernement en vue d'une amélioration.	2020	
Tanzanie	TAWASANET	Identifier les approches qui permettront d'améliorer l'assainissement et l'hygiène dans les zones mal desservies et isolées d'ici à 2020.	2020	
Tanzanie	TAWASANET	Identifier les stratégies et les approches qui permettront d'éliminer la défécation à l'air libre, en particulier dans les communautés mal desservies, dans les écoles (primaires et secondaires) et dans les établissements de santé d'ici à 2025.	2025	
Tanzanie	Ministry of Water	Réviser la Politique publique nationale sur l'eau (2002) et la Stratégie nationale de développement du secteur de l'eau (2006) pour guider les priorités de financement concernant les ODD, et séparer clairement les fonctions de prestation et de contrôle pour les services ruraux d'eau et d'assainissement et la gestion intégrée des ressources en eau.	2020	

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Tchad	UNICEF Chad Country Office	Les engagements des bureaux de pays de l'UNICEF concernent l'assainissement dans les zones rurales et l'eau potable. L'UNICEF appuie la coordination du secteur, la mise en œuvre d'une feuille de route nationale en vue d'éliminer la défécation à l'air libre et l'analyse des obstacles entravant la mise en place de systèmes d'assainissement. En outre, l'UNICEF s'engage à fournir un appui technique au Gouvernement afin d'organiser des tables rondes sur le financement des systèmes d'assainissement ruraux et de développer et mettre en œuvre des interventions efficaces et une stratégie d'entretien des systèmes d'assainissement ruraux.	2030	Progrès en cours de révision
Tchad	UNICEF Chad Country Office	Les engagements des bureaux de pays de l'UNICEF concernent l'assainissement dans les zones rurales et l'eau potable. L'UNICEF appuie la coordination du secteur, la mise en œuvre d'une feuille de route nationale en vue d'éliminer la défécation à l'air libre et l'analyse des obstacles entravant la mise en place de systèmes d'assainissement.	2030	Progrès en cours de révision
Togo	JVE International	Instaurer la culture de la réndition des comptes à tous les niveaux en mettant en place des plateformes de données locales des OSC d'ici 2021.	2021	Progrès en cours de révision
Togo	Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE) Togo	Partager/vulgariser les engagements pris par l'État sur l'ODD6 au niveau SWA auprès des communautés et des autres partenaires périodiquement.	2019	Progrès en cours de révision
Togo	Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE) Togo	Compiler les données et publier les rapports de pays alternatifs annuels sur l'ODD.	2020	Progrès en cours de révision
Togo	Direction de l'hygiène et de l'assainissement de base	Plaidoyer pour qu'une ligne budgétaire soit accordé au sous-secteur de l'hygiène et à l'assainissement de base dans l'exercice 2021 du budget du ministère de la santé et de l'hygiène publique.	2021	Progrès en cours de révision
Togo	Direction de l'hygiène et de l'assainissement de base	D'ici 2021, le nombre de personnes vivant dans des communautés certifiées Fin de la défécation a l'air libre (FDAL) passe de 1 136000 à 2 358 426.	2021	Progrès en cours de révision
Togo	Donateurs du secteur eau, hygiène et assainissement: UE/ AFD/UNICEF	D'ici 2021 appuyer le fonctionnement du cadre de concertation sectoriel et l'organisation des revues sectorielle.	2021	Progrès en cours de révision
Viet Nam	Health Environment Management Agency – Ministry of Health (VIHEMA)	Approbation et mise en œuvre du plan d'action national pour l'élimination de la défécation à l'air libre.	2025	Progrès en cours de révision
Viet Nam	Administration of Infrastructure Technology – Ministry of Construction	Élargir l'accès à une eau potable pour la population urbaine.	2025	Progrès en cours de révision
Viet Nam	Committee for Ethnic Minority Affairs (CEMA)	Veiller à ce que les personnes issues des minorités ethniques aient un accès à une source d'eau améliorée et à de meilleurs systèmes d'assainissement dans les régions isolées.	2025	Progrès en cours de révision
Zambie	Zambia NGO Water Sanitation and Hygiene Forum	D'ici à 2020, fournir une assistance technique au secrétariat du mécanisme de coordination sectorielle dirigé par le Gouvernement pour organiser, préparer et réunir des initiatives/interventions sectorielles et établir des comptes rendus sur ces dernières.	2020	
Zambie	Ministry of Water Development Sanitation and Environmental Protection	Le Ministère du Développement hydraulique et sanitaire et de la Protection de l'environnement créera d'ici à 2020 un mécanisme gouvernemental de coordination du secteur EAH.	2020	

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Zambie	Ministry of Water Development Sanitation and Environmental Protection	Établir un cadre de suivi et d'évaluation d'ici 2020.	2020	
Zambie	Zambia NGO Water Sanitation and Hygiene Forum	D'ici à 2020, recueillir des informations sur les innovations des OSC en vue d'éclairer le Cadre de suivi, d'évaluation et de planification dirigé par le Gouvernement sur le secteur de l'EAH.	2020	
Zambie	Zambia NGO Water Sanitation and Hygiene Forum	En tant qu'organisations de la société civile, d'ici à 2025, nous nous engageons à atteindre la couverture universelle en expérimentant des interventions EAH ciblées et spécialement adaptées aux groupes difficiles à atteindre et vulnérables.	2020	
Zambie	UNICEF Zambia	L'UNICEF apportera son soutien au gouvernement de la Zambie dans l'analyse et le suivi des progrès, ceci dans le cadre du suivi du « Programme commun de l'analyse du secteur eau, assainissement et environnement 2018 », d'ici fin 2021.	2021	
Zimbabwe	Ministry of Health and Child Care and other line Ministries, Civil Society Organizations, Development Partners, Research and Learning (R&L) Institutions, Local Authorities (LAs)	Élaborer, lancer et déployer une stratégie nationale visant à réduire la défécation à l'air libre de 21,7 à 9 % d'ici 2025.	2025	
Zimbabwe	Ministry responsible for Water with support from other line Ministries, LAs, Private Sector, Development Partners, Civil Society, Research and Learning Institutions	Atteindre 80 % d'accès à l'eau potable d'ici 2025.	2025	
Zimbabwe	Sector Ministries with support from the Ministry of Finance, Development Partners and Local Authorities	Assurer le financement durable du secteur par les finances publiques sur les deux cycles de la stratégie nationale de développement (2021-25 et 2025-30).	2025	
Zimbabwe	Sector Ministries, Development Partners, Civil Society and Local Authorities	Financer entièrement la mise en place d'institutions de réglementation efficaces, d'une capacité de prestation et de coordination décentralisée d'ici 2022.	2022	
Mondial	AquaFed	Nous nous engageons à ce que les pays partenaires soient parfaitement informés sur les possibilités qu'offrent les partenariats public-privé afin de pouvoir décider en connaissance de cause s'ils correspondent à leurs besoins.	2019	
Mondial	AquaFed	AquaFed s'engage d'ici à décembre 2019 à aider cinq pays partenaires du SWA qui envisagent des partenariats public-privé en matière d'eau et d'assainissement.	2019	
Mondial	Foreign, Commonwealth & Development Office (UK)	Le Royaume-Uni renouvelle son engagement à aider 60 millions de personnes à obtenir un accès durable à des services d'eau et d'assainissement d'ici à fin 2020. Entre 2015 et 2018, le DFID (Ministère du développement international du Royaume-Uni) a desservi 40,3 millions de personnes, principalement en Afrique subsaharienne.	2020	Progrès en cours de révision

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Mondial	Foreign, Commonwealth & Development Office (UK)	Le DFID évaluera la viabilité des résultats obtenus entre 2011 et 2015, communiquera les enseignements tirés et intégrera ces derniers dans la programmation de ses futures activités. La même évaluation servira à étudier comment il cible ses interventions au regard de l'objectif de ne laisser personne de côté.	2020	Progrès en cours de révision
Mondial	Foreign, Commonwealth & Development Office (UK)	Le DFID intensifiera ses activités auprès des gouvernements et des partenaires afin de renforcer les capacités nationales et les systèmes de prestation de services. Cela permettra d'améliorer l'efficacité et la viabilité des services EAH, tout en attirant des ressources supplémentaires dans ce secteur.	2020	Progrès en cours de révision
Mondial	Foreign, Commonwealth & Development Office (UK)	L'OMS estime qu'au sein des populations les plus pauvres du monde, une personne sur cinq est handicapée. Compte tenu du thème de la Réunion des ministres du secteur 2019 et de sa propre stratégie de prise en compte du handicap, le DFID s'assurera que tous les services EAH qu'il soutient incluent les personnes handicapées.	2020	Progrès en cours de révision
Mondial	Freshwater Action Network South Asia	D'ici à 2020, appuyer les sections nationales de FANSA et leurs partenaires en Afghanistan, au Bangladesh, au Bhoutan, au Pakistan, au Népal et au Sri Lanka afin qu'elles collaborent activement avec les gouvernements nationaux respectifs.	2020	
Mondial	Freshwater Action Network South Asia	D'ici à 2022, appuyer quatre plateformes d'OSC nationales afin d'élaborer une stratégie et des outils spécifiques à chaque pays pour encourager des avancées équitables et inclusives en matière d'assainissement, en ciblant particulièrement les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées.	2022	
Mondial	Freshwater Action Network South Asia	D'ici à 2020, FANSA développera une analyse rigoureuse de l'état d'avancement de l'hygiène en Asie du Sud et sur la base de cette évaluation, élaborera des messages de plaidoyer communs pour les OSC en matière de financement de l'hygiène, y compris de l'hygiène menstruelle.	2020	
Mondial	Freshwater Action Network South Asia	À partir de 2019, FANSA collaborera activement avec ses OSC membres afin de développer la nouvelle stratégie de SWA et de la mettre en œuvre durant les années à venir.	2022	
Mondial	Freshwater Action Network South Asia	Entre 2019 et 2022, FANSA collaborera avec ses sections nationales et les OSC membres en Afghanistan, au Bangladesh, au Bhoutan, aux Maldives, en Inde, au Pakistan, au Népal et au Sri Lanka afin de rassembler des preuves sur l'exclusion et les meilleures pratiques relatives aux avancées équitables et inclusives dans le domaine de l'EAH, et sur la base de ces mêmes preuves, fournira des contributions consolidées et facilitera la représentation des personnes marginalisées afin de pouvoir prendre des décisions et des engagements éclairés lors des SACOSAN en 2020 et en 2022, des réunions de haut niveau de SWA et d'autres plateformes mondiales importantes sur l'EAH et l'ODD 6.	2022	
Mondial	Global Handwashing Partnership	Le Partenariat mondial du lavage des mains (GHP) s'engage à promouvoir et à faciliter l'apprentissage, la sensibilisation et la collaboration au niveau mondial afin d'améliorer l'accès aux installations de lavage des mains avec savon et de faire évoluer les comportements s'agissant de cette pratique.	2020	Progrès en cours de révision
Mondial	Global Handwashing Partnership	Le Partenariat mondial du lavage des mains (GHP) s'engage à produire des rapports sur ces engagements d'ici à la prochaine Réunion de haut niveau et à fournir des mises à jour régulières au groupe constitutif du secteur privé.	2020	Progrès en cours de révision
Mondial	Global Handwashing Partnership	Le Partenariat mondial du lavage des mains (GHP) s'engage, d'ici à la prochaine Réunion de haut niveau, à œuvrer pour faire évoluer les comportements en matière de lavage des mains, pour diffuser les connaissances et pour mener des activités de plaidoyer auprès d'au moins deux membres et/ou pays de SWA intéressés.	2020	Progrès en cours de révision

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Mondial	IRC	Nous nous engageons à aider nos districts partenaires au Burkina Faso, en Éthiopie, au Ghana et en Ouganda à offrir à tous, d'ici à 2030, des services EAH gérés en toute sécurité. Notre soutien comprendra les activités suivantes : - Veiller à ce que tous les districts soient dotés de plans directeurs territoriaux publics en vue de l'accès universel (2019) ; - et à ce que les plans directeurs soient mis en œuvre ; soutenir les autorités locales concernant, d'une part, l'identification des projets et financements et, d'autre part, le suivi (2021) ; - Être particulièrement attentifs à ne laisser personne de côté ; s'attaquer aux causes profondes de l'exclusion ; - Renforcer les capacités des autorités locales et des autres acteurs ; - Soutenir les actions collectives dans les districts par le plaidoyer, la tenue d'événements et les activités de communication et de gestion des connaissances ; - Communiquer activement les enseignements tirés sur les forums nationaux et internationaux.	2021	Progrès en cours de révision
Mondial	IRC	Nous nous engageons à continuer à faire pression et à plaider en faveur des domaines prioritaires pour le renforcement des systèmes nationaux : leadership et responsabilité du gouvernement national, financement du secteur, suivi, recherche et apprentissage.	2021	Progrès en cours de révision
Mondial	IRC	Nous nous engageons à aider nos districts partenaires au Burkina Faso, en Éthiopie, au Ghana et en Ouganda à offrir à tous, d'ici à 2030, des services EAH gérés en toute sécurité. Notre soutien comprendra les activités suivantes : - Veiller à ce que tous les districts soient dotés de plans directeurs territoriaux publics en vue de l'accès universel (2019) ; - et à ce que les plans directeurs soient mis en œuvre ; soutenir les autorités locales concernant, d'une part, l'identification des projets et financements et, d'autre part, le suivi (2021) ; - Être particulièrement attentifs à ne laisser personne de côté ; s'attaquer aux causes profondes de l'exclusion ; - Renforcer les capacités des autorités locales et des autres acteurs ; - Soutenir les actions collectives dans les districts par le plaidoyer, la tenue d'événements et les activités de communication et de gestion des connaissances ; - Communiquer activement les enseignements tirés sur les forums nationaux et internationaux.	2021	Progrès en cours de révision
Mondial	IRC	Nous nous engageons à aider nos districts partenaires au Burkina Faso, en Éthiopie, au Ghana et en Ouganda à offrir à tous, d'ici à 2030, des services EAH gérés en toute sécurité. Notre soutien comprendra les activités suivantes : - Veiller à ce que tous les districts soient dotés de plans directeurs territoriaux publics en vue de l'accès universel (2019) ; - et à ce que les plans directeurs soient mis en œuvre ; soutenir les autorités locales concernant, d'une part, l'identification des projets et financements et, d'autre part, le suivi (2021) ; - Être particulièrement attentifs à ne laisser personne de côté ; s'attaquer aux causes profondes de l'exclusion ; - Renforcer les capacités des autorités locales et des autres acteurs ; - Soutenir les actions collectives dans les districts par le plaidoyer, la tenue d'événements et les activités de communication et de gestion des connaissances ; - Communiquer activement les enseignements tirés sur les forums nationaux et internationaux.	2021	Progrès en cours de révision

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Mondial	Simavi	Simavi et ses partenaires OSC EAH dans les pays d'Afrique et d'Asie où nous travaillons, s'engagent à : Simavi, avec ses partenaires, prend le leadership en apportant son soutien et en inspirant des initiatives visant à la réalisation des droits de l'homme (DH) à l'eau et à l'assainissement pour tous, en mettant l'accent sur les principes des DH, à savoir l'accès à l'information, la non-discrimination, la responsabilité, la participation et la durabilité, ainsi que le caractère abordable, l'acceptabilité et l'accessibilité.	2020	
Mondial	Simavi	Contribuer à la réalisation de l'engagement pris par le Gouvernement des Pays-Bas vis-à-vis de l'ODD 6 de fournir, d'ici à 2030, un accès à l'eau et à l'assainissement à respectivement 30 millions et 50 millions de personnes. Pour ce faire, Simavi collabore avec d'autres partenaires issus ou non de la société civile pour mettre en œuvre différents programmes EAH dans plusieurs pays, notamment le programme du Consortium EAH dédié aux ODD.	2020	
Mondial	SIWI-Stockholm International Water Institute	SIWI soutiendra les mécanismes de gouvernance relatifs à des services d'eau et d'assainissement universels et durables dans les pays où l'organisation travaille, que ce soit par une intervention directe ou avec le concours d'autres partenaires. Cet appui pourra prendre la forme, entre autres, d'un renforcement des capacités, de l'élaboration de nouvelles lignes directrices ou de nouveaux outils, d'un soutien apporté au renouvellement des politiques, de plans nationaux ou locaux, de mécanismes de coordination et d'activités de réglementation et de redevabilité.	2021	
Mondial	SIWI-Stockholm International Water Institute	SIWI contribuera à l'évaluation des systèmes et comportements collaboratifs dans les pays où l'organisation travaille, afin de proposer des plans d'action pour une meilleure gouvernance.	2021	
Mondial	SIWI-Stockholm International Water Institute	SIWI continuera de soutenir la réalisation des engagements de SWA relatifs à la gouvernance (y compris concernant le renforcement des capacités), en collaboration avec d'autres partenaires, dans les pays où l'organisation travaille.	2021	
Mondial	SWA PS Constituency	D'ici à juin 2019, le Groupe catégoriel aura identifié des coordonnateurs nationaux pour tous les pays prioritaires du Mécanisme de responsabilité mutuelle et 20 autres de plus. D'ici à septembre 2019, la moitié des centres nationaux de liaison du Groupe catégoriel s'engagent à prendre contact avec un réseau au moins dans chaque pays pionnier, afin de faire connaître le Mécanisme de responsabilité mutuelle et d'inciter à y participer. Ils s'engagent également à identifier une perspective d'engagement multi-partenarial.	2019	
Mondial	SWA PS Constituency	D'ici à décembre 2019, le Groupe catégoriel aura expliqué aux autres groupes catégoriels partenaires du SWA comment ils peuvent collaborer avec le secteur privé en identifiant des opportunités particulières et en suggérant des mécanismes pour la conception de collaborations catalytiques et mutuellement profitables.	2019	
Mondial	SWA PS Constituency	D'ici à la prochaine Réunion de haut niveau en 2020, les partenaires du Groupe sectoriel dans les pays pionniers du Mécanisme de responsabilité mutuelle auront soutenu 20 pays du SWA dans leur dialogue avec le secteur privé, en fonction des besoins des pays partenaires du SWA.	2020	
Mondial	Swiss Development and Cooperation Agency	FINANCEMENT Jusqu'en 2020 : 160 millions de dollars US par an (EAH): 65 % investis dans les zones rurales 90% dans les pays non suivis pour l'assainissement.	2020	Progrès en cours de révision

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Mondial	Swiss Development and Cooperation Agency	SUIVI Jusqu'en 2020 : 5 % investis dans des actions visant à appuyer un cadre de suivi unifié et solide aux niveaux national (20 pays, OSC, etc.) et mondial (Programme commun OMS/ UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement, analyse et évaluation mondiales sur l'assainissement et l'eau potable, Initiative mondiale élargie de surveillance des ressources en eau), et 2 % consacrés à la recherche.	2020	Progrès en cours de révision
Mondial	Swiss Development and Cooperation Agency	Application des principes fondés sur le droit de la personne à l'eau potable et à l'assainissement dans l'ensemble des programmes de la DDC.	2020	Progrès en cours de révision
Mondial	The Ministry of Foreign Affairs	D'ici à 2030, les Pays-Bas contribueront à offrir à 30 millions de personnes un accès à une eau potable à un coût abordable (ODD 6.1) et à 50 millions de personnes un accès à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats dans des conditions équitables (ODD 6.2).	2030	Progrès en cours de révision
Mondial	UNICEF	L'UNICEF s'engage à réaliser progressivement les droits humains à l'eau et à l'assainissement, en mettant l'accent sur les interventions prioritaires en faveur des enfants en vue d'atteindre les objectifs liés à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène dans les ODD.	2021	Progrès en cours de révision
Mondial	United States Agency for International Development (USAID)	Engagement no 1 : Coordination mondiale et impact En plus de fournir un appui à la création d'un environnement favorable, USAID cherchera simultanément à accroître le nombre de personnes qui ont accès à l'eau et à l'assainissement à l'échelle mondiale, notamment en fournissant un accès durable à l'eau potable à 15 millions de personnes d'ici à 2022. En outre, l'Agence entend fournir à huit millions de personnes un accès durable à des services d'assainissement d'ici à 2022.	2022	Progrès en cours de révision
Mondial	United States Agency for International Development (USAID)	Engagement no 2 : Leadership régional Conformément à l'engagement pris par le Gouvernement des États-Unis visant à renforcer la gouvernance, les financements et les institutions dans le secteur de l'eau à tous les niveaux, dans l'objectif de réduire la dépendance des pays à l'aide fournie par les donateurs, USAID collaborera avec des institutions régionales, comme le Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW), dans le but de : renforcer la coordination des acteurs dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ; soutenir les efforts visant à effectuer un suivi des données financières sur les dotations et les dépenses publiques en matière d'eau et d'assainissement ; et appuyer le développement et la mise en œuvre de systèmes de gouvernance fondés sur des preuves et qui offrent un cadre solide pour fournir de l'eau potable, des services d'assainissement et une gestion des ressources hydriques à tous les niveaux.	2022	Progrès en cours de révision

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Mondial	United States Agency for International Development (USAID)	Engagement no 3 : Coordination nationale USAID a précisé son application des critères d'allocation des ressources au niveau national afin de mieux lutter contre les inégalités. Ces critères comprennent désormais l'identification, sur une base annuelle, des pays prioritaires quant aux activités d'USAID en matière d'EAH. Conformément à la Water for the World Act (loi sur l'accès à l'eau potable dans le monde) de 2014, USAID entend accroître la coordination des acteurs au sein du secteur de l'eau et de l'assainissement dans les pays prioritaires afin d'harmoniser les objectifs et d'optimiser l'utilisation des ressources en partenariat avec les institutions publiques et privées et autres bailleurs de fonds pertinents, notamment au moyen de dispositifs tels que le mécanisme de redevabilité mutuelle de SWA et les autres processus d'examen sectoriel conjoint. En outre, USAID utilisera ses fonds de manière stratégique afin de mobiliser des ressources financières provenant de pays hôtes et du secteur privé et œuvrera à renforcer la capacité des gouvernements nationaux et infranationaux à évaluer, réguler et gérer la fourniture de services liés à l'eau et à l'assainissement et les ressources hydriques dans les pays hautement prioritaires et alignés stratégiquement sur ses objectifs. USAID entend par ailleurs renforcer les capacités de la société civile à plaider en faveur d'une fourniture de services liés à l'eau et à l'assainissement et de la gestion des ressources hydriques.	2022	Progrès en cours de révision
Mondial	United States Agency for International Development (USAID)	Engagement no 1 : Coordination mondiale et impact En plus de fournir un appui à la création d'un environnement favorable, USAID cherchera simultanément à accroître le nombre de personnes qui ont accès à l'eau et à l'assainissement à l'échelle mondiale, notamment en fournissant un accès durable à l'eau potable à 15 millions de personnes d'ici à 2022. En outre, l'Agence entend fournir à huit millions de personnes un accès durable à des services d'assainissement d'ici à 2022.	2022	Progrès en cours de révision
Mondial	United States Agency for International Development (USAID)	Engagement no 1 : Coordination mondiale et impact Enfin, USAID établira des rapports sur le montant des nouveaux fonds mobilisés pour le secteur grâce à l'aide publique fournie par les États-Unis, ainsi que sur le renforcement des institutions.	2022	Progrès en cours de révision
Mondial	Water For People	Le modèle de mise en œuvre à l'échelle du district proposé par Water for People vise à garantir que chaque communauté, chaque établissement scolaire, chaque clinique, chaque foyer ait accès à des services d'eau et d'assainissement fiables au fil du temps. D'un point de vue mondial, il est prévu de desservir 30 districts dans neuf pays d'ici à 2030.	2030	Progrès en cours de révision
Mondial	Water Institute at the University of North Carolina Chapel Hill (UNC)	L'UNC s'engage à respecter les normes éthiques les plus strictes. http://catalog.unc.edu/policies-procedures/honor-code/	2020	
Mondial	Water Institute at the University of North Carolina Chapel Hill (UNC)	Elle entend travailler en partenariat avec d'autres membres du Groupe catégoriel Recherche et enseignement et encourager les comportements collaboratifs en son sein.	2020	
Mondial	Water Institute at the University of North Carolina Chapel Hill (UNC)	Nous nous engageons à rendre compte des conclusions de manière transparente, reproductible et objective. Elle exposera et communiquera les incidences légitimes de ses études de recherche qui intéressent toutes les parties prenantes.	2020	

PAYS	ORGANISME CHEF DE FILE	ENGAGEMENT	ANNÉE CIBLE	PROGRÈS
Mondial	Water Institute at the University of North Carolina Chapel Hill (UNC)	Nous nous engageons à communiquer les résultats de manière transparente, reproductible et objective. Nous refléterons et communiquerons les implications légitimes de nos études de recherche qui sont pertinentes pour toutes les parties prenantes (par exemple, en fonction de la circonscription ou des types d'acteurs de l'approche sectorielle).	2020	
Mondial	Water Institute at the University of North Carolina Chapel Hill (UNC)	Nous nous engageons à être à l'écoute des autres partenaires et parties prenantes du SWA et à répondre à leurs demandes d'information.	2020	Progrès en cours de révision
Mondial	Water Institute at the University of North Carolina Chapel Hill (UNC)	Nous nous engageons à travailler en partenariat avec d'autres membres du Groupe catégoriel Recherche et enseignement et encourager les comportements collaboratifs en son sein.	2020	Progrès en cours de révision
Mondial	Water.org	Travailler en association avec les autorités locales, des prestataires de services et des organisations de la société civile afin de renforcer les environnements réglementaires et les politiques publiques qui orientent les flux financiers vers l'accès à l'eau et à l'assainissement au bénéfice des plus défavorisés.	2023	Progrès en cours de révision
Mondial	WaterAid	WaterAid soutiendra l'avancée des politiques, normes et plans menés par le gouvernement qui s'attaquent aux inégalités entravant le droit des personnes les plus pauvres et les plus marginalisées à une eau salubre, à l'assainissement et à l'hygiène.	2022	Progrès en cours de révision
Mondial	WaterAid	WaterAid aidera le gouvernement et les prestataires de services à renforcer les systèmes et capacités nécessaires pour fournir des services EAH durables.	2022	Progrès en cours de révision
Mondial	WaterAid	WaterAid s'associera à d'autres acteurs pour élaborer des plans et activités qui accélèrent les changements en intégrant l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans des plans nationaux durables de développement.	2022	Progrès en cours de révision
Mondial	WaterAid	WaterAid soutiendra l'avancée des politiques, normes et plans gouvernementaux qui exercent une influence positive sur les comportements en matière d'hygiène afin d'optimiser les avantages de l'accès à une eau salubre et à l'assainissement.	2022	Progrès en cours de révision
Mondial	WaterAid	WaterAid prendra des mesures pour améliorer le suivi des comportements collaboratifs du SWA qu'il met en œuvre.	2020	Progrès en cours de révision
Mondial	World Health Organization	L'OMS fournira des lignes directrices normatives pour encourager à accroître l'efficacité des programmes, politiques, normes et règlements et des interventions techniques dans le secteur EAH et dans celui de la santé.	2025	Progrès en cours de révision
Mondial	World Health Organization	Afin de contribuer à la prise de décisions éclairées à l'échelle nationale et internationale, l'OMS fournira des données de suivi mondiales au moyen de ses initiatives GLAAS (Analyse et évaluation mondiales sur l'assainissement et l'eau potable), TrackFin (Suivi du financement de l'assainissement, de l'hygiène et de l'eau potable au niveau national) et JMP (Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement).	2025	Progrès en cours de révision
Mondial	World Health Organization	L'OMS encouragera les mesures visant à garantir que chaque établissement de santé dispose de services EAH fiables.	2025	
Mondial	WSSCC	Le WSSCC s'engage, d'ici à la fin 2020, à soutenir les activités de renforcement des systèmes d'assainissement et d'hygiène et à élaborer des plans d'engagement pour 17 pays dans le cadre du SWA (Bangladesh, Bénin, Cambodge, Éthiopie, Inde, Kenya, Madagascar, Malawi, Népal, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Sénégal, Tanzanie, Togo, Zimbabwe).	2020	

LA REDEVABILITÉ

Le pont entre l'intention et l'action

L'INTENTION

L'ACTION

MÉCANISME DE REDEVABILITÉ MUTUELLE

RAPPORT MONDIAL 2021

Ce document a été publié en novembre 2021.

Sanitation and Water for All (SWA)
633 Third Avenue, New York, NY 10017, USA
info@sanitationandwaterforall.org
www.sanitationandwaterforall.org
#SWAinAction



 SANITATION AND WATER FOR ALL

28

MÉCANISME DE REDEVABILITÉ MUTUELLE
RAPPORT MONDIAL 2021

À PROPOS

DU RAPPORT MONDIAL SUR LE MÉCANISME DE REDEVABILITÉ MUTUELLE

Tous les trois ans, le partenariat Assainissement et eau pour tous publie un rapport mondial pour analyser le travail des partenaires et discuter sur leurs efforts en vue d'instaurer une culture de la redevabilité mutuelle dans le but de garantir l'accès universel à l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour tous, en tout temps et en tout lieu. Dans cette première édition du rapport, qui porte sur les trois années initiales du mécanisme de redevabilité mutuelle de SWA – le cycle multipartite qui consiste à définir des priorités, formuler des engagements, suivre les progrès et renouveler l'action collaborative – le mécanisme est présenté comme une voie à suivre pour parvenir aux objectifs stratégiques de SWA et, au bout du compte, atteindre les cibles liées à l'eau et l'assainissement des objectifs de développement durable et réaliser les droits fondamentaux à l'eau et l'assainissement.

De plus amples informations sont disponibles sur le site :
www.sanitationandwaterforall.org



MÉCANISME DE
REDEVABILITÉ
MUTUELLE



SANITATION
AND WATER
FOR ALL